

Les députés sont indexés

Le débat sur l'augmentation du traitement des députés s'était engagé avec virulence. Il s'est terminé en sourdine. La hausse projetée a été ramenée de 50 pour cent à 33% pour cent. Ce qui a calmé la mauvaise conscience des uns et mécontenté les autres, plus nombreux, qui s'alarment des effets de l'inflation sur leurs revenus. Ghislaine Rheault a assisté au débat de cette semaine.

page B-1

Entre l'arbre et l'écorce



Pierre De Bané, l'enfant terrible du Parti libéral, s'est assagi. Devenu secrétaire parlementaire, il a accepté les règles du jeu d'un parti bourgeois qui tolère mal les esclandres. Mais le député de Matane est insatisfait de la situation. Rejouera-t-il les trouble-fête au sein du Parti libéral ou rejoindra-t-il les rangs du NPD? Ghislaine Rheault et Georges Angers l'ont rencontré cette semaine

page B-3



La stratégie des médecins

Pour appuyer leurs revendications auprès du gouvernement du Québec, les médecins avaient le choix entre la grève, le désengagement du régime d'assurance-maladie et la non-participation à ce régime. Ils ont opté pour cette dernière solution. Roger Bellefeuille explique pourquoi.

page B-3

Hockey raisonné

L'hérésie de l'époque, "le hockey, ça s'apprend!", n'est pas encore devenue un axiome pour tous les partisans de l'improvisation, mais chacun est quand même devenu plus réceptif. A partir d'échanges avec les docteurs Georges Larivière et Charles Thifault, Alain Bouchard fait un tour d'horizon sur ce qu'il advient finalement, de la "clique" d'intellectuels du hockey et de leurs prédications.

page E-1



...Chéri, tu m'oublies!
LISE LEVESQUE
DE LA CAVE AU GRENIER
RESTAURANT 95 est, St-Cyrille (coin Grand Théâtre) 522-2222

LE SOLEIL

REMY BEAULIEU & ASSOCIES
DOCTEURS EN OPTOMETRIE
376 du Roi, ch. 208. Tél.: 524-2417
(En haut Société des Alcools)

164 PAGES 9 CAHIERS

QUEBEC, SAMEDI 19 AVRIL 1975

79e ANNEE, No 96 PRIX 30¢

à lire

● Air Canada et une firme d'ingénieurs dans l'eau bouillante

page A-2

● Front commun provincial des constructeurs et propriétaires

page A-3

● Enquête sur le Cegep de Limoilou

page C-13

● Qui sont les Khmers rouges et leur chef?

page E-22

A la suite des "largesses" de Garneau

Les maires sont heureux

par Florent FLIANTÉ

Il y avait bonne humeur, hier, dans les hôtels de ville de la région de Québec à la suite des allègements fiscaux consentis par le gouvernement québécois et annoncés, jeudi soir, dans le discours du budget du ministre Raymond Garneau.

Les grands problèmes de la fiscalité municipale n'en sont pas réglés pour autant, mais l'orientation donnée par le ministre des Finances à l'aide aux municipalités laisse présager pour l'avenir d'importantes modifications, notamment dans le domaine du champ de l'impôt foncier.

En attendant, rien de mieux comme remède temporaire qu'un bon \$187 millions de plus à se partager entre municipalités pour 1975-1976.

A Québec, hier matin, le maire Gilles Lamontagne était d'humeur à jaser, sa ville ayant reçu six millions de dollars de plus que l'an dernier, portant ainsi l'aide de gouvernement québécois à plus de \$12,000,000 pour 1975-1976.

Au cours d'une conversation téléphonique, M. Lamontagne s'est dit heureux du fait que pour la première fois un effort tangible est fait pour alléger le fardeau financier des villes.

Bien que la capitale n'ait pas encore décidé si elle se servira du \$0.20 le cent dollars d'évaluation qui passe de l'impôt foncier scolaire au profit du champ d'imposition municipal, à condition toutefois qu'il y ait un bon contrôle des augmentations possibles de l'évaluation scolaire.

Parmi les autres mesures, la remise aux municipalités de la totalité de l'impôt spécial perçu en guise de taxe foncière sur les compagnies distributrices de gaz ou exploitant un réseau de télécommunications permet aussi à Québec d'aller chercher environ \$100,000 dollars de revenus additionnels, estime M. Lamontagne.

Québec recevra aussi une compensation en guise d'impôt étant donné que le gouvernement permettra l'évaluation de terrains qu'il a acquis en vue d'y construire des édifices administratifs ou autres.

La ville de Québec est également touchée par la hausse des compensations tenant lieu d'impôt foncier pour les universités, les Cegep et les hôpitaux.

Si l'on ajoute à tout cela l'aide spéciale de \$5 millions du gouvernement provincial à la ville de Québec pour la rénovation urbaine et la subvention obtenue par la CUQ, qui allégera probablement la quote-part des villes constituantes, on en vient aux mêmes conclusions que M. Lamontagne, qui a résumé le tout en disant que "ça fait l'affaire".

Parmi les autres maires rejoints, hier, par LE SOLEIL, MM. Ben Morin, de Sainte-Foy, et Maurice Renaud, d'Orsainville se sont dit réjouis de la réduction du taux normalisé de l'impôt foncier scolaire de \$0.20, mais eux aussi ont exprimé des réserves, craignant que les commissions scolaires décident de contourner cette perte de revenus en jouant sur d'autres ta-

bleaux, comme l'évaluation scolaire par exemple.

Globalement, toutefois, le maire d'Orsainville se réjouit de cette soudaine attention du provincial envers le municipal, "quelque chose qui ressemble aux largesses préélectorales", de conclure M. Renaud.

Pour sa part, le maire Ben Morin, de Sainte-Foy, a dit vouloir réserver pour plus tard son appréciation générale du discours du budget. Il s'est dit déçu, toutefois, que le ministre des Finances n'ait pas donné suite aux pressions faites par sa ville pour augmenter les revenus municipaux en obtenant 50 pour cent des profits de la taxe sur les repas et l'hôtellerie. "Pour la première fois, nous aurions eu accès à une petite taxe progressive", a dit M. Morin.

● Autres réactions au budget Garneau, page A-20



Le Soleil, Roland Marcoux

Le plaisir des uns...

L'arrivée du printemps fait le bonheur des uns et le malheur des autres. Alors que les grands n'apprécient pas du tout cette masse d'eau dans une rue du secteur des Jardins de Savoie, à Charlesbourg, les petits manifestent ouvertement leur joie. L'eau est là,

pourquoi ne pas en profiter, se disent les petits? Les grands, qui ne partagent pas leur avis, ont su vite le retirer de l'eau avant qu'un malheur n'arrive. Le plaisir aura été de courte durée...

sommaire

A Québec aujourd'hui	D-12
Annnonces classées	F-2 à F-19
Arts et lettres	D-1 à D-14
Bandes dessinées	F-20
Bridge	F-17
Décès	F-21
Economie-finances	D-16 à D-18
Feuilleton	F-4
Horoscope	F-18
L'habitat	C-14 à C-17
Mot Mystère	F-2
Mots croisés	F-6 et F-10
Pages documentaires	B-1 à B-4
Patron	F-7
Sport	E-1 à E-8
Télévision	B-6 et E-7
Voyages	C-1 à C-12

météo

Nuageux et venteux aujourd'hui et demain avec averses dans les régions de l'Est du Québec. Maximum de 10 à 14.

Détails, page A-6

mini-loto	VENDREDI 18 AVRIL 1975 TIRAGE 03	super-loto	Case postale 908, Place d'Armes Montréal 126, Qué. Tél.: 873-5350-53	Tirage: 18 avril 1975	779,546 BILLETS VENDUS 3,137 GAGNANTS \$998,000 EN PRIX							
32 Séries émises - 90,000 chacune	LE PREMIER NUMÉRO COMPLET	5 6 6 1 8 2	GAGNE \$200,000.	Le deuxième numéro complet	3 1 5 8 8 0	gagne \$100,000.	Le troisième numéro complet	9 5 3 6 3 9	gagne \$50,000.	Le quatrième numéro complet	2 9 2 1 4 4	gagne \$25,000.
59572 POSSIBILITÉ DE: 32 GAGNANTS DE \$5,000.	6 BILLETS SE TERMINANT PAR	6 6 1 8 2	GAGNE \$10,000.	7 billets se terminant par	1 5 8 8 0	gagne \$500.	8 billets se terminant par	5 3 6 3 9	gagne \$500.	6 billets se terminant par	9 2 1 4 4	gagne \$500.
9572 256 GAGNANTS DE \$500.	74 BILLETS SE TERMINANT PAR	6 1 8 2	GAGNE \$2,000.	64 billets se terminant par	5 8 8 0	gagne \$100.	75 billets se terminant par	3 6 3 9	gagne \$100.	75 billets se terminant par	2 1 4 4	gagne \$100.
572 2592 GAGNANTS DE \$100.	492 BILLETS SE TERMINANT PAR	1 8 2	GAGNE \$400.	716 billets se terminant par	8 8 0	gagne \$50.	718 billets se terminant par	6 3 9	gagne \$50.	492 billets se terminant par	1 4 4	gagne \$50.

les arts

Dans le troisième de sa série d'articles sur les Orchestres au Canada, Marc Samson, nous parle du défi qu'a relevé l'Orchestre de Winnipeg de "vendre" la musique symphonique comme des voitures ou des petits pois!

Cahier D

Marchand recommande la tenue d'une enquête sur une entente d'Air Canada



M. Elmer MacKay

par Claude PAPINEAU

OTTAWA (PC) — Convaincu que l'entente par laquelle le Canada a versé \$100,000 au président d'une agence de voyage de Montréal "ne respecte pas les règlements de la société, ni les règles élémentaires de la moralité", le ministre fédéral des Transports, M. Jean Marchand, a déclaré hier à la presse qu'il recommandera à ses collègues du Cabinet d'instituer une enquête sur cette affaire.

"La teneur même de l'entente m'a paru si bizarre que je n'ai aucune hésitation à recommander une enquête", a affirmé M. Marchand, après avoir rencontré le président d'Air Canada, M. Yves Pratte, au bureau du ministre des Transports à Ottawa.

M. Marchand a précisé qu'au cours de l'entretien, M. Pratte l'avait informé des résultats d'une enquête interne menée au sein de la compagnie, le mois dernier, après que le vérificateur, M. Cochran, eut découvert une transaction irrégulière, en

vertu de laquelle M. Yves Ménard, alors vice-président d'Air Canada, avait versé \$100,000 à M. R. Y. McGregor, président de McGregor Travel.

Selon M. Marchand, le propos d'une telle transaction consistait "vraisemblablement à créer une agence de distribution de billets à l'étranger".

Cette affaire a été rendue publique jeudi, alors qu'un député conservateur, M. Elmer Mackay, dévoilait trois lettres d'entente par lesquelles Air Canada, par l'entremise de M. Ménard, recourait le 28 novembre 1974 aux services de M. McGregor pour, selon toute apparence, étendre le marché de la société aérienne.

Les lettres d'entente précisaient qu'entre le 1er décembre 1974 et le 31 mars 1975, M. McGregor devait, comme consultant, "s'occuper des relations avec les gouvernements provinciaux" ainsi que "influencer les gouvernements et établir des rela-

tions commerciales avec le Moyen-Orient et l'Amérique latine pour le compte d'Air Canada."

A cette fin, M. Ménard autorisait une avance de \$30,000 ainsi que deux paiements séparés de \$30,000 et \$40,000.

Présumément relié à un conflit d'intérêt dans une autre affaire, M. Ménard a démissionné de son poste à Air Canada "pour raisons personnelles" en février dernier.

Au cours de son entrevue avec la presse, M. Marchand a dit préférer consulter ses collègues du cabinet avant de déterminer le type d'enquête qui serait le mieux appropriée dans cette affaire.

"Nous aurons à décider par exemple de mener soit une enquête-maison, une enquête publique, une enquête en vertu de la loi sur les institutions financières ou tout autre genre d'enquête", a dit M. Marchand.

M. Marchand a affirmé par

ailleurs que M. Pratte avait accepté le principe d'une enquête plus large qui approfondirait les conclusions de l'enquête menée le mois dernier au sein de la société d'Etat.

Du côté d'Air Canada, le bureau de direction devait se réunir et émettre ultérieurement un communiqué de presse sur cette affaire.

M. Marchand a en outre indiqué que la société pourrait tenter une poursuite pour récupération de la somme versée.

Aux questions des journalistes, M. Marchand a affirmé que ni M. Pratte, ni les directeurs d'Air Canada n'étaient au courant de la transaction avant qu'ils en aient été informés par le vérificateur.

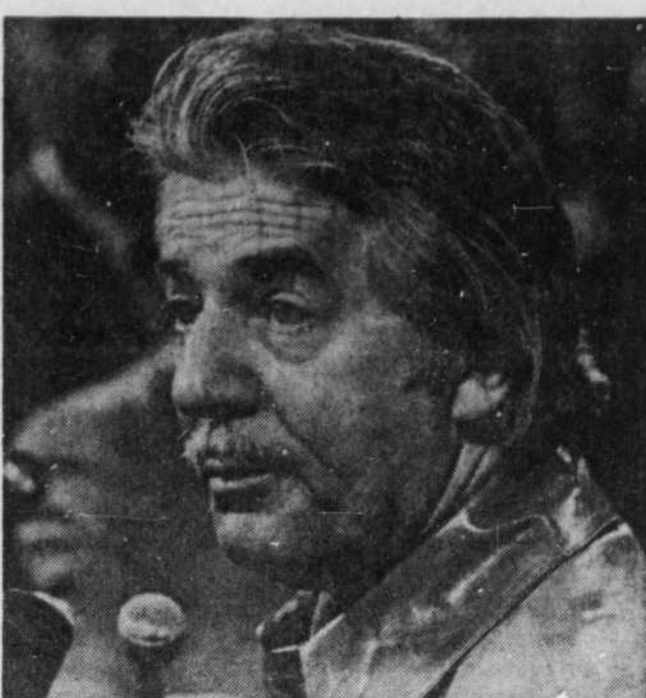
Il a par ailleurs rejeté l'allégation selon laquelle l'affaire risquait de ne pas avoir de suite n'eût été l'intervention du député Mackay.

Quant à la "mission de relations publiques" de M. M. McGregor, rien n'indique

que quelque chose ait été fait, selon M. Marchand.

En proie à des malaises

pulmonaires, M. McGregor aurait passé plusieurs semaines aux Barbades, en février dernier.



M. Jean Marchand

Avoir un actionnaire "radié" n'empêche pas une firme d'obtenir des contrats de Québec

par Pierre BELLEMARE

(PC) — Il n'existe encore aucun règlement au sein de l'Ordre des ingénieurs pour lui indiquer la voie à suivre dans le cas où un ingénieur radié devient actionnaire d'une firme de génie-conseil.

C'est pourquoi la maison Rochette, Rochefort et Associés Ltée continue de recevoir des contrats du gouvernement Bourassa, même si M. Charles E. Rochette a été suspendu de l'Ordre le 5 juin 1974 pour une période de deux ans.

Cette affaire a été débattue, jeudi, devant la commission des engagements financiers, et le critique péquiste Lucien Lessard a déclaré qu'il s'agissait "d'un cas de patronage éhonté."

L'opposition officielle s'est offensée du fait que la compagnie Rochette, Rochefort et Associés Ltée ait obtenu, en février dernier, un contrat de \$175,000 du ministre des Affaires culturelles pour la préparation d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur de l'île d'Orléans, à proximité de Québec.

Dossier

La Presse Canadienne était justement à fouiller ce dossier, d'ailleurs fort complexe, au moment où on a en fait état il y a deux jours à la commission parlementaire.

Il faut remonter au milieu des années 1960 pour en connaître les origines. Le 31 janvier 1967, M. Rochette, ingénieur natif de Charlevoix, alors associé à M. Réal Lajoie, est tenu criminellement responsable de la mort de trois personnes par le jury du coroner de la Malbaie, suite à l'effondrement du barrage des Eboulements, dont les plans provenaient de la maison Rochette et Lajoie.

Le Procureur général n'a toutefois pas donné suite à cette affaire devant les tribunaux. Selon M. Rochette lui-même, il n'a jamais été appelé à comparaître devant une Cour de justice, mais il affirme avoir déboursé au-delà de \$200,000 pour indemniser les proches des victimes et pour s'acquitter des frais légaux.

Il s'est rendu jusque devant la Cour suprême pour essayer en vain d'être au moins partiellement remboursé par sa compagnie d'assurances.

Ordre

Entretiens, l'Ordre des ingénieurs a pris les dispositions appropriées pour aboutir finalement, en juin 1974, à la suspension de M. Rochette pour une période de deux ans.

De son côté, M. Rochette s'est associé à M. Jean-Guy Rochefort après le drame des Eboulements et, jusqu'à sa radiation, il a effectué plusieurs contrats du gouvernement avec son nouvel associé.

En 1973-74, par exemple, il a obtenu des contrats de près de \$600,000 des Transports, de \$145,462 des Affaires municipales et de \$12,046 du Tourisme, selon les comptes publics de la province.

Mais après avoir été suspendu de l'Ordre, M. Rochette et son associé ne pouvaient plus recevoir aucun contrat de quiconque, sous peine d'être poursuivis devant la Cour des sessions de la paix — dans le cas Rochette — et devant la commission d'éthique professionnelle de l'Ordre — dans le cas Rochefort.

Contourner

Pour pouvoir poursuivre leurs activités, les deux associés ont formé une compagnie sous la raison sociale de Rochette, Rochefort et Associés Ltée, au sein de laquelle M. Rochette occupe les fonctions de "relationniste", selon ses dires.

Ainsi, le dossier Rochette flotte actuellement au-dessus d'une zone grise et les avis des conseillers juridiques sont contradictoires. L'ensemble des avis recueillis par l'Ordre indique que M. Rochette ne peut pas être poursuivi, ni le co-actionnaire Rochefort, puisque celui-ci ne pose plus aucun acte professionnel depuis sa suspension.

Le rapport Gans, qui faisait état d'un réseau structuré de patronage dans l'adjudication des contrats d'ingénierie, formulait dans sa recommandation "H" le vœu que l'Ordre se dote d'un règlement pour éviter la répétition de cas semblables, "car

la Loi des compagnies n'est vraiment pas en mesure d'offrir une protection adéquate".

Autres contrats

Un porte-parole de l'Ordre a indiqué qu'un comité interne est présentement à préparer un règlement dans ce sens et il prévoit qu'il sera soumis à l'Office des professions d'ici la mi-mai. Il devra ensuite être entériné par le cabinet par un arrêté en conseil.

La nouvelle compagnie, dans laquelle M. Rochette est actionnaire minoritaire, a donc rempli d'autres commandes gouvernementales après juin 1974, sans pour autant que ces contrats ne soient entachés d'illégalité.

Ami personnel

Le ministre a aussi admis, dans sa grande franchise légendaire, que l'ingénieur "est un ami de vieille date, qui m'a lancé dans l'arène politique en 1962, dans Charlevoix."

En octobre 1974, elle a reçu un contrat de \$145,000 des Transports. Selon les termes même de l'engagement paraissant dans les comptes publics du gouvernement, il s'agit d'un supplément pour porter à \$185,000 le coût des honoraires des ingénieurs-conseils Rochette, Rochefort et Associés Ltée de Sainte-Foy, pour les travaux d'ingénierie relatifs au réaménagement d'une section de la route 362 dans la municipalité de Pointe-au-Pic."

Maillox s'explique

C'est le contrat de \$175,000 octroyé en février 1975 qui a déclenché le débat à la commission parlementaire, jeudi, et le ministre de la Fonction publique, M. Oswald Parent, a soutenu que la maison Rochette avait obtenu ce contrat à cause de sa compétence.

Le ministre des Transports, M. Raymond Maillox, a été interrogé là-dessus avant son départ en Europe, le week-end dernier.

Le député de Charlevoix est d'avis lui aussi que la maison Rochette "relève de la plus haute compétence". Il a aussi observé que cette firme n'a pas plus de contrats qu'elle n'en mérite et, au contraire, dit-il, elle devrait en recevoir davantage.

M. Maillox ne s'en scandalise pas et, comme l'a signalé son collègue Parent à l'opposition péquiste, l'ex-ministre René Lévesque "agissait de la même façon à l'époque du régime Lesage."

Un sondage-maison

auprès de plusieurs membres de l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec révèle, en outre, que M. Rochette est le "principal percepteur" pour la caisse électorale.

M. Maillox ne l'a pas nié, mais il a tenu à préciser que M. Rochette n'accepte aucune contribution en dehors des périodes électorales et surtout qu'il refuserait "toute enveloppe monétaire" de la part d'un professionnel qui lui demanderait d'intervenir auprès du ministre pour obtenir un contrat du gouvernement.

Le ministre est cependant porté à croire que M. Rochette aurait subi la vengeance des "bleus" dans l'affaire du barrage, puisqu'il n'a jamais été poursuivi par la suite.

"Le neveu de l'ex-ministre Edgar Rochette est libéral depuis sa naissance et il a été ostracisé par le gouverne-

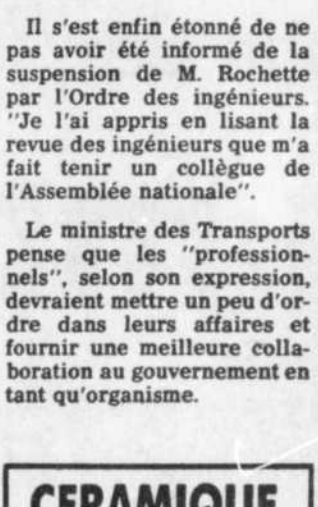
ment Unioniste entre 1966 et 1970. "Il a eu une vilaine côte à remonter après le coup du barrage", a poursuivi M. Maillox.

Il s'est enfin étonné de ne pas avoir été informé de la suspension de M. Rochette par l'Ordre des ingénieurs. "Je l'ai appris en lisant la revue des ingénieurs que m'a fait tenir un collègue de l'Assemblée nationale."

Le ministre des Transports pense que les "professionnels", selon son expression, devraient mettre un peu d'ordre dans leurs affaires et fournir une meilleure collaboration au gouvernement en tant qu'organismes.

CERAMIQUE DECOR
555, 1re Avenue
DEMENAGE...
ESCOMPTE allant jusqu'à
20% sur toute la marchandise en magasin
Bientôt à Charlesbourg

VOUS AUSSI
Faites-le maintenant!
Fenêtres 4 saisons avec moustiquaire



CHASSIS REVETEMENT PORTES POUR VOTRE CONFORT
Murs extérieurs

LEÇON D'ESSAI GRATUITE DE VALENTIN
622-2400
FACE A FACE
sur un pomboche de dans avec une personne à qui tu veux plaire!
Sois le ou mieux demandeur!
Permis Min. Educ. 669536

TREMBLAY RENOVATION
337 de la Canadière, Québec
TEL.: 522-3424

ARRÊTEZ

N'ACHETEZ PAS D'AMEUBLEMENT DE BUREAU Futuric s'en vient L'AUBAINE SERA DE TAILLE!

Le jardin de vos rêves
Votre goût, nos idées, un plan et votre jardin prend forme.

MOTOCULTURE MODERNE INC.
623-1455

TOUS TRAVAUX PAYSAGISTES
20 ans d'expérience
PLANTATION DE GROS ARBRES

AVIS AUX MEMBRES DE L'UNION DES ARTISTES

A cause du retard dans le courrier, le dépouillement du scrutin pour l'élection du président et du vice-président est reporté au 25 avril au lieu du 18 tel que prévu.

André Richard, Président d'élection.

H. Darwin présente un groupe select d'artistes Européens

18^e exposition et vente annuelle de plus de **150 PEINTURES À L'HUILE ORIGINALES**

Qui ne rêve d'avoir chez lui quelques toiles originales? Des peintures à l'huile uniques? C'est un élément de décoration remarquable. C'est une façon élégante de placer son argent. C'est aussi un magnifique cadeau à offrir.

Nous faisons actuellement une exposition de plus de 150 peintures à l'huile originales. Nous les avons découvertes pour vous dans plusieurs pays d'Europe pour vous les offrir à des prix incroyablement bas.

Venez choisir parmi les tableaux abstraits et semi-abstraites, les paysages et les marines de toute beauté, les portraits, les natures mortes de style traditionnel et contemporain.

N'avez-vous jamais rêvé de posséder un tableau original?

Un exemple de nos prix (mais venez voir nos peintures):	Admission et catalogue gratuits.
14"x16" \$19.00 27"x31" \$58.00 32"x44" \$92.00	
18"x22" \$29.00 27"x35" \$68.00 31"x55" \$98.00	
23"x27" \$48.00 27"x35" \$72.00 31"x55" \$125.00	

Ces prix comprennent un cadre de qualité.

DIMANCHE, 20 AVRIL à MARDI, 22 AVRIL INCL. de midi à 10h. p.m.
SALLE LAVAL, CHATEAU FRONTENAC, QUÉBEC

AMERICAN EXPRESS CHARGEX
DINER'S CLUB MASTER CHARGE

Voici une sélection de très belle peintures nos prix sont un peu plus haut annonce, mais nous avons fait l'impossible pour garder leur prix le plus bas possible.

NOTRE-DAME-DES-LAURENTIDES

BUNGALOW, impeccable, 1,500 p.c., un revenu, plus salle de jeux, garage, abri d'auto.

André Jobin, 871-6691

COURTIERS
FIDUCIE PRÊT ET REVENU
850 Place d'Youville, Québec
529-0751

J. Bouchard & Fils Ltée
Directeur de funérailles
Membres de la Corporation des Thanatologues
CINQ FOYERS FUNÉRAIRES

324, 5e RUE, LIMOULOU
1290, 1re AVENUE, ST-FRANÇOIS D'ASSISE
1740, AVENUE BARDY, ST-PASCAL DE MAILLERETS
115, 80e RUE EST, CHARLESBOURG

945, AV. MARGUERITE-BOURGOYS (ANGLE DE CALLIERES)
AMBULANCE (jour et nuit) 529-9221
Bureau-chef: 320, 5e Rue, Limoilou - 529-9221
Services funéraires de distinction: Prix à la portée de tous.

Constructeurs et propriétaires forment un front commun

par Vianney DUCHESNE

Un front commun provincial des constructeurs et des propriétaires de logements est en train de se former pour exiger du ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, qu'il révisé, avec ces personnes, la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Ce vaste mouvement fait suite à la remise d'un mémoire au ministre québécois, lundi dernier, par l'Association provinciale des constructeurs d'habitation de la région de Québec. Le document dénonce la situation précaire du marché du logement locatif à cause des normes de la Commission des loyers.

Selon les propriétaires, le Québec se dirige vers un fiasco en matière d'habitation. On demande donc la création d'un comité mixte de révision des règlements du contrôle des loyers. Dès lundi prochain, au cours d'une autre entrevue avec les représentants

de l'association provinciale, le ministre de la Justice doit donner une réponse précise au sujet de cette requête, selon un porte-parole du groupe, M. Pierre Mallette.

Jeudi soir, à Québec, un premier jalon vers un front commun au niveau de la région a été posé. L'Association des constructeurs d'habitation de la région de Québec a tenu une assemblée d'information laquelle on avait invité les autres propriétaires. Du même coup, on a tendu la main à l'Association des propriétaires de Québec et à la Chambre d'immeuble. Les responsables ont obtenu une réponse favorable de la part des personnes présentes.

A Montréal, le regroupement est déjà en bonne marche, selon M. Mallette. Il a expliqué que l'association provinciale a accueilli dans ses rangs, la semaine dernière, 60 des plus gros propriétaires de la Métropole: ils ont quelque 150,000 logements.

Dans les autres régions du Québec,

selon M. Réal Moore, directeur de l'association de Québec, les problèmes sont les mêmes. On utilisera donc les 11 sections locales de l'association provinciale des constructeurs pour essayer de regrouper tout le monde.

On a expliqué qu'il ne s'agit pas de partir en guerre contre les locataires. "Au contraire, de dire M. Moore, ils ont leurs droits et ils ont raison de les défendre. Cependant, nous avons les nôtres aussi et nous entendons avoir la possibilité de nous faire entendre également."

Les propriétaires de logements reprochent surtout à la Commission des loyers de baser leurs calculs sur le coût du logement qui était payé en 1972-1973, soit au moment de la mise en vigueur de la loi. Or, selon eux, à cette époque, en raison d'un marché abondant, les logements étaient loués à des prix variant entre 85 et 90 pour 100 de leur valeur réelle. Il ne leur est pas permis de rattraper cette perte de 10 à 15 pour 100.

En effet, dans le mémoire, on explique que, dans la logique de la Commission des loyers, le propriétaire peut réclamer à son locataire, chaque année, une partie des augmentations qu'il a à subir d'une année à l'autre; l'augmentation est alors basée sur un prix de location déterminé par la dernière année du marché libre et considéré à tort comme étant rentable, explique-t-on.

L'association s'en prend aussi au fait que les dépenses d'administration, de gestion, de publicité et d'amortissement sont exclues du bilan des frais par la commission. "Existe-t-il au Québec une seule entreprise qui n'ait pas à faire face à des déboursés d'administration?", stipule le mémoire.

On ne rate pas l'occasion pour rappeler au gouvernement et à la commission "qu'ils refusent aux propriétaires de tenir compte d'un quelconque coût d'administration alors

qu'eux-mêmes ne sont au départ que de gigantesques machines administratives où rien ne se fait sans que des budgets astronomiques ne soient votés". On ajoute qu'à l'Office municipal d'habitation de Québec, l'administration représente 6,7 pour 100 du revenu brut.

Quant aux mesures récentes pour favoriser une meilleure rentabilité (exclusion du contrôle des nouvelles constructions pour une période de cinq ans et déduction de l'impôt d'une partie de la dépréciation), on les qualifie de "fausse illusion et vaine chimère".

L'association provinciale demande donc d'être présente aux travaux de révision des règlements relatifs à la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires. Elle veut négocier pour obtenir que la valeur économique d'une bâtisse se reflète dans la valeur locative ou que le gouvernement accorde des subventions aux locataires.



M. Bryce Mackasey

Mackasey prié de se taire

intervenir personnellement pour empêcher l'octroi d'un contrat de publicité au quotidien indépendantiste dans le cadre d'une campagne publicitaire de son ministère.

Selon M. De Bané, cette attitude du gouvernement fédéral constitue manifestement un accroissement à la qualité de la vie démocratique au Canada. Il a dit ne pas comprendre comment le ministre des Communications, M. Gérard Pelletier, avait pu arriver à dire que cette décision du gouvernement fédéral n'altérerait en rien la qualité de la vie démocratique du pays.

par Claude VAILLANCOURT

Le ministre fédéral des Postes, M. Bryce Mackasey, devrait s'abstenir de faire des déclarations sur le conflit des débardeurs du Saint-Laurent.

C'est du moins l'avis que formule le président de la section québécoise de l'Association internationale des débardeurs, M. Jean-Claude Morissette, étant donné que le président de l'Association des employeurs maritimes, M. A.E. Masters, a oeuvré, pendant de nombreuses années, dans l'entourage de M. Mackasey, alors que celui-ci occupait les fonctions de ministre du Travail. M. Masters était en fait son chef de cabinet.

De plus, le fils du ministre, M. Brian Mackasey, occupe les fonctions de trésorier de l'Association des employeurs maritimes.

Cette riposte du chef syndical survient deux jours après que M. Mackasey, lors d'un débat aux Communautés, ait accusé le président international des débardeurs, M. Thomas Gleason, "d'ingérence dans les affaires du pays" pour avoir recommandé aux débardeurs des ports de Saint-Jean (N-B), Halifax et Toronto de s'abstenir de décharger les cargos du Saint-Laurent en guise de solidarité avec les grévistes de Montréal, Québec et Trois-Rivières.

Le secrétaire de l'Association des employeurs maritimes, M. Marcel Jetté, ne voit pas, de son côté, en quoi cela peut changer la nature du problème.

Sur le plan des négociations, il a fait savoir qu'aucune séance n'était encore prévue. Le conflit a été déclenché le 31 mars dernier.

L'Etat pourrait devenir entrepreneur en Gaspésie

par Georges ANGERS
du bureau du Soleil

OTTAWA — Le gouvernement fédéral serait prêt à mettre lui-même sur pied des entreprises dans les régions défavorisées du pays.

C'est ce qu'a révélé au cours d'une conversation le député fédéral de Matane, M. Pierre De Bané, qui a précisé que le ministre de l'Expansion économique régionale, M. Don Jamieson, avait accepté l'idée que l'Etat devienne "entrepreneur" dans une région comme le Bas-du-Fleuve et la Gaspésie.

Selon M. De Bané, l'expérience a jusqu'à maintenant démontré que l'économie canadienne fondée sur l'entreprise privée avait relativement bien fonctionné dans le centre du pays, mais pas dans les régions excentriques.

L'investisseur privé n'étant pas intéressé à mettre sur pied des entreprises dans les régions défavorisées, qui sont généralement loin des grands marchés, c'est à l'Etat de se transformer en entrepreneur et d'investir dans ces régions, selon le député de Matane.

Cette idée a été acceptée par le

ministre Jamieson, a déclaré M. De Bané, qui a dit espérer la voir concrétisée bientôt. Quant au type d'entreprises que le gouvernement pourrait mettre sur pied, il a signalé qu'il s'agirait d'industries exploitant les ressources naturelles du milieu, particulièrement le bois.

Selon lui, il faut bien comprendre que le concept de rentabilité n'a pas la même signification pour l'Etat et pour l'entreprise privée. Lorsqu'une région fonctionne au ralenti, non seulement cela risque-t-il de troubler la paix sociale, mais encore s'ensuit-il un ensemble de coûts que le gouvernement doit supporter.

Cette nouvelle orientation de la politique de développement régional du gouvernement fédéral sera vraisemblablement précisée en fin de semaine prochaine, lors du congrès annuel des Opérations Dignité, à Rimouski, auquel doit participer le sous-ministre de l'Expansion économique régionale.

Le Jour

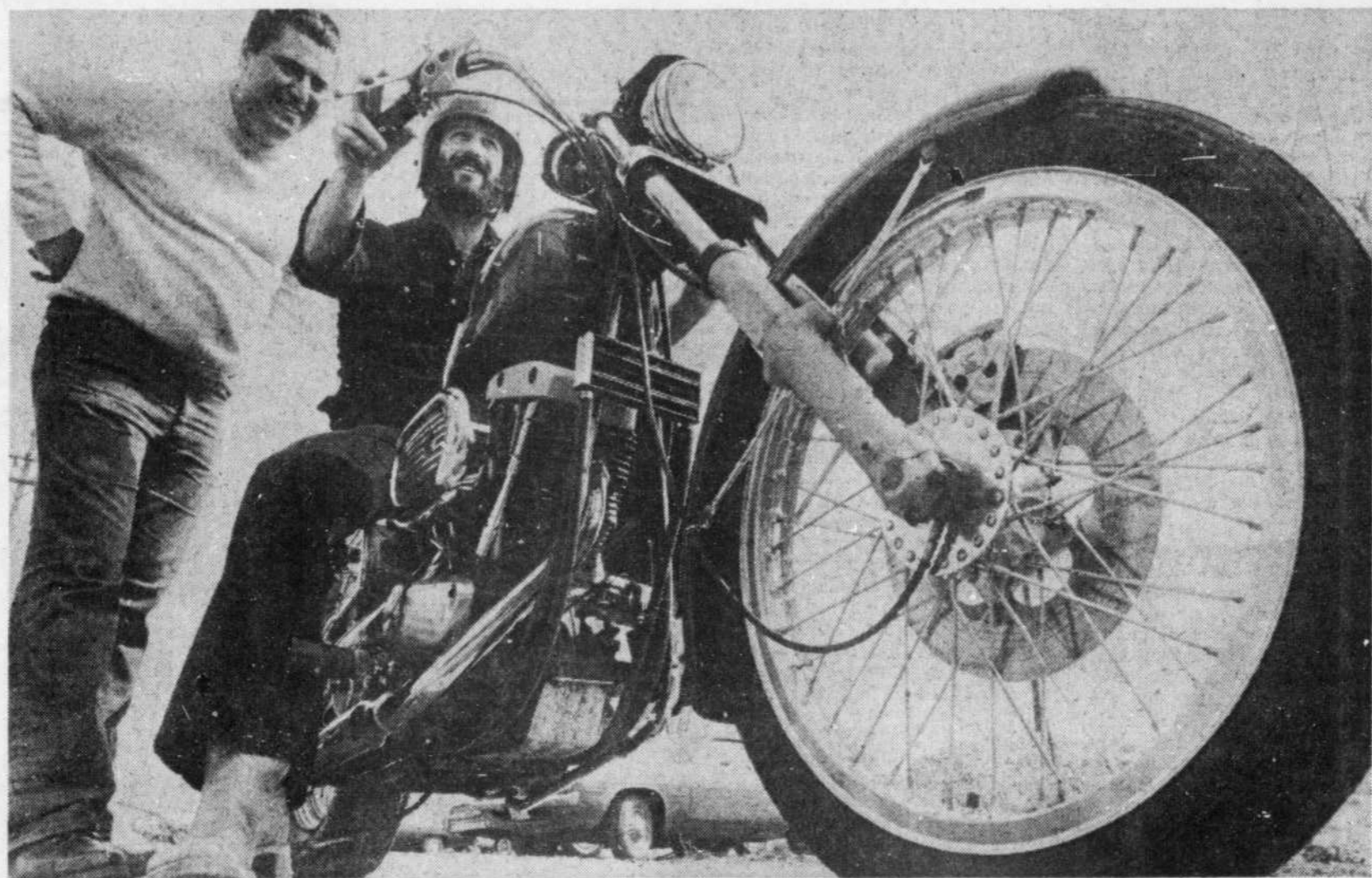
Dans un autre ordre d'idée, le député de Matane a dénoncé l'attitude du gouvernement fédéral dans l'affaire du quotidien Le Jour. On se rappellera que le ministre fédéral de l'Energie, M. Donald MacDonald, est

Cours de moto à Québec

Sept personnes de Québec ont été promues, hier, moniteurs-motocyclistes dans le cadre d'un cours dispensé par le Conseil canadien de la sécurité, en collaboration avec le service d'éducation routière du ministère des Transports du Québec.

C'est la première fois qu'un cours de moniteur-motocycliste se donne à Québec. Certains villes de la province, telles Montréal, Shawinigan, Laval et Sherbrooke, dispensaient déjà ce cours. Pour être admissible à suivre le cours, il suffit de posséder un permis de conduire, avoir au moins deux ans d'expérience comme motocycliste et démontrer certaines aptitudes pour l'enseignement.

L'an dernier, le service d'éducation routière a formé 77 moniteurs-motocyclistes à travers la province. Cette année, le nombre est limité à 35 mais il pourrait être éventuellement augmenté si le besoin s'en faisait sentir.



Depuis hier, Québec compte sept instructeurs-motocyclistes de plus.

Le Soleil, Reynald Lavoie

Tout est au point mort dans le conflit des facteurs

Le conflit des facteurs est entré dans une voie dont la fin semble assez lointaine.

De part et d'autre, on prend les dispositions pour parer à une grève majeure d'autant plus que, durant la fin de semaine, les postiers, regroupés dans une section syndicale distincte, doivent prendre position face aux nombreuses suspensions qui sont entrées en vigueur depuis un semaine.

Hier, la Commission d'assurance-chômage annonçait quelques mesures en vue de la distribution des chèques aux prestataires. Des bureaux spécialement aménagés à cette fin seront à la disposition des bénéficiaires à compter de lundi.

Pendant ce temps, les négociateurs du ministère des Postes et ceux du Syndicat canadien des facteurs poursuivront, au cours de la fin de

semaine, leurs pourparlers en vue de trouver une solution au conflit.

Les deux parties examinent les conclusions d'un rapport de conciliation qui recommande des augmentations de salaire de \$8 par semaine, réparties sur un contrat d'une durée de deux ans.

Quelque 500 facteurs des bureaux de poste de Québec, Lévis, Sept-Îles, Chicoutimi et Alma étaient toujours en grève, hier.

Une injonction a été signifiée aux facteurs de Québec et Lévis. Elle les empêche de bloquer les accès aux bureaux de poste. Elle limite aussi à cinq le nombre de piqueteurs à chacun des endroits et elle est en force jusqu'à mercredi prochain.

Les citoyens de Québec ont été avisés de ne plus déposer

de courrier dans les boîtes aux lettres.

Hier, la tension était assez grande sur les lignes de piquetage, mais aucun incident grave n'est survenu. Les corps policiers de la région de Québec étaient avertis de

surveiller les boîtes postales qui dégorgent déjà de lettres et de colis. Ce matin même, les autorités des services de la poste devaient placer des courroies autour des boîtes afin de la sceller et d'empêcher les citoyens d'y déposer du courrier supplémentaire.

A VENDRE
3 terrains résidentiels, \$3,000 chacun.
NOTRE-DAME-DES-LAURENTIDES
jour: 529-8520
soir: 626-0418 - 661-8339

EVALUATION D'IMMEUBLES
Impôt 1971, gain en capital, édifices à revenus. Vente ou non. Rapport complet. Taux raisonnable.
SERVIBEC
J.-GERARD GAGNE E.A.
1-418-681-5666

MONUMENTS ... CONSULTEZ
J.L. THÉRIAULT & FILS LTÉE.
710, 1re av., QUÉBEC. Tél.: 524-1561
LES SPECIALISTES DU MONUMENT AU QUÉBEC

MEDECINS
Nouvelle clinique médicale à Beauport.
BUREAUX A LOUER
OUVERTURE LE 1er JUIN 1975
Pour informations, téléphoner à :
661-7721

ENTREPOT A LOUER
PLAN D'ECHANGE POSSIBLE
Etez-vous à l'étroit? Nous pouvons vous offrir un local de choix à un endroit incomparable avec possibilité de RACHETER votre bail ou bâtisse actuelle.
Montréal Trust Courtier 529-0961
JEAN TARDIF 683-8380

Crédit Foncier
Fondé en 1880
Société de prêt sur premières hypothèques
Actif \$665 millions
Capital et réserves \$63 millions

9 1/4%*
Obligations de 5 ans
Intérêts payables semi-annuellement
Montant minimum \$500
1135, Chemin St-Louis, Québec, (418) 681-0277 (M. J. Arseneault)
Frais virés acceptés
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec
*taux sujet à changement sans préavis

mini-loto	59572	32 Série émise — 90,000 chacune
	9572	POSSIBILITE DE 32 GAGNANTS DE \$5,000.
	572	256 GAGNANTS DE \$500.
TIRAGE 03 18 AVRIL 1975		2592 GAGNANTS DE \$100.

LOTO PERFECTA

3 ^e Course 17 avril 1975		RÉSULTAT				
ORDRE:	\$2,025.10	PRIX 62	A	B	C	D
DESORDRE:	\$74.60	1,683	7	8	9	5
VENTES TOTALES: \$523,163						

l'éditorial

Retour de Toronto

La loi 22 était, mercredi dernier, de passage à Toronto. Si l'on en croit les rapports de presse, le sujet en a été traité de façon pragmatique, contrairement à ce qui s'était passé à Montréal où le débat avait été marqué de beaucoup d'émotivité.

Les Québécois se sont déplacés en force pour aller expliquer aux anglophones de l'Ontario et d'ailleurs — même des États-Unis — qu'il est temps de se préparer sérieusement à faire à la langue française la place qu'elle mérite dans l'industrie québécoise. Comme l'a expliqué le ministre Fernand Lalonde, chargé de l'application de la loi, celle-ci présente des formules d'incitation dont le succès repose sur la volonté des entreprises à les faire adopter.

Mais il n'empêche que, si certaines ne voulaient pas comprendre que, cette fois-ci, on a décidé d'être sérieux parce qu'on y a été obligé, la loi 22 imposera aux industriels, parfois sous peine d'amendes, des contraintes auxquelles ils n'ont jamais eu à faire face jusqu'ici. Ainsi, elle oblige les entreprises à avoir des programmes de francisation, à s'assurer de la présence francophone dans l'administration, à faire de l'étiquetage de produits en français, de l'affichage public en

français, à faire du français la langue de travail.

Mais tout cela n'est pas rigide au point de devoir s'encadrer dans des règles fixes qu'on pourrait appliquer dans d'autres domaines. Ainsi, la francisation des entreprises ne doit pas placer celles-ci dans une position de concurrence défavorable ou mettre en danger leur rentabilité, d'où risquer de perturber l'économie québécoise. Il n'y a pas de moyens pour imposer une langue. Mais il y en a pour la faire respecter. C'est ce que les anglophones devront comprendre en se débarrassant de leurs préjugés et en se convainquant qu'ils ont tout à gagner en misant sur la relève québécoise qui est à leur disposition et qui est surtout capable, quoi qu'on en dise, d'assumer les tâches qui lui seront offertes. Nous avons, en ce sens, dépassé la période douteuse où l'on nous assénait sur le crâne l'idée que notre vocation était essentiellement spirituelle et qu'il fallait laisser aux étrangers le soin d'allumer et d'alimenter nos hauts-fourneaux. C'était l'époque d'un Mgr Louis-Adolphe Paquet et de son "Bréviaire du patriote canadien-français." On sait assez ce que cela nous a coûté.

Ce qui frappe dans le colloque de Toronto,

c'est l'ardeur et la conviction avec lesquelles les francophones se sont appliqués à faire front commun pour briser une certaine résistance de l'auditoire. Il était d'ailleurs de bonne guerre que l'on fasse comprendre aux industriels anglophones que, devant les exigences fondamentales de la loi 22, ils doivent consentir à faire preuve du même comportement qu'exigent le bon sens et la responsabilité sociale lorsqu'ils investissent dans d'autres pays.

La principale recommandation de la Commission Laurendeau - Dunton vise à faire du français la langue principale de travail dans les grandes entreprises du secteur privé du Québec, avec bilinguisme obligatoire aux postes supérieurs et de direction. Une politique, en somme, de langue intégrée au travail qui ne compromette en rien l'efficacité réelle de l'entreprise en permettant la promotion nécessaire d'éléments francophones certes non négligeables. Les industriels doivent donc comprendre qu'en favorisant une telle politique et en facilitant son application, ils travaillent à leur propre profit. En cherchant en définitive à réfléchir le milieu où elle a la chance de réaliser d'intéressantes affaires, l'entreprise participe à l'épanouissement de ce milieu tout en s'évitant de néfastes conflits.

Elle doit surtout réaliser que l'usage du français est un avantage qui permet à la direction de communiquer avec la société environnante, la clientèle et le personnel. Alcan a d'ailleurs tracé la voie, depuis longtemps, dans ce domaine. Mais on ne peut en dire autant du mauvais exemple qu'avait donné la General Motors de Sainte-Thérèse, en 1970.

Certes, la plus belle qualité de la loi sur la langue de travail serait bien qu'elle n'existât pas. Si les entreprises avaient été plus clairovoyantes avec le Québec, elle n'aurait pas été nécessaire. Mais, puisqu'elle est bel et bien là, il appartient désormais à ceux qui auront à en élaborer les moyens d'application d'en faire respecter la portée et l'enjeu avec fermeté, réalisme et flexibilité. Que ceux-ci ne se laissent pas surtout entraîner dans la tentation facile de faire suivre à celle-ci les mêmes dédales où s'est engagée la langue d'enseignement.

On a parlé de "défi à la Confédération canadienne". Pourquoi ne pas s'en tenir à la simple bonne foi, même celle qui rapporte des "gros sous" ?

Paul LACHANCE

Une certaine crise

Le dollar canadien est en crise et l'un des six points du grand argentier fédéral est bloqué, celui qui consiste à chercher à attirer de nouveaux fonds pour répondre à l'urgence d'un plan national de redressement de la conjoncture tout en ne plongeant pas le pays dans une déflation catastrophique. Si l'objectif est d'enrayer la hausse des prix ou de provoquer la baisse, la rareté du capital ira à l'encontre, parce qu'elle risquera de provoquer la hausse des taux d'intérêt à court et à long terme.

C'est précisément ce qui attend le Canada, s'il n'a pas trouvé les fonds disponibles d'ici une semaine. Entre-temps le dollar canadien a enregistré la chute la plus considérable depuis quatre ans. Comment l'expliquer en deux mots? C'est assez simple, si l'on se rappelle que le déficit commercial et celui de la balance des paiements ont une incidence directe sur la cote de la monnaie nationale. Or, en ne trouvant pas les capitaux qu'il désire, le Canada verra augmenter considérablement ces deux déficits.

La faiblesse des marchés d'exportations est encore générale; elle affecte les trois secteurs de l'économie. Car si l'on manque de commandes pour faire marcher les usines, il y a gros à parier que les universités manqueront de crédits, par exemple. D'ailleurs le Conseil canadien des Sciences lançait justement un cri d'alarme à ce sujet à Vancouver, récemment. C'est donc dire que le Canada n'y échappe pas plus que l'Europe ou que les États-Unis. Il y a une chose qu'on passe aussi sous silence ou sur laquelle on ne veut pas attirer l'attention: le commerce avec les pays communistes a diminué de 30 pour cent, soit que le boom des dernières

années dans les échanges est-ouest aient placé les pays de l'Est dans une meilleure posture, ce qui les oblige à réduire leurs carnets de commande, ou encore que ces échanges aient amené leurs stocks de devises, de sorte qu'ils cherchent à être davantage vendeurs qu'acheteurs, ou bien qu'ils en aient assez d'avoir aidé la conjoncture occidentale. L'Europe de l'Ouest en a ressenti les effets la première; les aciéries du Marché commun ne fonctionnent qu'à 75 pour cent de leur capacité, par exemple. Le président de la Fédération française de l'acier, Jacques Ferry, a demandé ces jours-ci l'intervention de la Commission de la CEE, alléguant que l'industrie de l'acier en Europe était manifestement en état de crise.

La relance économique se fera-t-elle attendre, contrairement à ce qu'on escomptait ce mois-ci? La plupart des analystes ne sont pas très optimistes et ils sont unanimes à dire qu'on s'embarque dans la pire récession depuis 1935. Globalement les affaires ont été creuses durant les mois d'hiver; le commerce de détail s'en souvient dans plus d'un secteur. Conséquemment on voit déjà les mêmes réactions que naguère, surtout dans les rangs de l'intelligentsia. Face à la résurgence des problèmes sans cesse plus nombreux, comme cette Allemagne qui connaît la pire crise de l'auto de son histoire, comme cette Amérique (USA) qui s'enfonce de plus en plus dans la déché, comme cette conférence parisienne sur l'énergie qui a vu se manifester pour la première fois, dans le contexte de la débâcle sud-asiatique, la mauvaise humeur américaine à son paroxysme, il n'en manquera pas pour affirmer toutes sortes de non-sens.

C'est ce qui arrivait en 1935.

Au cours d'un congrès des "pacifistes" à Paris, par exemple, André Malraux s'écriait: "Une société communiste restituée à l'individu sa fertilité..." Son camarade André Gide, peu avant son célèbre voyage à Moscou dont il reviendra anticommuniste, renchérisait: "Je veux être pleinement individualiste en même temps que communiste..." On cultivait le paradoxe comme son petit jardin. Tout le monde avait d'ailleurs son potager pour s'aider à vivre mutuellement. Ces temps-là vont-ils revenir? Quoi qu'il en soit, tout se passe comme si le monde capitaliste n'avait plus de capitaux. C'est du moins l'expérience vécue par le Canada récemment sur les marchés internationaux. La guerre du Vietnam aura-t-elle tout tari? La chute du Cambodge aura inévitablement des répercussions politiques aux États-Unis; en aura-t-elle sur le plan économique? M. Turner risque-t-il de devoir annuler son voyage en Orient, qu'il se fasse à titre de ministre canadien ou pour le Fonds monétaire international? Le ministre fédéral de l'Industrie, M. Gillespie, devant le "flop" du Marché commun canado-américain de l'automobile, vient d'indiquer qu'il cherche d'autres débouchés que les États-Unis? Mais il semble y avoir saturation partout, en Suède, en France, en Italie, en Allemagne, etc. Les Russes et les Chinois n'aiment pas l'auto, les Japonais en ont plein leurs cours d'usine. Ce ne seront pas de bons acheteurs. S'il n'y a pas de problèmes sans solution, il y a des solutions problématiques. S'il y a de moins en moins de vente d'auto, qu'advient-il du nickel et du cuivre?...

A. TREMBLAY



l'opinion des lecteurs

L'argent des Olympiques aurait mieux servi ailleurs

Les Olympiques '76, une duperie! Dans les régimes totalitaires, on assiste périodiquement à des duperies de la sorte. Mais qu'on en soit rendu là au Québec, c'est fort. Et qu'est-ce que

ça va rapporter à notre peuple québécois que ces Olympiques '76? Rien! Ou plutôt, les maux de tête des lendemains de fêtes. Et pour cause! On nous aura avalé des tas de millions de dollars pour un coin de rue Olympique pour le prestige d'un Monsieur ou d'un système décadent.

Avec ces Olympiques '76 on veut nous endormir... On veut nous faire oublier un moment notre triste réalité actuelle. C'est une "beurrée" pour notre peuple écrasé, pour empêcher le peuple de parler de se révolter. Voyez, ça friserait bientôt les 800 millions de dollars ce truc-là.

Hé bien, cet argent investi dans chaque localité du Québec, mettons un demi-million à un million de dollars par localité pour mettre sur pieds des organismes et équipements de sports et loisirs, nous en aurions pour tout le Québec. Ça aurait profité à tout le monde, ça aurait fait quelque chose de stable et permanent. Nous ne pouvons pas encourager pareille duperie, quand on connaît déjà le manque d'organisation et d'équipement en

sports et loisirs dans tous nos villages et localités. Non, ce n'est pas pour le peuple, ce truc-là. C'est pour fermer la "boite" du peuple dans un système chaque jour plus injuste où tout est avalé au profit de quelques-uns.

Ces monstruosité que j'ai vues pendant de longues années en Amérique Latine, deviennent maintenant chez-nous, au Québec, signes de l'injustice sociale grandissante. Comme on élevait autrefois des monuments aux morts, on élève actuellement ce monument gigantesque au peuple écrasé. Dans l'antique Grèce, les Olympiques si fameuses étaient le reflet de la prospérité, de la santé, de la noblesse d'un peuple. Elles étaient le fruit de la vie de tout le peuple comme une évaluation nationale. Nos Olympiques à nous, artificiellement créés, pendant que les futurs athlètes s'entraînent avec des moyens de fortune et se débattent dans la quasi-misère, évaluent le manque de génie de nos dirigeants.

Marcel Thériault, ptre curé,
Saint-Adalbert, L'Islet.

Contre la peine de mort

M. le directeur,

Je vous écris pour protester contre la peine capitale en général, et en particulier la condamnation à mort de M. René Vaillancourt qui doit mourir prochainement (au mois de mars) à Toronto.

Je crois que la peine capitale ne fait rien pour diminuer les taux de criminalité, et qu'une société vindicative (dont la peine de mort est un reflet) ne peut pas s'appeler une société progressive ou éclairée parce qu'il manque un élément essentiel — la compassion.

Il me paraît également que le système intégral des Corrections a eu besoin depuis longtemps d'une révision totale. Le matérialisme, l'amour des biens matériels, nous mène à haïr ceux qui nous volent ces mêmes biens, et nous ne pouvons ni les comprendre, ni les pardonner. Je crois dans la loi et dans la discipline, mais pas dans la vengeance.

La peine de mort est la punition finale et irréversible. Il pèse sur nos

consciences comme Canadiens quand nous permettons à l'État de prendre une vie humaine. Quand la société canadienne laisse se perpétuer les conditions sociales qui favorisent la

criminalité, nous sommes les responsables.

Mme Teresa Brown
21 Sunnybrook Road
Toronto

A la recherche de renseignements sur un parent

M. le directeur,

Je suis à la recherche d'informations concernant un parent de ma mère du nom de Charles Huot dont la ville natale est Québec mais qui partit étant jeune pour s'établir à Chicago, Illinois.

Ce parent fut "syndic" lors de la dix-huitième Convention Nationale des Canadiens-français des États-Unis, tenue à Chicago les 22-23-24 et 25 août 1893.

Vers l'année 1885-86 ou 87, il y avait une annonce dans un journal de Québec disant qu'il laissait un héritage à des familles Huot ou ceux

portant les deux noms soit Huot dit Saint-Laurent.

D'après certains renseignements, je crois que son père s'appelait également Charles Huot et sa mère Elisabeth Giroux, il y avait aussi un frère du nom de Narcisse.

Je recherche également deux anciens livres qu'il m'est difficile de trouver.

Il s'agit du livre "Histoire de la Race française aux États-Unis" par l'abbé Magnan ainsi que le "Guide des Canadiens-français des États-Unis".

Roger Prévost,
2098, rue Cartier,
Longueuil, P.Q.

LE SOLEIL

est publié par Le Soleil, Ltée

Président du conseil
d'administration et éditeur:
M. Jacques-G. Francoeur

Président et directeur général:
M. Paul-A. Audet

Rédacteur en chef et
directeur de la rédaction:
M. Claude Beauchamp

Directeur de l'information:
M. Claude Masson

LE SOLEIL publie avec plaisir les lettres de ses lecteurs. Les opinions doivent être appuyées du nom et de l'adresse de leurs auteurs et doivent être courtes. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et de raccourcir les lettres publiées.

Le notaire Delage coince deux individus en rapport avec deux incendies criminels



Le Soleil, J.-M. Villeneuve

Pas de casse

Deux membres du clan des motards Pacific Rebels s'en sont tirés à bon compte vers 14h30, hier après-midi, lorsqu'ils sont entrés dans leur appartement au troisième étage du 190 de la rue La Salle, dans le quartier Saint-Roch de Québec. Quatre bâtons de dynamite, amorcés à deux détonateurs, les attendaient dans une penderie. La police municipale a été alertée et le spécialiste Eric Dufresne a neutralisé la bombe avant que les agents de la Sûreté du Québec prennent en charge le colis dangereux. Les policiers municipaux ont pris la précaution de vérifier dans les parois murales où un autre engin aurait pu être caché.

La troisième enquête concernait l'incendie d'un immeuble à Saint-Agapit de Lotbinière, le 5 décembre dernier. Le bâtiment appartenait à M. Rosario-J. Rousseau, de Saint-Agapit, et il était occupé par l'Hydro-Québec.

Plusieurs témoins ont déclaré que le feu avait pris naissance dans le garage et que l'échelle d'un camion était appuyée au plafond. Ledit camion, connu sous le numéro 38-238, était défectueux et, à une occasion entre autres, l'échelle s'était dressée alors que le véhicule circulait sur la route 20.

L'incendie a éclaté près de ce camion vers 4h30 du matin, et l'on présume qu'il en est la cause. Le véhicule en question a été consumé en entier.

Cet incendie a entraîné des pertes matérielles d'environ \$400,000, dont \$100,000 pour la bâtisse. Au cours de son témoignage, M. Rousseau a déclaré au commissaire que les pompiers avaient laissé brûler son édifice. Le chef des pompiers à cette date, M. Paul-E. Têtu, a déclaré pour sa part que les pompiers avaient fait leur possible et que l'eau n'avait pas manqué.

Couvreur en chômage, M. Pageau a dit qu'il barginaut des autos. Son épouse travaillait dans un jardin d'enfants et leurs deux enfants sont placés.

Le couple vivait à Montréal en 1973 et leur maison a passé au feu. L'incendie a éclaté dans le grenier et il a été causé par une défectuosité électrique. Les assurances leur ont versé \$4,000. Bien des questions leur ont été posées sur cet incendie par Me Delage et Me Drolet.

En arrivant à Notre-Dame-des-Laurentides, le couple s'est acheté quelques meubles neufs et, en novembre dernier, leurs biens ont été assurés pour \$6,000 par Allstate. M. et Mme Pageau ont reconnu qu'ils étaient en mauvaises affaires, mais tous deux ont soutenu qu'il n'avait jamais été question de mettre le feu.

Après avoir laissé entendre qu'il rendrait sa décision plus tard, le notaire Delage a rappelé M. Pageau et il l'a prévenu qu'il recommanderait au ministère de la Justice de prendre des procédures contre lui. Le jeune homme a voulu fournir quelques explications, mais le commissaire a dit que c'était trop tard.

M. Genest est parvenu à convaincre Villeneuve d'ouvrir sa porte et il a constaté que le tapis en plastique sur la table brûlait. Il l'a jeté à terre pour l'éteindre. Villeneuve lui a paru dopé jusqu'aux oreilles et il divaguait.

L'agent Raymond Gauvin, de la police de Québec, a ouvert une enquête et, après avoir interrogé quelques témoins, il a conduit Villeneuve à l'hôtel-Dieu et à la centrale de police. Villeneuve lui a paru en boisson et révolté.

Pour expliquer son blanc de mémoire, Yvon Villeneuve, interrogé par Me Jean-Paul Drolet, a déclaré qu'il avait vu toute la journée de l'alcool, du brandy et de la bière. Il a confessé qu'il prenait des médicaments pour dormir et se calmer les nerfs.

Mis au courant qu'il était arrêté pour ivresse, désordre et avoir mis le feu: 'J'ai pris les nerfs et je me suis coupé à une main avec une tasse', a expliqué Villeneuve qui a été reconduit à la prison par les détectives H. Lavoie et J.-M. Deslauriers, de la police de Québec, en attendant de comparaître, aujourd'hui. Il avait été condamné à huit jours de prison, le 16 avril dernier, par la cour municipale.

L'incendie a été découvert par M. Pageau en entrant chez lui vers 11h du matin. Le chef de police et de pompiers Rodrigue, de Notre-Dame-des-Laurentides, a été alerté vers 11h06. Il a constaté que la porte de la chambre était consumée aux trois quarts, que le pied du lit et du matelas était en feu et que la cuisine était calcinée.

du bruit et il est accouru pour voir ce qui se passait. Villeneuve tentait de fermer la porte de la fournaise à l'huile qui était remplie de papier-journal et qui flambait.

Le témoin ajoute qu'il est parvenu à sortir du papier et à l'éteindre dans un bassin, après s'être bousculé un peu avec Villeneuve.

Un autre chambreur de la même maison, Jean-Paul Genest a déclaré que Villeneuve était renfermé dans sa chambre, lorsqu'il est arrivé, et que ce dernier disait d'appeler les pompiers, sinon il mettait le feu.

Recherché

Un jeune homme, âgé de 20 ans, grand mince, aux cheveux roux, est recherché par la police municipale de Sept-Îles en rapport avec une tentative de meurtre contre la personne de Jean-Paul Cormier, 35 ans, qui avait une agence de "gogo girls" dans cette capitale de la Côte-Nord.

Il s'agirait d'un règlement de compte.

Le jeune homme est arrivé dans la nuit de jeudi à vendredi dans un bar de l'hôtel Fortin, Place du Commerce, et a eu des mots aigres-doux avec le tenancier. Puis un coup de feu a claqué.

Mis au courant qu'il était arrêté pour ivresse, désordre et avoir mis le feu: 'J'ai pris les nerfs et je me suis coupé à une main avec une tasse', a expliqué Villeneuve qui a été reconduit à la prison par les détectives H. Lavoie et J.-M. Deslauriers, de la police de Québec, en attendant de comparaître, aujourd'hui. Il avait été condamné à huit jours de prison, le 16 avril dernier, par la cour municipale.

Avec un cendrier
"Les circonstances troublantes qui entourent l'incendie qui eut lieu chez

par Lucien LATULIPPE
A l'issue de trois enquêtes du Commissariat des incendies tenues hier après-midi, le notaire Cyrille Delage a recommandé que des procédures judiciaires soient prises contre Yvon Villeneuve, âgé de 33 ans, du 330 rue Du Pont, à Québec, et contre Régent Pageau, âgé de 26 ans, de Saint-Gabriel de Valcartier. Le troisième incendie a été jugé d'origine accidentelle.

Le 15 avril dernier, vers 21h, Yvon Villeneuve aurait mis le feu dans la chambre qu'il occupait depuis trois semaines au 330 rue Du Pont. Camionneur en chômage vivant sous le Bien-être social, il a dit au commissaire qu'il ne se souvenait de rien de ce qui s'était passé ce soir-là. Il témoignait sous la protection de la cour à la demande de son avocat, Me Gilbert Richer, de l'assistance judiciaire.

Maurice Poulin, opérateur de pelodeur, demeure à la même adresse. Il a entendu



Le Soleil, André Belle-Isle

Le bon air

V'là l'printemps, v'là l'bon air. C'est beau le matin de voir ses quatre pneus en l'air, c'est-à-dire, sans air. Mais les automobilistes et les policiers surveillent et gare (aucune allusion à un garage) à vous si vous ne voulez pas manger des tripes.

Enquête sur l'incendie du 1125 Saint-Jean

Le commissaire aux incendies, Me Cyrille Delage, entendra, mardi, la preuve concernant un incendie qui a causé la mort de M. Jean-Paul Bélanger, 35 ans, dans son appartement du 1125 de la rue Saint-Jean. L'incendie serait d'origine criminelle. Le feu a démolé la maison où demeurait M. Bélanger le 5 juillet dernier. Un "accélérateur" a été utilisé pour activer les flammes dans le couloir du premier étage de cette maison.

Automobiliste tué dans une embardée

M. Yvon Clairmont, 41 ans, du 1644 de la rue Saint-Jacques, à Chibougamau, a été tué sur le coup jeudi lorsque sa voiture a fait une embardée sur la route 138 à deux milles à l'est de Godbout, sur la Côte-Nord.

- POUR FOYERS "BAR-B-Q"
- POUR FOYERS INTERIEURS SUR PLACE ET PREFABRIQUES
- POUR FOYERS INTERIEURS SUR PLACE ET PREFABRIQUES
- POUR TUILES DE PARTERRES ET MURS DE PIERRE

VOYEZ VOTRE EXPERT
FERNAND LANOUILLE
1476, BOUL. FOSSAMBAULT, ST-AUGUSTIN (coin Fossambault et Notre-Dame)
878-2390
Ouvert jours, soirs et fin de semaine.

PMC

3 SERIES
RALLYE . WEEK-END . GRAND AIR
Disponibles en 8 modèles différents

2 SERIES
VILLA . RESIDENCE
Disponibles en plusieurs dimensions
DEPOSITAIRE DES TENTES-ROULOTTES BON AIR
P.A. JULIEN & FILS Inc.
340, ROUTE 2, PORTNEUF VILLE
TEL.: 286-6144
Ouvert tous les jours de 9h00 a.m. à 9h00 p.m.
Le dimanche, de 11h00 p.m. à 6h00 p.m.

Vous le savez maintenant... que, le temps "travaille" contre nos acheteurs... FAITES-VITE!

Rappel, très amical, de l'extraordinaire...
Centre Résidentiel Sélect..

PLACE

Cap Rouge

Bienvenue

1259, rue Provencher • 651-1368

LE SOLEIL

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au no 390 est, rue Saint-Vallier, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil, Limitée, qui en est l'éditeur. Seule La Presse Canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans Le Soleil. "Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206".

TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON A DOMICILE: DU LUNDI AU SAMEDI, \$1.00 PAR SEMAINE
PRIX A L'UNITÉ: DU LUNDI AU VENDREDI 0.20, LE SAMEDI 0.30

ABONNEMENTS PAYS D'AVANCE:

	3 MOIS	6 MOIS	1 AN
Par porteur, lundi au samedi	\$12.50	\$25.00	\$50.00
Par la poste, lundi au samedi (Est Prov. de Québec)	\$12.50	\$25.00	\$50.00
Autres comités de Québec et ailleurs au Canada	\$13.00	\$26.00	\$50.00
Pays étrangers	\$20.00	\$40.00	\$80.00

SERVICE AUX ABONNES (TIRAGE)

Pour tout renseignement, vous pouvez communiquer avec nous de 8h30 à 19h30, samedi de 8h30 à 11h30
647-3334

RENSEIGNEMENTS

647-3233

REDACTION
647-3394

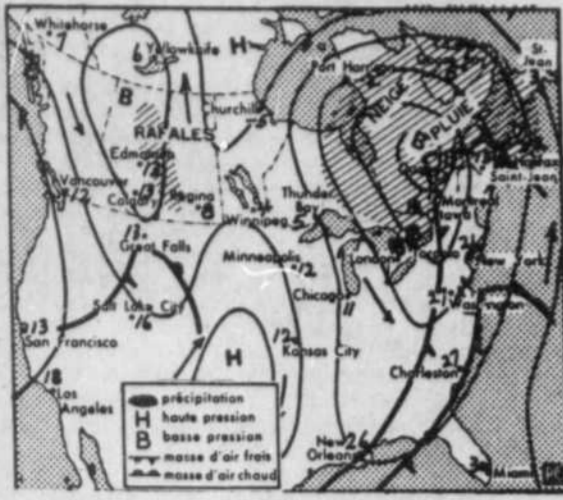
SERVICE DE LA PUBLICITE

ANNONCES CLASSEES	647-3311
CARRIERES ET PROFESSIONS	647-3266
PUBLICITE - DETAILLANTS	647-3435
PUBLICITE GENERALE	647-3536

AUTRES SERVICES

ACHATS	647-3241
CREDITS ET RECOURS	647-3236
PERSONNEL	647-3219
PROMOTION	647-3342

la météo



Il se pourrait que la pluie soit avec nous toute la fin de semaine. Les chiffres sur la carte indiquent les maxima pour la journée. Les autres indications sont valables pour le milieu de la journée.

prévisions

MONTREAL (PC) — Prévisions de la météo pour le Québec émises par Environnement-Canada pour aujourd'hui, avec un aperçu pour demain.

Abitibi, Chibougamau, Pontiac-Témiscamingue et Haute-Mauricie: nuageux et pluie passagère. Risque d'orage. Venteux par moments. Maximum 10 à 12. Aperçu pour demain: averses de neige ou de pluie. Venteux et un peu plus froid.

Outaouais, Montréal, Laurentides et Cantons de l'Est: Nuageux avec pluie passagère et orages. Venteux par moments. Maximum 15 à 17. Aperçu pour demain: averses. Venteux et un peu plus froid.

Rimouski, Baie-Comeau, Gaspésie et Sept-Îles: averses se changeant en pluie passagère. Venteux. Maximum 8 à 10. Aperçu pour demain: pluie et vent.

Lac-Saint-Jean, Québec et Trois-Rivières: nuageux avec pluie passagère. Risque d'orage. Venteux par moments. Maximum 12 à 14. Aperçu pour demain: averses. Venteux et un peu plus froid.

marée

DIMANCHE		LUNDI	
Haute 0h35	Haute 13h00	Haute 1h55	Haute 14h15
Basse 7h40	Basse 20h50	Basse 9h05	Basse 22h00

températures

TORONTO PC — Voici les températures enregistrées hier dans quelques villes d'Amérique du Nord:

	Min.	Max.
Victoria	8	11
Edmonton	-2	10
Calgary	-3	13
Saskatoon	-2	7
Regina	0	6
Winnipeg	1	4
Churchill	-10	-9
Sudbury	2	6
Toronto	9	17
Ottawa	3	14
Montréal	3	11
Québec	-2	11
Fredericton	-3	17
Saint-Jean, N.-B.	-3	13
Moncton	-2	11
Halifax	0	13
Charlottetown	-1	4
Saint-Jean, T.-N.	0	5
Chicago	17	20
Detroit	7	20
Boston	4	20
New York	7	15
Washington	10	19
Miami	23	28
Los Angeles	9	19

histoire

par la PRESSE CANADIENNE
Le 19 avril 1975

Pierre Curie, découvreur du radium avec sa femme Marie, était tué il y a 69 ans aujourd'hui - en 1906 - par un chariot à Paris. Mme Curie lui succéda comme professeur de chimie à la Sorbonne, et cinq ans plus tard elle obtenait le second Prix Nobel pour les découvertes du couple Curie. Elle est morte en France en 1934. Sa fille Irène, et son gendre Frédéric Joliot-Curie, gagnaient un autre Prix Nobel l'année suivante.

1654-Mort de l'explorateur hollandais Antony van Diemen.

1917-Une attaque britannique contre Gaza, en Palestine, est repoussée.

1956-Le prince Rainier de Monaco épouse l'artiste Grace Kelly.

1961-Fiasco de l'invasion à Cuba. Les rebelles doivent abandonner leur tête de pont à la baie des Cochons.

soleil

DIMANCHE			LUNDI		
Lever	Coucher	Durée	Lever	Coucher	Durée
4.49	18.40	13.51	4.48	18.41	13.53

Obront payera \$800

MONTREAL (PC) — William Obront a été condamné, hier, à \$800 d'amende pour avoir fait défaut d'expédier son bilan financier pour les années 69, 70, 71 et 73 au ministère provincial du Revenu, alors qu'il était requis de le faire.

Obront, que l'on dit quelque part soit aux Etats-Unis soit aux Antilles, n'a pas daigné paraître en cour depuis le début des procédures engagées contre lui.

La poursuite, représentée par Me Yves Ouellette, avait réclamé, en soulignant cette absence, une amende de \$20,000 et une peine d'emprisonnement de 40 jours.

Le juge Alexandre Mierzwinsky limita la peine à \$800 en déclarant que, pour Obront, il s'agissait du premier délit du genre.

Le procureur du "roi de la viande", Me Claude-Armand Sheppard, avait pour sa part crié à l'injustice et affirmé que la loi du revenu était une "loi scélérate", parce qu'elle permet, a-t-il dit, les traquenards les plus éhontés.

Vols à main armée

Deux vols à main armée ont été rapportés durant la soirée d'hier. Le plus important est celui de \$15,000 en argent et bijoux, commis vers 21h10 à la bijouterie Jacques Grenier, au 2900 chemin Saint-Louis, place Saint-Louis-de-France, près de l'avenue de l'Église. Deux hommes ont attendu que tous les clients quittent les lieux avant d'attacher le propriétaire pour faire main basse sur le contenu du coffre-fort et sur des bijoux dont des montres. L'autre, plus audacieux, a été commis par trois "cagoullards" armés d'un couteau et d'un fusil à canon tronqué qui ont volé les recettes de la firme Distribution au consommateur, du 1870 de la rue d'Estimauville, vers 20h20. Les bandits se sont enfuis à pied. On ne connaît pas le montant du vol. Plus tôt dans la journée, une succursale de cette firme, rue Soumande, à Ville de Vanier, avait aussi reçu la visite de bandits.

Les tomates de Manseau, ce n'est pas un parti politique (Pierre Allard)

(PC) — La coopérative de tomates de Manseau n'est pas un parti politique et elle n'a pas le mandat de faire la publicité du gouvernement ou de travailler à le faire battre.

C'est ce qu'a soutenu M. Pierre Allard, porte-parole de la Coopérative de Manseau, lors d'une conférence de presse à Québec.

Plus tôt cette semaine, le ministre des Institutions financières, M. William Tetley, avait affirmé en commission parlementaire que son ministère n'avait pas subventionné la coopérative en 1974 parce qu'entre autres, cette coopérative "n'avait pas fait la publicité du gouvernement".

M. Allard a expliqué que la coopérative de tomates de Manseau avait été conçue dans l'intérêt de ses membres, coopérateurs, de la population de Manseau et "du monde ordinaire qui

n'a cessé de se montrer solidaire" de la coopérative depuis 1973, date de la fondation.

La première année, la coopérative avait reçu une subvention de \$10,000 du gouvernement. Aucune autre aide financière n'est parvenue depuis cette date.

On projette de construire une serre d'un acre de superficie, ce qui permettrait de faire passer la production actuelle de tomates de 8,000 livres par année à 120,000 livres.

Trudeau lance un appel à la modération

TORONTO (PC) — Le premier ministre Trudeau a invité les Canadiens à apprendre à restreindre leurs soif d'argent et de biens matériels.

Prononçant une allocution à un dîner-bénéfice du Parti libéral, le chef du gouvernement central a dit croire que ceux qui s'attendent à ce que le gouvernement soit seul dans la lutte contre l'inflation manquent de maturité.

Parlant devant 1,850 personnes, M. Trudeau a invité les canadiens à faire un choix d'adulte afin d'améliorer l'avenir pour nous et nos descendants.

"Si nous désirons contrôler la hausse du coût de la vie, nous devons en assumer les conséquences, imposer des limites raisonnables à nos demandes. La richesse de notre pays est limitée.

"La population doit être prête à restreindre prix et salaires afin de combattre l'inflation, à réduire la consommation pétrolière afin de conserver ses richesses énergétiques et à être plus prudente devant le gaspillage de nourriture, afin d'aider ceux qui ont faim."



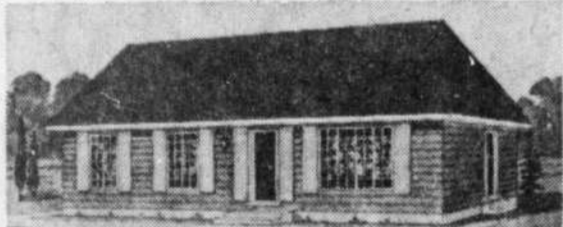
Retirées du marché

Deux lots de saucisses Jägerwurstchen, fabriquées par Stockmeyer, ont été retirés hier du marché canadien. Les analyses effectuées par les laboratoires ont révélé un niveau élevé de contamination bactérienne dans les deux lots impliqués. Les consommateurs qui ont des boîtes de ce produit portant un des deux numéros de lots suivants, soit 3574 sur JW et 17574 sur JW sont avisés de ne pas en consommer et de les retourner chez le détaillant.

SAUVEZ DES \$\$\$ AVEC MODULEX

ACHETEZ DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

COMPAREZ VOYEZ LES "PROS"



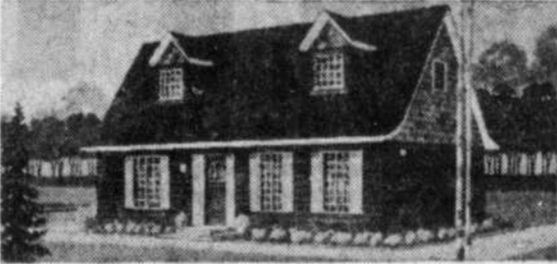
CANADIANA \$12,266
3 chambres à coucher



URBAINE \$20,345
36' x 67' incluant garage



BELAIR \$9,995
2 chambres à coucher



VIEUX MANOIR \$16,680
4 chambres à coucher

CONSTRUITES SUR VOTRE FONDATION LEGER SUPPLEMENT AU-DELA DE 30 MILLES DE QUEBEC

- ELECTRICITE
- PLOMBERIE
- CHAUFFAGE

INSTALLLES

FINITION INTERIEURE
TELLE QUE
SHEETROCK - ARMOIRES DE
CUISINE - ISOLATION - MOU-
LURES DES PORTES DES CHAMBRES
FOURNIS

LA CONSTRUCTION DE VOTRE CHEZ-VOUS EST NOTRE "SEUL" COMMERCE DEPUIS PLUSIEURS ANNEES. INFORMEZ-VOUS DE NOTRE LIGNE COMPLETE SUR CHALETS A CES MEMES BAS PRIX.

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE



2524, BOUL. HAMEL, QUEBEC 8
681-0133
BROCHURE SUR DEMANDE
PRIX SUJETS A CHANGEMENT SANS PREAVIS

EXPEDIER BROCHURE A:

NOM
ADRESSE
TEL:
MAISON CHALET
JE POSSEDE UN TERRAIN OUI NON
JE DESIRE VOIR UN REPRESENTANT
IS. 19-4-75 OUI NON

BONNE CHASSE DANS LES PARCS DU QUEBEC...

aux chasseurs qui aiment le panache



Entre le 13 septembre et le 21 octobre 1975, les dates variant selon les territoires, 3 111 chasseurs du Québec seront autorisés à chasser l'original dans 9 parcs et réserves du Québec.

Les noms de ces chasseurs seront tirés au sort le 16 juin prochain.

Pour vous inscrire, procurez-vous un formulaire de participation. Ces formulaires seront disponibles du 15 avril au 23 mai dans les bureaux du Ministère ou auprès des agents de la conservation de la faune.

La chasse contrôlée de l'original s'effectuera dans

les parcs suivants:

- Dunière
- Haute Mauricie
- Laurentides
- La Vérendrye
- Mastigouche
- Matane
- Mont-Tremblant
- Portneuf
- Saint-Maurice

Votre formulaire dûment rempli doit parvenir au plus tard le 23 mai, à:

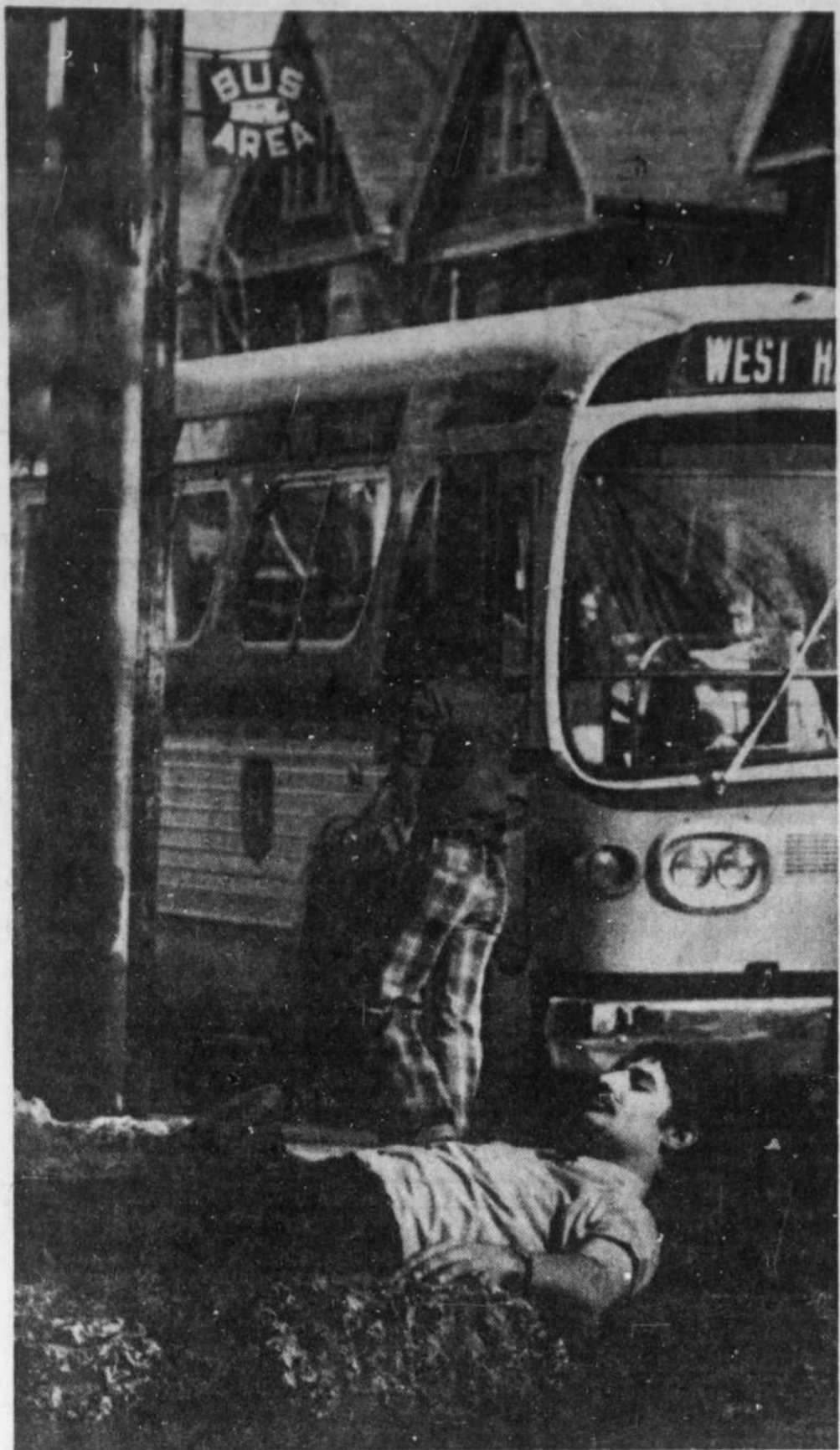
Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
Chasse contrôlée à l'original
Case Postale 8888
Québec, G1K 7W3

Le tirage au sort des candidats choisis sera fait publiquement au Centre de traitement électronique des données du ministère des Finances, 1601, rue Sempie à Québec, lundi le 16 juin à 19 heures.

Faites de la découverte votre seconde nature



MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE



Les joies du macadam

Quoique vous en pensiez, il ne s'agit pas d'un chauffeur d'autobus qui a décidé de faire la grève après avoir pris connaissance de son nouveau contrat de travail. Cet heureux homme a tout simplement décidé de profiter du soleil en attendant de prendre son quart sur les autobus qui sillonnent Hamilton, en Ontario, où on attend aujourd'hui 20 degrés Celsius.

La Pastorale de La Pocatière appuie les grévistes du magasin People's

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIÈRE — Devant l'impasse qui persiste toujours dans les négociations d'une première convention collective de travail, et alors que les 28 employés du magasin People's de La Pocatière en sont à leur 17e semaine de grève, les 17 membres du

personnel des services de Pastorale du diocèse de Sainte-Anne ont manifesté publiquement leur appui à ce groupe démuné de travailleurs.

Ce geste de solidarité fait suite à des prises de position semblables du comité de Pastorale sociale du diocèse, ainsi que des prêtres chargés

de ministère paroissial de la zone de La Pocatière.

L'appui se veut une réaction contre la situation de silence qui entourerait ce conflit, dans la région. Il s'est concrétisé par un engagement à participer hebdomadairement au fonds de défense syndical, aussi longtemps que durera la grève, et à ne

plus acheter quoi que ce soit dans aucun magasin People's, tant que persistera le conflit.

Dans un communiqué signé conjointement, les responsables des services diocésains précisent les principales raisons qui motivent leur intervention.

On souligne tout d'abord qu'il est difficile, pour ce petit groupe de syndiqués, de faire valoir leurs droits, face à une puissante compagnie qui a connu une augmentation de 36 pour 100 de ses bénéfices nets, en 1974. D'autant plus que cette compagnie, depuis le début des négociations, n'aurait montré aucun signe de bonne volonté, pour en arriver à une entente équitable.

En tant que personnes engagées dans la pastorale diocésaine, les membres du groupe ajoutent qu'ils se doivent de manifester publiquement leur désaccord devant le fait qu'une aussi puissante entreprise demeure tout à fait indifférente aux problèmes de ses employés. "Il y a

de notre fidélité au message évangélique", est-il précisé.

Le communiqué donne, d'autres part, raison aux employés de maintenir leurs demandes, People's ne leur offrant guère plus que le salaire minimum qui sera en vigueur le 1er juin. On précise notamment que cette offre patronale est de \$2.75 l'heure, à la signature du contrat de travail, en plus d'une clause réduisant les heures de la semaine de travail.

Dans les circonstances, les membres du personnel des services diocésains lancent un appel à tous les travailleurs de la région d'imiter leur engagement à contribuer au fonds de défense des grévistes et à ne plus acheter aux magasins People's. Ils invitent encore la population régionale à se renseigner adéquatement sur la situation du conflit, et surtout "à ne pas se laisser leurrer par les rumeurs qu'on semble vouloir répandre pour l'embrouiller."

Avertissement du ministre R. Andras aux employeurs

TORONTO (PC) — Le ministre canadien de la Main-d'œuvre, M. Robert Andras, a déclaré, hier, que les employeurs devront améliorer les conditions de travail ou risquer de perpétuels renouvellements de personnel.

Devant des membres de l'Association ontarienne des industriels du bois, le ministre a souligné qu'il est décevant, à un moment où le chômage est relativement élevé, d'entendre les industriels se plaindre de leur incapacité d'attirer et de garder de la main-d'œuvre.

Pour lui, l'industrie a une énorme responsabilité d'améliorer l'ambiance du travail pour les jeunes personnes qui se joignent au monde ouvrier avec un entraînement et de grands espoirs. La moitié des 10 millions de personnes qui forment actuellement la masse nationale de travail ont moins de 35 ans, et le quart a moins de 25 ans, a dit M. Andras. Et ce sont des diplômés des nouveaux régimes éducatifs du pays, et ils ont "une vive perception d'eux-mêmes en tant qu'individus".

tifs, souligne M. Andras. Mais s'ils trouvent à redire de leur environnement de travail, alors on peut être assuré qu'ils le combattront ou le quitteront."

Le ministre a signalé qu'une compagnie d'assurance-vie, au Québec, a mis en vigueur des heures de travail plus flexibles, sur une base d'essai. Et elle a obtenu l'appui de 97 pour cent de ses employés. De plus, le taux de renouvellement du personnel de la firme a baissé de 22 pour cent; la durée moyenne des maladies est passée de sept jours à quatre jours et demi; les congés pour fins personnelles ont été réduits de 313 jours à 101 jours; et le temps supplémentaire a été réduit de 34 pour cent.

Les Centres de main-d'œuvre du Canada connaissent leurs propres difficultés quand M. Andras en est devenu le directeur, en 1972, car on imposait aux employés l'obligation de remplir de nouveaux programmes aux-

quels ils n'avaient pas été adéquatement entraînés.

Ces Centres de main-d'œuvre doivent faire plus que "remplir les vides dans les emplois", dit encore M. Andras. Si l'industrie offre des emplois à des salaires concurrentiels, dans un environnement sûr et agréable, et avec une honnête supervision, "alors nous pourrions lui envoyer des travailleurs qui seront un actif plutôt qu'une charge pour les entreprises". Il a également lancé un appel pour que l'industrie donne aux gens inexpérimentés, aux handicapés et aux femmes une meilleure occasion de se faire valoir.

"Quelle que soit l'occupation qu'ils choisissent, ils sont disposés à travailler fort pour atteindre leurs objec-

jacques langlois
OPTICIEN
D'ORDONNANCES
LUNETTES

jacques langlois
OPTICIEN
d'ordonnances
VERRE DE CONTACT
HYDROPHILE

jacques langlois
OPTICIEN
D'ORDONNANCES
BIENTOT
Centre Jadis Charlesbourg

CERAMIQUE
DECOR
555, 1re Avenue
DEMENAGE...
ESCOMPTE allant jusqu'à
20% sur toute la marchandise en magasin
Bientôt à Charlesbourg

Nous vous aiderons à
PROLONGER LA
DUREE DE VOS
CHAUSSURES et SACS A MAIN
Les cordonniers EMPIRE
(Empire Shoe Rebuilders)
511 rue, boul. Charest,
Québec - 524-4575
REPARATION - TEINTURE
OUVERT JEUDI ET VENDREDI SOIR JUSQU'À 9H.

"Manif" des producteurs de pommes de terre au N.-B.

FREDERICTON (PC) — Inquiets des cycles de prospérité et de ruine qui confrontent les producteurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick, des partisans du Syndicat national des agriculteurs ont manifesté à Fredericton, jeudi, pour réclamer le droit à la négociation collective.

Environ 300 manifestants ont défilé devant le bâtiment principal du gouvernement provincial, près de la législature, et, au dehors, ont rencontré le premier ministre Richard Hatfield et le ministre de l'Agriculture Malcolm MacLeod.

Ils ont chahuté quand M. Hatfield les a informés que son gouvernement n'était pas prêt à proposer une législation pour permettre à une organisation d'obtenir des droits exclusifs de négociation pour tous les agriculteurs, si elle remportait l'appui d'une majorité.

M. Walter Mitchell, porte-parole du SNA, a déclaré au premier ministre que le syndicat des agriculteurs était disposé à entreprendre des pourparlers préliminaires avec le gouvernement touchant des programmes spécifiques et une législation fondée sur le principe de la négociation collective

concernant les prix et les conditions du commerce.

Selon M. Miller, nombre de producteurs de pommes de terre au Nouveau-Brunswick font face à la faillite cette année, car les prix sont de beaucoup inférieurs aux coûts de production. Il a également expliqué que ces producteurs étaient victimes d'un système de monopole du commerce qui les laissait entièrement sous la dépendance de McCain Foods Ltd., comme marché pour les pommes de terre destinées à la transformation et une grosse partie de leurs approvisionnements pour la table.

jacques langlois
OPTICIEN
D'ORDONNANCES
VERRES DE CONTACT

jacques langlois
OPTICIEN
d'ordonnances
475, 3e Av., Québec
523-6690

jacques langlois
OPTICIEN
D'ORDONNANCES
HOTEL-DIEU DE QUEBEC
694-5086

C'est pour vous que nous sommes spécialisés.
Spécialités: fortes tailles et demi-tailles
14 à 20 - 12 1/2 à 30 1/2
LA BOUTIQUE
RENÉ FRANCE ENR.
Mme René Dumais, prop.
LES GALERIES DE LA CANARDIÈRE - 667-3326

ADIEU LA PEINTURE... c'est fini avec L'ALUMINIUM ALGAN

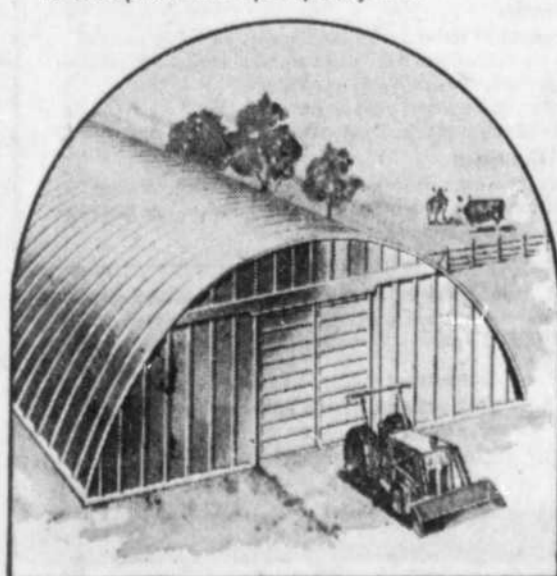
Estimation gratuite jusqu'à 10 ans pour payer

RENOVATION DECOR de Québec Inc.
188 avenue Lamontagne 522-2084
Installation faite par des experts
Financement si désiré
Consultez des vrais spécialistes

LES DÉLAIS ET LES COÛTS VOUS PRÉOCCUPENT... LISEZ DONC CE QUI SUIT.

C'est simple: des panneaux en acier galvanisé, préfabriqués, ajustables, faciles à assembler, de toutes dimensions et qui ne nécessitent aucun entretien; le tout prêt dans quelques jours.

Pour plus amples renseignements, nous retourner le coupon ci-joint.



USC UN PRODUIT DE LA CORPORATION D'ACIER UNGAVA L.T.E. Le plus important manufacturier de structures auto-portantes au Canada

ARCHIDROME
J'aimerais recevoir de plus amples renseignements au sujet de l'Archidrome.

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
TELEPHONE _____

Adressez à ARCHIDROME
3100 boul. Losch,
St-Hubert, Comté Tison,
Québec, J3Y 3V8
50-194



dussault meubles

Salut! Vilas a tout prévu pour vous.

A partir de: \$547⁶⁵

Vilas
Ça donne le goût de rentrer chez soi.

9, Courcellette, Québec, G1N 3B9 Tel: 683-2327

carrières et professions

pour faire paraître
vos annonces dans
cette page, composez

647-3266

SECRETAIRE JURIDIQUE

Avec expérience.
Conditions intéressantes.
Mme Tessier
647-1611

SECRETAIRE JURIDIQUE

Pour étude de notaire.
Minimum de deux (2) années d'expérience. Ecrire à:
Dépt 7246 - Le Soleil

DESSINATEUR INDUSTRIEL

Compagnie de développements immobiliers recherche un dessinateur industriel avec expérience. Travail permanent dans la région du Québec métropolitain.

Bénéfices marginaux, conditions avantageuses, salaire selon compétence. Toute application sera gardée confidentielle. Notre personnel est avisé de cette offre d'emploi.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Dépt 7255 - Le Soleil

T. J. MOORE LTÉE



OPERATRICE

Jeune fille demandée possédant un minimum d'un an d'expérience sur une unité d'entrées I.B.M. pour combler le poste d'opératrice du nouveau système I.B.M. 32. Semaine de trente-cinq (35) heures, salaire selon compétence. S'adresser en personne au:

Service du personnel
T.J. MOORE LTÉE
2670, rue Dalton
Parc Colbert, Ste-Foy



La Fédération
de Québec
des Caisses populaires
Desjardins

ANALYSTE-CONSEIL

(ADMINISTRATION DE L'IMMEUBLE ET EQUIPEMENT)

DESCRIPTION GENERALE

- Participe à l'administration de l'immeuble, du mobilier et de l'équipement.
- Coordonne les activités reliées à l'aménagement des locaux, est responsable de l'entretien de ces derniers et s'assure du bon fonctionnement de l'équipement.
- Effectue des acquisitions de mobilier et d'équipement de bureau pour les différentes unités administratives de la Fédération.
- Conseille les responsables des différentes unités administratives quant à l'évaluation de leurs besoins en mobilier et équipement.
- Assiste le chef de division dans l'élaboration de projets propres à son secteur d'activités.

LIAISONS

- Relève du chef de la division des services auxiliaires.
- Coordonne et répartit le travail du personnel sous sa responsabilité.

QUALIFICATIONS

- A) ACADEMIQUES: Diplôme universitaire de premier cycle en administration ou l'équivalent.
B) EXPERIENCE: Deux (2) ans dans des fonctions connexes.

APTITUDES

- Sens de l'organisation.
- Esprit d'analyse et de synthèse.
- Facilité à communiquer, verbalement et par écrit.

CONDITIONS DE TRAVAIL

- Le salaire variera suivant les qualifications et l'expérience.
- Avantages sociaux complets.
- Lieu de travail: Lévis.

Les personnes intéressées à poser leur candidature doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 30 avril 1975 à:

LA DIRECTION DU PERSONNEL,
LA FEDERATION DE QUEBEC,
DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS,
150, AVENUE DES COMMANDEURS, LEVIS.

COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE

SERVICE DE L'EDUCATION DES ADULTES

(OPERATION DE MACHINERIE LOURDE)

(bélier - chargeur - niveleuse - pelle excavatrice - décapage et camion hors route)

Le service de l'éducation aux adultes de la Commission Scolaire Régionale du Golfe a été mandaté par le Ministère de l'Éducation du Québec pour organiser et conduire des cours d'opérateur de machinerie lourde pour la clientèle adulte de Lévis, Québec et ce à Sept-Îles. Ces cours doivent débuter en mai 1975. Nous sommes présentement à la recherche de personnes compétentes et dynamiques pour remplir les postes suivants:

A- UN CHEF DE GROUPE

FONCTION:

Responsable du chantier, organise et supervise les activités des étudiants, évalue le rendement et surveille la conduite des étudiants, coordonne et anime les instructeurs ainsi que les moniteurs, prépare et présente des cours à l'occasion.

QUALIFICATIONS:

Spécialisation dans le champ d'activités et expérience pertinente.

REMUNERATION:

\$9.00 ou \$11.00 l'heure selon la scolarité, 40 heures par semaine.

B- DEUX INSTRUCTEURS

FONCTION:

Responsable d'un groupe d'étudiants, prépare et présente son cours, évalue le rendement et surveille la conduite de ses étudiants, anime et planifie le travail des moniteurs.

QUALIFICATIONS:

Spécialisation dans le champ d'activités et expérience pertinente.

REMUNERATION:

\$9.00 ou \$11.00 l'heure selon la scolarité, 40 heures par semaine.

C- QUATRE MONITEURS

FONCTION:

Surveille et conseille les étudiants en opération, fait rapport régulièrement aux instructeurs de ses activités.

QUALIFICATIONS:

Expérience pertinente en opération.

REMUNERATION:

\$7.50 l'heure, 40 heures par semaine.

D- UN GARDIEN DE NUIT

FONCTION:

Surveille le chantier en dehors des heures de cours.

Salaire à discuter.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer le plus tôt possible à:

Service de l'Éducation des Adultes
Commission Scolaire Régionale du Golfe
30 rue Comeau
Sept-Îles, Qué.
Tél: 968-9901

COMMIS DE PIECES

Pour compagnie manufacturière d'équipements de transport.
Le candidat devra posséder une expérience dans ce genre de travail et préféablement bilingue.
Salaire et bénéfices marginaux avantageux.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Dépt 7256 - Le Soleil

Voyageurs demandés

Avec expérience, désirant augmenter leurs revenus. Nous vous offrons une ligne supplémentaire dans la chaussure pour hommes, dames et enfants.

TRES BONNE COMMISSION

Territoires disponibles:
Côte-Nord - Lac-St-Jean - Portneuf, etc.

S'adresser à:

L. LAMONTAGNE Inc.
724 EST, ST-JOSEPH - QUEBEC - 629625

VENDEUR AMBITIEUX

Vendeur expérimenté gagnant de \$10,000 à \$15,000, agressif et honnête, et qui désire augmenter son revenu dans des conditions idéales avec jeune compagnie en pleine expansion.

- Méthode de publicité infallible.
- Intéressantes possibilités d'avancement au candidat sérieux.
- Travail en salle de montre.
- Bon salaire de base plus commissions, ou commissions élevées, au choix.

Pour rendez-vous, appeler M. Angers entre 10h. et 6h. à:

524-3690

PREPOSES AUX PRETS A LA CONSOMMATION

La compagnie Laurentide est à la recherche de candidats dynamiques, ambitieux, désireux de faire une carrière dans le domaine de la finance.

QUALIFICATIONS REQUISES: Agé de 22 à 28 ans. Etudes secondaires. Minimum de six (6) mois d'expérience dans le domaine de la finance.

AVANTAGES: Perspectives d'avenir intéressantes. Excellents avantages sociaux et salaire concurrentiel.

Pour toutes informations supplémentaires, veuillez communiquer avec:

M. J.R. Cliche
LAURENTIDE FINANCE
2700, boul. Laurier, suite 30130
Ste-Foy, Qué. G1V 2L8
Tél. 658-1540

LE CONSEIL D'EDUCATION DE SUDBURY, ONTARIO

(SUDBURY BOARD OF EDUCATION)

Invite des demandes d'emploi pour les postes suivants pour septembre 1975:

PROFESSEURS D'EXPRESSION FRANCAISE demandés

- Trois professeurs éducation physique (filles)
Un professeur menuiserie
Un professeur musique
Un professeur biologie
Cinq professeurs cours pratiques - sujets académiques
Un professeur dessin architectural et menuiserie
Un professeur beaux arts et autres matières
Un professeur économie domestique

ECHELLE DE SALAIRE 1974-75
\$7,700 à \$19,396

Des représentants du Conseil scolaire se rendront à Québec bientôt afin d'interviewer les candidats intéressés. Toute demande par écrit devra être adressée à:

M. R. P. Bradley
Surintendant
130, rue Drinkwater
Sudbury, Ontario

FW Shaeridan
Président

G.W. Thomson
Directeur

COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE

REQUIERT LES SERVICES DE

PROFESSEURS

DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL à Sept-Îles

- Mécanique ajustage
- Équipement motorisé
- Soudure
- Electrotechnique
- Dessin
- Services de la santé
- Machinerie lourde
- Cuisine
- Commerce

Rémunération:

Selon les politiques administratives et salariales du Ministère de l'Éducation.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature à:

LES SERVICES DU PERSONNEL
30, rue Comeau
Sept-Îles, Qué.

REPRESENTANT

demandé

Agé de 25 à 35 ans. Libre de voyager, dynamique, sérieux, possédant une bonne formation et expérience dans la vente pour visiter les salons de coiffure, Québec et extérieur. Clientèle établie, possibilité de salaire illimité, allocation de dépenses, commission et bénéfices marginaux. Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Dépt 7247 - Le Soleil

PEINTRES

classe A.B.C.

Communiquer avec:



M. Adrien Pelletier

Automobiles Inc.

1240, ouest, boul. Charest, Québec - 681-0671

TECHNICIENS - CHEFS D'EQUIPE ET DESSINATEURS

Voirie - Projet Baie James

Nous sommes à la recherche de techniciens, chefs d'équipe et dessinateurs d'expérience en travaux de voirie pour notre chantier à la Baie James.

Nous offrons un salaire très avantageux selon expérience et qualifications, d'excellents avantages sociaux et des perspectives d'avenir très intéressantes.

Communiquer avec:

Michel Bérubé, ing.
Chargé de projet



Gendron Lefebvre Inc.

Consultants
1 Place Laval, suite 200, Laval, Qué. H7N 1A1
TEL.: (514) 384-1260

AGENT DE GESTION DE PERSONNEL

Une compagnie progressive et dynamique requiert un Agent de Gestion du Personnel.

FONCTIONS:

Sous l'autorité du contrôleur, effectue, le recrutement et la gestion du personnel et voit à l'implantation et au respect des conditions de travail. Le candidat est également responsable des services auxiliaires.

EXIGENCES:

Scolarité minimum: 12e année.
Expérience pertinente d'au moins 5 ans dans l'administration générale et les relations humaines. Age: entre 25 et 35 ans.

TRAITEMENT:

Selon compétence et expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur candidature accompagnée de leur curriculum vitae, avant le 25 avril 1975, à:

Case Postale 3653,
St-Roch, Québec,
Qué. G1K 6L7.

OPPORTUNITE POUR VENDEUR

Agé de 25 à 45 ans avec instruction équivalente à la 12e année. Expérience de vente requise, de préférence dans le domaine de l'alimentation ou des produits pharmaceutiques. Plan de sécurité. Territoire disponible immédiatement dans la région d'Abitibi-Témiscamingue. Toute application est gardée strictement confidentielle.

Adresser application à: Dépt 7254 LE SOLEIL



l'union régionale de Québec
des caisses populaires
desjardins

AGENTS DE COMMUNICATION (2)

LA DESCRIPTION

Sous l'autorité du Chef de la division de la Communication, agit comme personne de ressource ou animateur auprès des Caisses populaires et leur fournit les éléments ou conseils pour leur permettre de jouer leur rôle en matière de communication, information et publicité; sensibilise la direction des Caisses affiliées à l'importance d'assurer une communication adéquate et constante avec ses membres afin de bien connaître leurs besoins propres et d'ajuster leurs activités en conséquence; procède à l'analyse de ces besoins, participe à la mise sur pied de programmes de formation dans le domaine de la communication, de l'information et de la publicité.

LES EXIGENCES

Ce poste nécessite habituellement quinze années de scolarité et deux ans d'expérience pertinente. Toutefois, le candidat possédant une bonne expérience et démontrant des aptitudes pour le poste sera considéré. Le candidat choisi devra faire preuve de maturité, d'entrainement, d'habileté à travailler en groupe, d'esprit de synthèse et d'initiative.

Une bonne connaissance du français et une grande facilité d'expression verbale et écrite seront nécessaires.

LIEU DE TRAVAIL:

Lévis
Les personnes choisies doivent s'attendre à devoir se déplacer dans les Caisses populaires du territoire.

TRAITEMENT:

Le salaire pourra varier selon l'expérience et les qualifications. Toute personne intéressée doit faire parvenir sa demande, avant le 25 avril 1975, au:

Service du personnel
L'Union régionale de Québec
des Caisses populaires Desjardins
58, avenue Bégin
Lévis, Qué. G6V 6P6

GASTON ST-PIERRE & ASSOCIES INC.

• URBANISTES
• TECHNICIENS EN URBANISME
• DACTYLO

Pour informations, communiquer avec:

M. Gaston St-Pierre
1090, Louis-Riel
Ste-Foy, Québec

DESSINATEUR EN ARCHITECTURE

Avec expérience de 5 années dans la rénovation de bâtisses et aménagements d'intérieur. Connaissance en décoration intérieure et aptitude pour la création de nouvelles constructions. Faire parvenir votre curriculum vitae à:

MARCEL RIOUX INC.
697, boul. St-Joseph
Drummondville, Qué.
Tél.: (819) 477-1835

GERANT DE PIECES

Pour compagnie manufacturière d'équipements de transport.

FONCTION:

Prendre charge de toutes les fonctions d'un département de pièces telles que: achats, ventes et contrôle d'inventaire. Aura quatre (4) employés sous sa direction.

EXPERIENCE:

Une expérience dans ce genre de travail est nécessaire. Le candidat devra être essentiellement bilingue. Salaire et bénéfices marginaux avantageux.

Toute application sera gardée confidentielle. Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Dépt 7251 - Le Soleil

DIRECTEURS D'AGENCES

Importante compagnie d'assurances canadienne-française recherche des assureurs-vie âgés de 28 à 40 ans pour diriger une agence dans les régions suivantes: Sherbrooke et Trois-Rivières.

EXIGENCES:

Expérience considérée mais non nécessaire; de préférence L.U.A.T.C. ou C.L.U.

Le revenu sera déterminé selon les aptitudes, l'expérience et le potentiel du candidat.

Faire parvenir votre curriculum vitae avec mention confidentielle à:

DIRECTEUR DES VENTES INDIVIDUELLES
Case Postale 1216
Québec, Qué.



Université
Laval

SPECIALISTE DES IDEOLOGIES

Poste:

Professeur à temps plein à partir du 1er juillet 1975.

Fonctions:

Enseignement aux niveaux des 1er, 2e et 3e cycles et recherche surtout dans les domaines suivants:
— pensée politique
— idéologies politiques québécoises
— idéologies politiques contemporaines.

Qualification:

Doctorat en science politique. Les candidatures de ceux qui sont sur le point de terminer leur thèse pourraient être considérées.

SPECIALISTE DES SYSTEMES POLITIQUES COMPARES

Poste:

Professeur à temps plein à partir du 1er juillet 1975.

Fonctions:

Enseignement et recherche surtout dans les domaines suivants:
— théorie et méthodologie des études comparatives
— études régionales; une ou plusieurs des régions suivantes:
— Chine et Japon - Europe occidentale et États-Unis - Amérique latine.

Qualification:

Doctorat en science politique. Les candidatures de ceux qui sont sur le point de terminer leur thèse pourraient être considérées.

SPECIALISTE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Poste:

Professeur à temps plein à partir du 1er juillet 1975.

Fonctions:

Enseignement et recherche surtout dans les domaines suivants:
— théorie administrative; organisations bureaucratiques et implantation des politiques publiques
— gestion du personnel dans le secteur public
— administration publique canadienne.

Qualification:

Doctorat en science politique ou en administration publique. Les candidatures de ceux qui sont sur le point de terminer leur thèse pourraient être considérées.

Veuillez faire parvenir toute demande, accompagnée d'un curriculum vitae et deux lettres de recommandation, avant le 7 mai 1975, à l'adresse suivante:

Directeur
Département de science politique
Université Laval
Québec, P.Q., G1K 7P4

Cité universitaire, Québec

CENTRE DE SERVICES SOCIAUX SAGUENAY-LAC-ST-JEAN-CHIBOUGAMAU
recherche
CONSEILLER AUX PROGRAMMES

ENDROIT:
— Siège social, situé à Chicoutimi.

RESPONSABILITES:
— le conseiller aux programmes assiste le directeur de l'application des programmes dans la planification, la coordination, la supervision de programmes décentralisés dans les différentes filiales du C.S.S. (02);
— le conseiller engagé sera affecté principalement au programme d'adoption. Il se verra confier d'autres tâches dans des programmes destinés à l'enfance.

QUALIFICATIONS REQUISES:
— diplôme universitaire en service social ou en psychologie;
— quelques années d'expérience pertinente.

SALAIRE:
— selon les normes du Ministère des Affaires sociales.

Les personnes intéressées à ce poste devront faire parvenir leur demande par écrit, incluant leur curriculum vitae, avant le 25 avril 1975 au:

Directeur du personnel,
C.S.S. Sag.-Lac-St-Jean-Chibougamau,
599, rue Hôtel-Dieu,
Chicoutimi, P.Q.
Tél.: (418) 545-9408.

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE RIMOUSKI
OFFRE D'EMPLOI

Le Cegep de Rimouski requiert les services d'un:
ANIMATEUR DE LA PASTORALE

Nature du travail:
L'animateur de la pastorale suscite, dans la communauté scolaire, les conditions favorables à des expériences de vie communautaire à travers des activités d'enseignement et de vie étudiante, et répond aux besoins de counselling spirituel.

Attributions caractéristiques:
A l'intérieur du service d'animation:
— Promouvoir la vie qualitative au collège par l'animation chrétienne du milieu et des personnes;
— Il rencontre individuellement les étudiants qui ressentent des besoins de counselling ou moral;
— Il trouve des moyens (méthodes et mécanismes) qui permettent aux étudiants de concrétiser leurs convictions religieuses et de s'engager dans une action positive.
— Il fournit aux étudiants des occasions de participation liturgique et apostolique.
— Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

Qualifications requises:
Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle en théologie ou en sciences religieuses;
A titre exceptionnel, les candidats n'ayant pas la formation académique requise mais possédant une expérience pertinente à cette fonction seront considérés.

Traitement:
Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation du Québec.
Avantages sociaux usuels.
Les candidatures, avec le curriculum vitae, doivent parvenir au plus tard le 25 avril 1975 à l'adresse suivante:

Service du personnel
Cegep de Rimouski
60 ouest, rue de l'Évêché
RIMOUSKI.

Moniteurs de français pour la LOUISIANE

(ANNÉE SCOLAIRE 1975-1976)

On demande des étudiants et des étudiantes:

- de langue française, parlant et écrivant correctement leur langue maternelle et ayant une connaissance d'usage de l'anglais;
- ayant terminé leurs études collégiales, de préférence avec une orientation en psychologie, en sciences humaines ou en lettres; d'autres orientations peuvent être acceptées (techniques de loisir);
- avec une expérience d'éducateur ou d'animateur.

Mission:

- participation à la renaissance du français en Louisiane, sous l'égide du CODOFIL (Conseil pour le développement du français en Louisiane);
- par l'animation de cours de français et par la direction en français d'activités (éducation physique, chants, danses) dans des écoles élémentaires de la Louisiane (de la première à la cinquième année).

Conditions:

- être en excellente santé;
- fournir deux lettres de référence de directeurs d'études ou de professeurs;
- bourse de voyage équivalent à l'aller-retour en avion de Montréal ou de Québec jusqu'en Louisiane;
- bourse de \$4.000 exempte de taxes (neuf mois de travail), prime de vie chère de \$250, une prime d'installation de \$250;
- gratuité des études dans les universités de la Louisiane (frais de scolarité), le cas échéant;
- assurance-maladie complémentaire;
- session d'orientation et de formation à Baton Rouge, fin août.

Pour poser votre candidature ou obtenir de plus amples renseignements, écrivez immédiatement au: Secteur Amérique du Nord Service de la Coopération avec l'Extérieur Ministère de l'Éducation 1035, rue de la Chevrotière Québec G1R 5A5

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Service de la Coopération avec l'Extérieur

CONTREMAÎTRE DEMANDÉ

Contremaître ayant expérience dans le domaine de la construction. Le travail consiste à diriger en usine une équipe servant à la fabrication de pièces de béton préfabriquées. Le candidat que nous recherchons doit avoir environ 3 ans d'expérience à la tête d'une équipe, de la facilité à lire et à interpréter des plans d'atelier.

Nous offrons d'excellentes conditions de travail, ainsi que les avantages sociaux usuels.

Communiquer avec:

Le directeur du personnel
VIBREK INC.
74, boul. St-Joseph, Charlesbourg-Est, Qué.
TEL.: 628-0440 - local 236

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR DE L'ORGANISATION

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur général de la gestion, diriger et coordonner les travaux relatifs au développement et à l'implantation du plan d'organisation des systèmes administratifs et des méthodes de travail à être utilisés par les différentes unités administratives du ministère.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en administration ou dans une autre discipline appropriée; vaste expérience pertinente; connaissance du milieu gouvernemental souhaitable.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$26,500.

CONCOURS — E62008T/02 Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR ADJOINT RESPONSABLE DE LA PROGRAMMATION

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur du service des programmes-PPBE, participer à l'élaboration et à la révision du plan de programmation au ministère; s'assurer que l'information nécessaire à la programmation soit disponible; s'assurer que la programmation et l'évaluation des activités soient en conformité avec la méthodologie prévue par le plan; coordonner la préparation de dossiers de programmation et l'évaluation périodique des opérations.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences de l'administration ou dans une discipline appropriée. Environ 10 années d'expérience pertinente.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500.

CONCOURS — E62100B/02 Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Directeur régional

L'une des plus importantes sociétés internationales dans la location de véhicules requiert un gestionnaire pour diriger la succursale de Québec.

Dans un contexte de grande autonomie, le directeur régional sera responsable de la rentabilité, des ventes, de l'utilisation et de l'entretien optimal des véhicules et de la supervision de ses ressources humaines. Le traitement initial pourra atteindre \$27,000 incluant boni et automobile.

Les candidats sont bilingues et de préférence des diplômés universitaires ayant acquis une solide expérience de gestion des ventes de biens ou services. A la fois entrepreneurs dynamiques et administrateurs compétents, ils ont un sens aigu des affaires. Au sein de cette compagnie les chances d'avancement sont excellentes. Veuillez soumettre votre curriculum vitae confidentiellement à Gilles Hébert vous référant au dossier 531.

Rourke, Bourbonnais & Associés 1808 ouest, rue Sherbrooke, Montréal H3H 1E5 (514) 937-9525
Cabinet-conseil en gestion des ressources humaines

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

CLASSIFICATION CERTIFICATION EVALUATION PERSONNEL DES ORGANISMES D'ENSEIGNEMENT

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Service général des personnels des organismes d'enseignement — 2 postes à Québec.

DIRECTEUR ADJOINT — CLASSIFICATION DES ENSEIGNANTS — E6210CT/02

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur du service, concevoir et mettre en oeuvre les systèmes appropriés aux opérations découlant des politiques d'évaluation de la scolarité de toutes les catégories de personnel des organismes d'enseignement. A cette fin: participer à l'élaboration des règles générales d'application du règlement no 5 et des règlements relatifs à la certification; rédiger des projets de décision évaluant en années de scolarité les programmes qui ont permis aux enseignants d'obtenir les diplômes et les brevets inclus à leur dossier de classification afin de constituer le manuel d'évaluation de la scolarité.

DIRECTEUR ADJOINT — CERTIFICATION, PROBATION, EVALUATION DU PERSONNEL — E6210DA/02

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur du service, diriger le travail de conception et élaborer des politiques de certification, de probation et d'évaluation pour toutes les catégories de personnel des organismes d'enseignement. A cette fin: mettre sur pied et assurer le fonctionnement du système de certification et de probation prévu par le règlement no 4 du ministère de l'Éducation; élaborer des politiques et des instruments de travail permettant aux organismes d'enseignement de se doter de systèmes d'évaluation pour toutes les catégories de personnel.

EXIGENCES — Diplôme universitaire dans une discipline appropriée; vaste expérience pertinente; bonnes connaissances du milieu scolaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500. Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Commission de la fonction publique concours de recrutement

Concours ouverts également aux hommes et aux femmes

AGENT DE RECHERCHE EN TARIFICATION

REGIE DES SERVICES PUBLICS — poste à Québec.

FONCTIONS:
— Elaborer différents systèmes tarifaires; effectuer diverses études en matière de tarification des entreprises soumises à la juridiction de la Régie et faire les recommandations appropriées; étudier la rentabilité de ces entreprises publiques afin d'élaborer des politiques de tarification conforme à leurs besoins tenant compte de l'intérêt public.

EXIGENCES:
— Diplôme universitaire en économique ou en comptabilité ou en toute autre discipline appropriée; au moins 2 années d'expérience pertinente au secteur d'activités. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine de la tarification et de l'analyse financière d'entreprises publiques de télécommunications peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT initial de \$10,601 à \$17,274 (en voie de révision).

CONCOURS: E1053AB/02 — Date limite pour l'inscription: 10 mai 1975.

AGENT DE RECHERCHE (TRANSPORT AERIEN)

MINISTÈRE DES TRANSPORTS — Poste à Québec.

FONCTIONS:
— Surveiller l'application des normes socio-économiques dans les différents aéroports et lignes aériennes du Québec; évaluer l'état des infrastructures aéroportuaires et des Services aériens; identifier les améliorations requises; estimer les coûts impliqués; coordonner l'exécution des travaux avec les divers organismes concernés; assurer l'application des normes et critères de subvention dans le domaine du transport aérien québécois.

EXIGENCES:
— Diplôme universitaire en sciences appliquées, en sciences de l'administration ou en toute autre discipline connexe; au moins 10 années d'expérience dans le domaine de l'aviation, de préférence dans le domaine administratif aérien. Connaissance de l'anglais parlé et écrit.

TRAITEMENT initial pouvant atteindre \$20,288 (en voie de révision).

CONCOURS: E1053AC/02 — Date limite pour l'inscription: 9 mai 1975.

STATISTICIEN

DIVERSS MINISTÈRES — Postes à Québec.

FONCTIONS:
— Analyser les besoins globaux et spécifiques des ministères en matière d'information de façon à combler l'ensemble des besoins; appliquer les techniques statistiques au processus de collecte, d'évaluation et de correction de l'information; participer à l'élaboration de modèles statistiques de simulation et de prévision dans le but de répondre aux besoins des mécanismes de décision de l'appareil administratif; travailler à l'élaboration de modèles économétriques prévisionnels; préparer les plans d'échantillonnage des sondages et des enquêtes.

EXIGENCES:
— Diplôme universitaire en mathématiques avec spécialisation en statistique, de préférence quelques années d'expérience dans le domaine de la statistique.

TRAITEMENT initial pouvant atteindre \$17,274 (en voie de révision).

CONCOURS: E1053H/02 — Date limite pour l'inscription: 3 mai 1975.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION — Poste à Québec.

FONCTIONS:
— Planifier, organiser et contrôler, en collaboration avec les différents chefs de projets de Montréal, toutes les opérations et démarches requises pour le bon fonctionnement de ces projets destinés à favoriser l'adaptation de la population immigrante au milieu québécois.

EXIGENCES:
— Diplôme universitaire en administration ou dans une autre discipline appropriée. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine de l'administration de programmes peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT initial de \$8,814 à \$15,841 (en voie de révision).

CONCOURS: E113AD/02 — Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

ACTUAIRE (ASSURANCE GENERALE)

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIERES, COMPAGNIES ET COOPERATIVES — Poste à Québec.

FONCTIONS:
— Participer à diverses études de nature actuarielle dans le domaine de l'assurance générale; analyser les statistiques, les tarifs et les conditions du marché concerné; concevoir des techniques de prévisions. Eventuellement, effectuer des évaluations actuarielles d'organismes d'assurance générale; contrôler les états annuels de ces organismes.

EXIGENCES:
— Diplôme universitaire en sciences de l'actuariat ou dans une autre discipline universitaire appropriée et avoir réussi au moins 4 examens de la "Casualty Actuarial Society". Une expérience pertinente de 2 années est souhaitable.

TRAITEMENT initial pouvant atteindre \$22,578 (en voie de révision), déterminé en fonction de l'expérience pertinente et du nombre d'examens réussis.

CONCOURS: E1293/02 — Date limite pour l'inscription: 25 avril 1975.

RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT HOTELIER ET DE RESTAURATION

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CHASSE ET DE LA PECHE — 2 postes au Parc de la Gaspésie.

FONCTIONS:
— Sous l'autorité du directeur des Etablissements hôteliers, être responsable de l'organisation, de la coordination et du contrôle des activités d'un établissement hôtelier ou de restauration. A cette fin, diriger et initier du personnel administratif et ouvrier, participer à la fixation des objectifs de l'établissement et voir à son bon fonctionnement, participer à l'élaboration des prévisions budgétaires et tenir l'inventaire des stocks de l'établissement.

EXIGENCES:
— Diplôme d'études collégiales avec spécialisation pertinente et 6 années d'expérience dans le domaine de l'administration hôtelière OU diplôme de fin d'études secondaires équivalent à une 11e année ou Secondaire V et 12 années d'expérience dans le domaine de l'administration hôtelière. Toute année de scolarité post-secondaire réussie jugée pertinente équivaut à 2 années d'expérience.

TRAITEMENT de \$8,835 à \$13,480.

CONCOURS: E0461/02 — Date limite pour l'inscription: 30 avril 1975.

RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT HOTELIER ET DE RESTAURATION

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CHASSE ET DE LA PECHE — 1 poste au Parc des Laurentides.

FONCTIONS:
— Sous l'autorité du directeur des Etablissements hôteliers, être responsable de l'organisation, de la coordination et du contrôle des activités d'un établissement hôtelier ou de restauration. A cette fin, diriger et initier du personnel administratif et ouvrier, participer à la fixation des objectifs de l'établissement et voir à son bon fonctionnement, participer à l'élaboration des prévisions budgétaires et tenir l'inventaire des stocks de l'établissement.

EXIGENCES:
— Diplôme d'études collégiales avec spécialisation pertinente et 6 années d'expérience dans le domaine de l'administration hôtelière OU diplôme de fin d'études secondaires équivalent à une 11e année ou Secondaire V et 12 années d'expérience dans le domaine de l'administration hôtelière. Toute année de scolarité post-secondaire réussie jugée pertinente équivaut à 2 années d'expérience.

TRAITEMENT de \$8,835 à \$13,480.

CONCOURS: E0462/02 — Date limite pour l'inscription: 30 avril 1975.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

**HOMME ou FEMME
de ménage demandé(e)**

pour l'entretien des bureaux et locaux.
Salaire à discuter.
JOS. LAHOUD AUTOS LTÉE
34 sud, Dorchester

**HOMME DEMANDÉ
pour nettoyage des voitures
neuves et usagées.**

Salaire selon compétence.
JOS. LAHOUD AUTOS LTÉE
34 sud, Dorchester

DIRECTEUR DE LOISIRS

Endroit: St-Marc des Carrières, Cité Portneuf
SOMMAIRE DE L'EMPLOI:
Sous l'autorité du Conseil Municipal, diriger, planifier, organiser, contrôler, coordonner, administrer et évaluer le service municipal des loisirs de St-Marc-des-Carrières.

TACHES ET RESPONSABILITÉS:

- Établir et entretenir des relations avec d'autres organismes de loisirs en vue d'élaborer des programmes d'activités.
- Assumer l'animation, la promotion et la coordination des programmes prévus.
- Diriger le personnel nécessaire pour ces programmes d'activités.
- Préparer des estimés budgétaires d'opération.
- Tenir à jour les rapports sur les activités passées ou en cours.
- Accomplir toute autre tâche connexe demandée par son employeur.

EXIGENCES:

- Posséder 1 ou 2 années d'expérience comme directeur de loisirs ou dans un domaine connexe.
- Faire preuve d'initiative.
- Avoir de bonnes connaissances en administration.
- Posséder une formation universitaire en récréologie, éducation physique, service social.
- Une expérience exceptionnelle reconnue pourrait pallier au manque de formation universitaire.

TRAITEMENT: à discuter.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: le 2 mai 1975.
Faire parvenir votre inscription avec curriculum vitae à:

M. Jean-Pierre Julien, sec.-trés.
Hôtel-de-Ville
965, av. Bona-Dussault
St-Marc-des-Carrières, Qué.
G0A 4B0

**CARRIÈRE EN ADMINISTRATION
BANQUE TORONTO-DOMINION**

Des postes sont présentement offerts à l'intérieur du programme de formation en administration pour les diplômés 1974-75 des niveaux universitaire ou collégial qui désirent se diriger vers l'administration des succursales.

BANQUE TORONTO-DOMINION
3400, des Quatre-Bourgeois
Ste-Foy, Qué.
Tél.: 653-8393
att.: Jean Marchand

**Le centre local de services communautaires
Arthur-Caux requiert les services****NUTRITIONNISTE****Fonctions:**

- Effectuer des consultations cliniques auprès d'individus, de familles ou de groupes sur les problèmes touchant la nutrition.
- Met sur pied et exécute des programmes ayant une approche communautaire de prévention, d'éducation et d'information.
- Collaborer avec des équipes multidisciplinaires d'intervention auprès des familles, des personnes âgées et individus.
- Collaborer avec les organismes du milieu comme consultant sur l'aspect nutrition.

Exigences:

- Diplôme universitaire en sciences de l'alimentation.
- Aptitudes et intérêt à travailler en équipe.
- Expérience ou formation pertinente au travail de groupe.

INFIRMIÈRE AUTORISÉE**Fonctions:**

- Met sur pied et exécute un programme de santé maternelle et infantile.
- Donne des cours prénataux à des groupes de femmes enceintes.
- Assure le suivi des individus et des groupes de femmes enceintes et de nourrissons.
- Participe au dépistage des grossesses à risques.
- Collaborer à l'équipe multidisciplinaire.

Exigences:

- Membre de l'O.I.I.P.Q.
- Connaissance pertinente des éléments propres à ce programme.
- Aptitudes et intérêt à travailler en équipe.
- Disponibilité à travailler 2 soirs par semaine.
- Facilité de déplacement dans le territoire.

INFIRMIÈRE AUTORISÉE**Fonctions:**

- Met sur pied et exécute un programme pour personnes âgées.
- Établit des bilans de santé pour ce secteur de personnes.
- Assure un suivi individuel ou de groupe.
- Met sur pied des cliniques d'information.
- Collaborer à l'équipe multidisciplinaire.

Exigences:

- Membre de l'O.I.I.P.Q.
- Connaissance et expérience avec les personnes âgées.
- Aptitudes et intérêt à travailler en équipe.
- Facilité de déplacement à l'intérieur du territoire.

**TRAVAILLEUR SOCIAL
PROFESSIONNEL****Fonctions:**

- Responsable du programme "personnes âgées".
- Met ce programme sur pied en collaboration avec d'autres membres de l'équipe.
- Collaborer avec les ressources oeuvrant dans ce secteur.
- Développe une politique de centre de jour pour les personnes âgées, en milieu rural.

Exigences:

- Diplôme en service social et/ou expérience pertinente dans un travail semblable.
- Aptitudes et intérêt à travailler en équipe multidisciplinaire.
- Facilité de déplacement à l'intérieur du territoire.

AUXILIAIRES FAMILIALES (2)**Fonctions:**

- Exécute des tâches familiales et domestiques, tout en poursuivant un travail d'éducation et de restauration sociale auprès des personnes âgées.
- Apporte certains soins d'hygiène personnelle.
- Apporte un support moral.

Exigences:

- Attestation de cours d'auxiliaire familiale et/ou expérience pertinente auprès des personnes âgées.
- Capacité de travailler en équipe.
- Facilité de déplacement à l'intérieur du territoire.

**TELEPHONISTE-
RECEPTIONNISTE****Fonctions:**

- Reçoit et transmet les appels téléphoniques.
- Reçoit et dirige les visiteurs et les clients.
- Enregistre les usagers venant au Centre et accomplit tout autre travail exigé par sa tâche.

Exigences:

- Connaissance suffisante.

SECRETARE**Fonctions:**

- Reçoit et dépose le courrier.
- Rédige la correspondance.
- Transcrit au dactylo des lettres et rapports et autres documents pris en sténographie.
- Exécute toute autre tâche inhérente à son travail.

Exigences:

- Connaissance de la sténo
- Habileté
- Bonne connaissance du français écrit.

STENODACTYLO**Fonctions:**

- Reçoit et dépose le courrier.
- Transcrit au dactylo lettres, rapports et autres documents.
- Exécute tout autre tâche inhérente à son travail.

Exigences:

- Connaissance de la sténo.
- Habileté
- Bonne connaissance du français écrit.

TRAITEMENT:

- Salaire selon les échelles en vigueur dans les établissements du réseau des Affaires Sociales.
- Semaine de 35 heures sauf pour les auxiliaires familiales qui est de 40 heures.

Les personnes intéressées à ces postes doivent faire parvenir leur curriculum vitae au complet avant le 6 mai 1975 à:

Directeur Général du C.L.S.C. Arthur-Caux
Att.: M. Paul-E. Coulombe
C.P. 189
Laurier Station
Cité Lotbinière

CARRIÈRE DANS LA FINANCE

Cet emploi offre une opportunité d'avancement vers une gestion et serait d'un attrait particulier pour une personne de 22 à 28 ans, bilingue, ayant complété une 1^{re} année d'études. Expérience dans le financement ou bancaire serait un avantage.

Nous offrons un bon salaire de base en plus des bénéfices usuels. Communiquer avec:

M. G. Grenier
CANADIAN ACCEPTANCE CORPORATION
3285, 1^{re} Avenue, Québec
TEL.: 628-1884

ou

M. P. Rémillard
CANADIAN ACCEPTANCE CORPORATION
96, Route Kennedy, Lévis
TEL.: 837-0207



**confédération
des loisirs
du québec**

AGENT D'INFORMATION**FONCTIONS:**

- Participer à la gestion générale des programmes de la CLQ.
- Assumer de façon particulière les tâches suivantes:

- voir à établir, à maintenir ou à améliorer les canaux de communication entre la CLQ et les mass-media.
- collaborer à promouvoir l'action des organismes-membres auprès de la population, spécialement par l'entremise des mass-media.
- collaborer à la réalisation d'instruments d'information des programmes de la CLQ.
- assurer la promotion de trois (3) périodiques de la CLQ: Loisir-Plus, le Mémo-CLQ et l'annuaire Le Monde du Loisir.
- établir l'inventaire des organismes provinciaux de loisir oeuvrant dans le secteur socioculturel et analyser les possibilités de collaboration de ces organismes avec la CLQ et ses organismes-membres.
- assurer aux organismes-membres une information adéquate sur l'action de la CLQ.
- agir à l'occasion comme consultant auprès des organismes-membres de la CLQ.
- prendre en charge certains dossiers reliés indirectement aux fonctions d'un agent d'information.

EXIGENCES:

- Posséder au minimum un diplôme de premier cycle universitaire, ou l'équivalent.
- Avoir au minimum deux (2) années d'expérience à plein temps dans ce secteur.

STATUT: Professionnel.**SALAIRE:**

- Selon les normes de la convention collective actuellement en vigueur à la CLQ.
- (\$9,100 - \$13,000)

LIEU DE TRAVAIL:

Siège social de la CLQ
1415 est, rue Jarry, Montréal.

DISPONIBILITÉ:

Jun 1975.

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975

A: Concours Agent d'Information

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

M. Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700 poste 421 ou 427

JOURNALISTE**FONCTIONS:**

- Participer à la gestion générale des programmes de la CLQ.
- Collaborer à la réalisation du programme d'information de la CLQ et principalement à la réalisation du magazine LOISIR-PLUS, publication mensuelle de la CLQ. Le travail consiste à effectuer des reportages, des entrevues et des dossiers à partir des organismes de loisir et des différentes manifestations en loisir.

EXIGENCES:

- au minimum un diplôme de premier cycle universitaire, ou l'équivalent.
- une connaissance générale de la vie socioculturelle des Québécois.
- une excellente connaissance de la langue française.
- les connaissances suffisantes en photographie pour effectuer des reportages.
- son propre équipement photographique (l'employeur dédommage l'employé pour l'utilisation de son matériel).

Avoir:

- de l'aptitude pour le travail en équipe (au niveau de la planification) et autonomie de fonctionnement (au niveau de la compétence professionnelle).
- déjà une certaine expérience en journalisme.

N.B.: les candidats retenus devront se soumettre à un test pratique.

STATUT: Professionnel.**SALAIRE:**

- Selon les normes de la convention collective actuellement en vigueur à la CLQ.
- (\$9,100 - \$13,000)

LIEU DE TRAVAIL:

Siège social de la CLQ
1415 est, rue Jarry, Montréal.

DISPONIBILITÉ:

Jun 1975.

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975

A: Concours de Journaliste

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

M. Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700 poste 421 ou 427

ANIMATEUR SOCIOCULTUREL

3 POSTES OUVERTS)

FONCTIONS:

- Participer à la gestion générale des programmes de la CLQ.
- Posséder une connaissance approfondie des objectifs, programmes, clientèles, plans de développement des organismes-membres de la CLQ.
- Porter une attention particulière aux événements reliés directement (Jeux du Québec) ou indirectement (colloques, semaines thématiques) au monde du loisir.
- Prendre en charge, selon les décisions d'équipe, et conformément aux décisions des élus, certains dossiers pour y jouer un rôle de coordonnateur et d'animateur.
- Collaborer au développement des organismes-membres de la CLQ.

- Identifier des secteurs où un organisme peut bénéficier des services issus des programmes de la CLQ (stages de formation...) et mettre en relation les personnes concernées.
- Susciter la communication entre organismes-membres de la CLQ, principalement:

- par des projets collectifs
- par des projets polyvalents

- Identifier, à partir des besoins, les ressources disponibles dans le milieu autres que celles de la CLQ et les promouvoir auprès des clientèles éventuelles.

ANIMATEUR SOCIOCULTUREL

3 POSTES OUVERTS)

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700, poste 421 ou 427

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975.

A: Concours Responsable du service de l'Animation

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

Monsieur Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700, poste 421 ou 427

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975.

A: Concours Responsable du service de l'Animation

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

Monsieur Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700, poste 421 ou 427

**LA CITE DE SILLERY
requiert les services d'un****TRESORIER**

La Cité de Sillery est à la recherche d'un Trésorier. Les responsabilités de celui-ci comprennent la planification, l'organisation et la coordination de l'ensemble des activités relatives à la Trésorerie, à la préparation du budget et à la comptabilité.

Les candidats possèdent un diplôme universitaire en sciences de l'administration et sont préférentiellement membres d'une association de comptables professionnels. Ils sont capables de former, motiver et diriger des subordonnés.

Le traitement sera selon les qualifications et l'expérience. Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae le ou avant le 2 mai 1975 à:

Service du Personnel,
Hôtel de Ville,
1445 avenue Maguire,
SILLERY, Québec.
G1T 2R3

- Rendre compte à la CLQ des besoins perçus chez les organismes, besoins qui peuvent influencer l'orientation des services de la CLQ ou susciter la mise en place de nouveaux services.
- Garder un contact constant avec les organismes et favoriser l'échange d'information entre organismes, entre organismes et la CLQ en utilisant surtout le réseau des agents de liaison.
- Voir au maintien et à l'amélioration des communications entre la CLQ et les différentes instances de loisir au plan régional.

EXIGENCES:

- Posséder au minimum un diplôme de premier cycle universitaire, ou l'équivalent.
- STATUT: Professionnel.

SALAIRE:

- Selon les normes de la convention collective actuellement en vigueur à la CLQ.
- (\$9,100 - \$13,000)

LIEU DE TRAVAIL:

Siège social de la CLQ
1415 est, rue Jarry, Montréal.

DISPONIBILITÉ:

Jun 1975.

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975

A: Concours Animateur Socio-Culturel

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

M. Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700 poste 421 ou 427

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975.

A: Concours Agent de Recherche et de

Développement

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

M. Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700, poste 421 ou 427

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975.

A: Concours Agent de Recherche et de

Développement

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

M. Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700, poste 421 ou 427

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975.

A: Concours Agent de Recherche et de

Développement

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

M. Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700, poste 421 ou 427

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975.

A: Concours Agent de Recherche et de

Développement

Confédération des loisirs du Québec

a/s du directeur général

M. Jacques Almérás

1135, Chemin St-Louis Confédération des Loisirs

Québec 6, P.Q. 1415 est, rue Jarry, Montréal, Qué.

Tél.: (418) 681-7833 ou Tél.: (514) 374-4700, poste 421 ou 427

Faire parvenir son curriculum vitae avant le: 5 MAI 1975.

les 500

FOURNITURES CHIRURGICALES \$13,000 et commission
 Mon client, une compagnie d'envergure mondiale oeuvrant dans le milieu hospitalier, plus particulièrement au niveau du bloc opératoire recherche un représentant dynamique possédant quelques années d'expérience dans la vente et une formation académique supérieure.
 Aux revenus s'ajoutent, voiture, dépenses et bénéfices marginaux. Le bilinguisme est essentiel.

REPRESENTANT DES VENTES Base de salaire & commission
 Mon client, le plus important distributeur d'huile à chauffage dans la région de Québec est à la recherche d'un représentant pour la rive sud résident à LEVIS.
 Une bonne expérience dans la vente d'acte est nécessaire et une connaissance des appareils de chauffage, d'humidification etc... serait un atout.
 Aux revenus s'ajoutent, allocation d'automobile et bénéfices marginaux. Age: 25 à 35 ans.

APPELER: **ROBERT PAQUET 522-8171**

SERVICES DE SÉLECTION (QUÉBEC) LIMITEE
 2 Place Québec, suite 646, Québec G1R 2B5
 Téléphone: 522-8171 BUREAUX AFFILIÉS
 MONTREAL TORONTO VANCOUVER HALIFAX OTTAWA EDMONTON CALGARY
 861-8371 360-1293 688-8251 429-3173 237-2888 429-4347 263-4300

COMPTABILITE
 Personne possédant 15 années d'expérience prendrait comptabilité à temps partiel.
 Appeler à: **623-2030**

ASSURANCES GÉNÉRALES
 Courrier recherche souscripteur pour automobile avec expérience minimum 3 ans. La personne aura la responsabilité de recevoir et visiter les clients. Ecrire à: **Dépt 7268, Le Soleil**

CONTROLEUR DEMANDE
 Une entreprise manufacturière de la Rive-Sud (chiffre d'affaires 4 millions) est à la recherche d'un contrôleur.
 Le Poste: Le candidat recherché aura la responsabilité de la comptabilité en général, du prix de revient ainsi que du crédit.
 Qualifications: C. A. avec 2 à 5 ans d'expérience ou l'équivalent.
 Salaire: Selon les qualifications, les postulants gagnent actuellement un minimum de \$13,000.
 Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante:
Dépt 7260, Le Soleil, Québec.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE UNIVERSITE DE SHERBROOKE
 Sherbrooke, Qué.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Sherbrooke est à la recherche d'un(e).

PHARMACIEN(NE)

LE POSTE:
 — Le contrôle de l'utilisation des médicaments
 — La préparation des ordonnances
 — La vérification des ordonnances.

EXIGENCES:
 — Diplôme en pharmacie
 — Membre en règle de l'O.P.Q.
 — Expérience dans le secteur hospitalier préférable

Le traitement et les avantages sociaux sont conformes aux directives du M.A.S.
 Les candidatures (avec curriculum vitae) devront être adressées avant le 25 avril 1975 à:
 La Direction du Personnel
 a/s Responsable Secteur Emploi
 Centre Hospitalier Universitaire
 Chemin de Stoke, Sherbrooke, P.Q.

PROFESSEURS DEMANDES pour l'année scolaire 1975-76 GENIE RURAL

EXIGENCES: Brevet d'enseignement ou diplôme en technique agricole. Trois (3) années d'expérience pertinente. Faire parvenir offre d'emploi le plus tôt possible au: **Directeur des services au personnel COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DE L'YAMASKA 2270, Malliot, St-Hyacinthe, Qué.**

Importante compagnie de Québec recherche homme avec expérience pour la pose de pare-brise et toits de vinyle. Salaire selon expérience. Faire parvenir curriculum vitae à: Dépt 7259 - Le Soleil

GERANT DE SERVICE: compétent dynamique MECANICIENS Classe A: avec spécialisation RECEPTIONNISTE: bilingue, possédant dactylo COMMIS DES PIECES: expérimenté ...recherchés par MORIN GMC LTEE 3001, Kapler, Ste-Foy Demandez le directeur du service concerné. 659-1515

L'HOPITAL DU CHRIST-ROI DE NICOLET requiert les services d'un(e)
DIETETISTE PROFESSIONNEL(LE)
 Faire parvenir curriculum vitae à: **Directeur du personnel HOPITAL DU CHRIST-ROI 675, St-Jean-Baptiste Nicolet, Qué. TEL: (819) 293-2071, local 280**

AVIS AUX PERSONNES INTERESSEES
 Le Centre Hospitalier Hôtel-Dieu de Sherbrooke, un centre de plus de 400 lits recherche des candidats(es) pour le poste suivant:
RESPONSABLE DE SECTEUR

FONCTIONS:
 Sous l'autorité du directeur des soins infirmiers, il (elle) assume la responsabilité de la coordination et du contrôle des activités administratives et cliniques en soins infirmiers de six (6) unités de soins.

EXIGENCES:
 Membre en règle de l'O.I.I.Q. Baccalauréat en nursing ou l'équivalent. Trois (3) années d'expérience pertinente à la fonction. Le traitement sera fixé selon les échelles du ministère.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:
L'HOTEL-DIEU DE SHERBROOKE
 Service de l'emploi
 555, rue Murray
 Sherbrooke, Qué.

Université Laval

L'ECOLE D'ARCHITECTURE RECHERCHE DES PROFESSEURS en DESIGN ARCHITECTURAL (plein temps)

FONCTION:
 — Direction de projets d'atelier en design architectural
 — Enseignement au niveau des 1er et 2e cycles, en design architectural ou l'équivalent.

QUALIFICATIONS:
 — Baccalauréat en architecture (un grade supérieur est souhaitable)
 — Plusieurs années de pratique professionnelle
 — Parler, lire et écrire le français couramment.

Les intéressés sont priés de soumettre leur "curriculum vitae" d'ici le 1er juin 1975 au:
COMITE DU PERSONNEL ECOLE D'ARCHITECTURE UNIVERSITE LAVAL QUEBEC G1K 7P4
 Cité universitaire, Québec

commission scolaire Régionale de Tilly

POSTE: SECRETAIRE D'ECOLE BILINGUE

ENDROIT: St. Vincent Katimavik, 945, avenue Wolfe, Ste-Foy.

HORAIRE: 32 heures/semaine
SALAIRE: \$5,070 à \$6,117.

QUALIFICATIONS REQUISES:
SCOLARITE ET EXPERIENCE:
 — Avoir complété le cours secondaire V, avec option appropriée, ou posséder un diplôme ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente;
 — Posséder un minimum d'une année d'expérience jugée directement pertinente.

AUTRES EXIGENCES:
 — Connaître la sténographie et la disposition de textes.

CE POSTE EST OUVERT AUX FEMMES ET AUX HOMMES

LES CANDIDATS INTERESSES sont priés de faire parvenir leur demande d'emploi durant la période s'étendant du 21 avril au 25 avril 1975 Inclusive, au:
SERVICE DU PERSONNEL, Concours 75-22, 945, avenue Wolfe, Sainte-Foy.

JARDIN CHEZ FRANCINE
 Centre de jour
 Francine Boutet, directrice
 605, 80e Rue ouest,
 Charlesbourg, Qué.
 Tél.: 626-8731

TECHNICIENNE EN GARDERIE
 Pour enfants de 2 à 5 ans. Travail à la semaine.

INSTRUCTEUR DE NATATION
 A temps partiel pour juillet et août.

OFFRE D'EMPLOI
 Le Centre de Services Sociaux de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine est à la recherche de deux (2)
CONSULTANTS AUX PROGRAMMES COUPLES-FAMILLES

FONCTIONS:
 Sous l'autorité du coordonnateur de succursale, assurer, sur la base d'une zone, le développement des programmes aux couples et aux familles et le maintien de la qualité des services en fournissant l'aide, le support, les conseils nécessaires aux professionnels du centre.

ENDROITS:
 Un (1) succursale de la zone Baie des Chaleurs.
 Un (1) succursale de la zone Gaspésie.

QUALIFICATIONS:
 Formation universitaire de 2e cycle en service social ou en psychologie. Une expérience d'au moins deux (2) ans dans le domaine de la consultation conjugale et/ou familiale.

Aptitudes à réaliser un travail d'encadrement auprès des professionnels qui travaillent dans le domaine de la consultation. Aptitudes au travail d'équipe. Sens de l'organisation. Imagination.

REMUNERATION:
 Salaire selon la Convention Collective.
 Les demandes, accompagnées d'un curriculum vitae devront parvenir avant le 25 avril 1975 au:
 Responsable de la Gestion des Ressources Humaines, C.S.S. de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, C.P. 39, GASPE, P.Q. G0C 1R0
 TEL: (418) 368-3381

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE requiert les services d'un **ADMINISTRATEUR (PRINCIPAL)**

LIEU DE TRAVAIL:
 Centre Educatif de Fermont. (Le centre doit regrouper l'enseignement élémentaire et secondaire catholique et protestant, d'étudiants francophones et anglophones).

ATTRIBUTIONS CARACTERISTIQUES:
 Sous l'autorité du directeur général ou de la personne déléguée à cette fin par la Commission il est responsable de l'organisation du centre éducatif sous ce qui concerne:
 • l'élaboration, la supervision et l'application des programmes d'études de chaque secteur.
 • l'engagement du personnel immédiatement rattaché à ces secteurs.

CRITERES D'ELIGIBILITE:
 • Autorisation personnelle permanente d'enseigner décerné par le ministre
 • Une formation universitaire exigeant au moins 16 années de scolarité
 • Une expérience démontrant une habilité à résoudre des problèmes d'ordre administratif et technique complexes.
 • Une expérience de 3 ans au niveau 1 ou au niveau 2 à l'élémentaire ou au secondaire directement reliée aux fonctions à remplir ou l'équivalent.
 • Bilingue.

REMUNERATION:
 Selon les politiques administratives et salariales du Ministère de l'Éducation accompagnée d'une prime d'étoignement semblable à celles qui s'appliquent à Gagnonville et Schafferville. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature à:
LES SERVICES DU PERSONNEL Commission Régionale du Golfe 30 rue Comeau Sept-Îles, Qué. Fin du concours: 1er mai 1975

LE COLLEGE D'AFFAIRES ELLIS INC. (Institution d'enseignement commercial secondaire et collégial reconnue pour fins de subvention par le Ministère de l'Éducation)

REQUIERT LES SERVICES DE:
 — 1 professeur d'anglais (masculin)
 — 1 professeur de français (masculin) ayant des connaissances en techniques commerciales
 — 2 professeurs de sténographie

EXIGENCES:
 — doivent pouvoir s'exprimer couramment en anglais et être légalement qualifiés.

SALAIRE:
 — selon la convention

Prière d'adresser toute demande ou curriculum vitae avant le 15 mai 1975, à:
COLLEGE D'AFFAIRES ELLIS INC. 400, rue Heriot Drummondville, Québec J2B 1B3 Tél.: 819-477-3113 a/s Laurier Rousseau

DIRECTEUR(TRICE) DES SOINS INFIRMIERS
 La Corporation de l'Hôpital des Monts, Sainte-Anne-des-Monts, recherche un(e) Directeur(trice) des Soins Infirmiers.

FONCTIONS:
 Le titulaire du poste sera responsable de l'organisation administrative du secteur des Soins Infirmiers, de la planification et du contrôle des ressources tant humaines que physiques, de l'évaluation qualitative et quantitative des soins, de l'élaboration et du contrôle budgétaire de son service.

EXIGENCES:
 — Baccalauréat en sciences infirmières;
 — Expérience minimale de cinq (5) ans dans un poste administratif connexe;
 — Le (la) candidat(e) devra avoir un esprit d'équipe très prononcé, être dynamique et posséder manifestement des aptitudes pour administrer un service de soins infirmiers de 120 lits.

TRAITEMENT:
 Selon l'expérience et les qualifications personnelles.
 Faire parvenir curriculum vitae à:
Madame Liliane Litalien Directrice Générale Corporation de l'Hôpital des Monts SAINTE-ANNE-DES-MONTS, (Gaspé) Province de Québec.

DUBOIS CHEMICAL LTEE demande **VENDEUR BILINGUE** avec automobile, position d'avenir avec bonne rémunération. Faire parvenir curriculum vitae à: **M. Jim Constant 6268, boul. Pelletier Ville Brossard, Qué.**

SECRETAIRE BILINGUE demandée A temps partiel, dans la ville de Cap-Rouge. **M. Claude Bédard 656-0440**

IMPRIMERIE PRESSIER Multitith demandé Expérience en travaux couleur nécessaire. Connaissance de la caméra appréciée. Très bons avantages. **Dépt 7249 - Le Soleil, Québec**

GOVERNANTE demandée Femme avec expérience pour faire la cuisine et le ménage pour 2 personnes dans une résidence située en banlieue de Québec. Bonnes conditions de travail et bon salaire. Téléphoner à: **667-3281**

E.M. NON-FOOD SERVICE LTEE **VENDEUR DEMANDE** pour représenter une compagnie de produits non alimentaires (small ware). Doit posséder expérience dans marché d'alimentation, voiture nécessaire. Faire parvenir votre curriculum vitae à: **Dépt 7252 - Le Soleil**

CEGEP DE VICTORIAVILLE **PROFESSEURS DEMANDES**

Le Cegep de Victoriaville sollicite des candidatures à des postes d'enseignement de niveau collégial pour combler les postes suivants:

I— TECHNOLOGIE AGRICOLE: plein temps. Exigence: membre de la corporation des agronomes.

II— TECHNIQUES INFIRMIERES:
 Exigences:
 — membre de l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec
 — baccalauréat en nursing ou certificat universitaire
 — expérience dans l'enseignement
 — expérience en milieu hospitalier.

A— POUPONNIERE: 1 poste à plein temps
B— PEDIATRIE: 1 poste à plein temps
C— MEDICO-CHIRURGICAL: 1 poste à temps plein 1 poste session automne '75.

D— SUPPLÉANTES:
 Les personnes intéressées à faire de la suppléance en pouponnière, pédiatrie, médico-chirurgicale, sont priées de poser leur candidature en indiquant la spécialité.

III— PSYCHOLOGIE: 1 poste à plein temps. Exigence: diplôme universitaire de 1er cycle en psychologie.

IV— TECHNIQUES ADMINISTRATIVES: 2 postes à plein temps, option finance.

DATE LIMITE: Toute candidature doit être soumise au plus tard le 28 avril '75.
ENTREE EN FONCTIONS: août '75.
TRAITEMENT: De \$7,487 à \$17,506, selon scolarité et expérience.

CEGEP DE VICTORIAVILLE
 Rodrigue Gagnon, secrétaire général
 475 est, Notre-Dame
 Victoriaville, G6P 6S4
 Tél.: (819) 758-1571

Défi!

SDL INFORMATIQUE, Division Services Professionnels est à la recherche de personnel compétent pour son agence de Québec.

3 CHEFS DE PROJET
 Les candidats doivent répondre aux critères suivants:
 • 5 à 6 ans d'expérience dans l'analyse d'applications de gestion.
 • Connaissance des langages de programmation COBOL et PL I
 • Aptitude à diriger 4 ou 5 programmeurs.

5 PROGRAMMEURS-ANALYSTES
 Les candidats doivent avoir:
 • 2 à 3 ans d'expérience en COBOL
 • Bonne expérience dans l'analyse de systèmes de gestion.
 • Connaissance de "OPERATING SYSTEM" (OS)

1 CHEF D'OPERATION
 Devant répondre aux critères suivants:
 • Connaissance des systèmes d'exploitation (O/S)
 • Connaissance de la programmation
 • Sens de l'initiative
 • Capable de diriger un service d'exploitation comprenant un service de perforation
 • Capable d'administrer un budget

2 SECRETAIRES EXPERIMENTEES BILINGUES
 Les candidates doivent posséder:
 • 4 à 5 ans d'expérience
 • Sténo/dactylo et dictaphone — français — anglais
 • Connaissance de la comptabilité
 • Bonne présentation
 • Beaucoup d'initiative

Nous offrons un excellent salaire, des bénéfices sociaux avantageux et la possibilité d'un développement de carrière répondant aux exigences des plus ambitieux.

Pour poser votre candidature, envoyez votre curriculum vitae à:
 Mme Micheline Coulombe
 SDL INFORMATIQUE LIMITEE
 875 ouest, boul. Charest
 Québec, Québec
 G1N 2C9

SDL

HÔPITAL STE-JUSTINE recherche CHEF-ERGOTHÉRAPEUTE

Posséder cinq (5) années d'expérience dont 2 années en milieu pédiatrique.

Adresser votre curriculum vitae au:

Directeur du personnel
3175, ch. Côte Ste-Catherine
Montréal, Qué. H3T 1C5

hôpital de Chicoutimi inc.

Centre hospitalier ultraspécialisé
de 636 lits recherche

POSTE: COORDONNATEUR(TRICE) DES PROGRAMMES

Département santé communautaire

SOMMAIRE DES RESPONSABILITÉS:
Sous l'autorité immédiate du chef du département de santé communautaire, le titulaire de ce poste doit:
— participer à l'élaboration et à l'évaluation des programmes des soins préventifs et continus;
— assurer la réalisation de toutes les fonctions et les tâches relatives à l'exercice infirmier en santé communautaire;
— établir des mécanismes d'évaluation des programmes de soins infirmiers en santé communautaire;
— identifier les besoins de formation et de perfectionnement et participer à l'élaboration des programmes d'enseignement.

QUALIFICATIONS REQUISES:

— Droit de pratique de l'O.I.I.Q.
— Certificat en santé communautaire et/ou diplôme en santé publique.
— Formation en administration et en éducation et/ou expérience pertinente dans une fonction administrative et d'éducation.
— Expérience valable dans l'exercice de la profession d'infirmier(ère).
— Sens de l'organisation.
— Habileté à diriger et à travailler en équipe.

Traitement:

Selon les normes du Ministère des Affaires sociales. Les candidats(es) intéressés(es) devront faire parvenir un curriculum vitae complet (photo récente, certificat de naissance et attestations d'études) au plus tard le 5 mai 1975 à:

M. Claude Gendron, chef de l'embauchage
HÔPITAL DE CHICOUTIMI INC.
C.P. 1008, Chicoutimi, P.Q.
Tél.: (418) 549-2186, local 281

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Une compagnie progressive en voie de réaliser une révision complète de ses systèmes, recherche un analyste-programmeur.

LE DEFI: participer activement avec les autres analystes-programmeurs au développement et à l'implantation des programmes pour traitement sur ordinateur I.B.M. 370/115.

LE CANDIDAT: le candidat idéal est âgé d'environ 25 ans, possède au moins deux ans d'expérience pratique en langage cobol et connaît le système DOS/VS, il est dynamique, aime le travail d'équipe et désire assumer des responsabilités additionnelles.

SALAIRE: selon qualifications, en plus d'un programme complet de bénéfices sociaux.

Faire parvenir application ou téléphoner au directeur du service de l'informatique:

Sico Inc.
3280, boul. Ste-Anne, Québec
Téléphone: 663-3551, poste 28

ANALYSTE EN PROCÉDES ADMINISTRATIFS

Une compagnie progressive à capitaux canadiens est à la recherche d'un analyste dans son service d'organisation et méthode.

LE DEFI

Assumer la responsabilité de projets d'analyse de systèmes administratifs mécanisés ou manuels, d'études de rentabilité et d'agencement physique de locaux.

LE CANDIDAT

Le candidat idéal possède une formation universitaire en administration ou l'équivalent, et un minimum de 2 ans d'expérience dans le développement de systèmes mécanisés.

LIEU DE TRAVAIL

Québec

SALAIRE

Selon qualifications, en plus d'un programme complet de bénéfices sociaux.

Faites parvenir votre curriculum au Directeur du Personnel
Dépt 7262, LE SOLEIL, Québec

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR DU SERVICE DES BUREAUX REGIONAUX

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur général des services administratifs, élaborer et mettre en œuvre des programmes d'action en vue d'optimiser l'accessibilité des services offerts par la Commission des accidents du travail dans toutes les régions administratives du Québec. A cette fin, planifier, coordonner et contrôler les activités et l'efficacité des services offerts aux publics de la Commission par les bureaux régionaux; surveiller les modalités de la mise en application de la loi des accidents du travail dans les différentes régions administratives du Québec.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences administratives ou en toute autre discipline appropriée. Environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans le domaine de l'administration. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

Traitement — Pouvant atteindre \$23,500.

Concours — E6210CQ/02 Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures
soumises par des citoyens canadiens
est suffisant pour combler le poste vacant, la
Commission limitera sa sélection
à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES ADMINISTRATIFS

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité de l'administrateur, élaborer et mettre en œuvre les politiques et les programmes visant à assurer les services d'aménagement et d'entretien et les services auxiliaires pour la Commission des accidents du travail; élaborer les objectifs et coordonner la mise en œuvre des politiques en matière de prévention des accidents du travail; optimiser l'accessibilité des services offerts dans les régions administratives du Québec; assurer la liaison entre la Commission et les organismes oeuvrant dans le domaine de la prévention des accidents du travail.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences administratives ou en toute autre discipline appropriée; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans le domaine de l'administration; une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

Traitement — Pouvant atteindre \$29,500.

Concours — E62008Q/02 Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures
soumises par des citoyens canadiens
est suffisant pour combler le poste vacant, la
Commission limitera sa sélection
à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

CONCOURS: SECRETARE DE DIRECTION

No: S.D. 75-1

ENDROIT:
Service de l'enseignement, centre administratif à Charlesbourg.

TACHES:

— Remplir la fonction de secrétaire auprès de son supérieur immédiat et du personnel professionnel du service.
— Prendre des notes sténographiques et dactylographier la correspondance générale et divers rapports.
— Accomplir une variété de travaux de bureau afin de libérer son supérieur immédiat et les professionnels des tâches répétitives d'écriture et d'administration.
— Tenir à jour l'agenda de son patron, fixer ses rendez-vous et les lui rappeler.
— Organiser matériellement les réunions de son patron, convoquer les participants et préparer les dossiers nécessaires. Au besoin, assister à ces réunions et en dresser le compte rendu à partir de ses notes sténographiques.

EXIGENCES:

— Avoir complété le cours sec. V ou l'équivalent.
— Posséder un minimum de cinq (5) années d'expérience pertinente.
— Connaître parfaitement les méthodes et les usages propres à la tenue d'un secrétariat.

Traitement:

Selon les qualifications et l'expérience, peut varier entre \$5,831 et \$7,599.
Faire parvenir votre curriculum vitae, une copie de vos attestations de scolarité et de vos attestations d'années d'expérience avant le 25 avril 1975 à 12h.00 à la:

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLESBOURG
Service du personnel
7260, boul. Cloutier, Charlesbourg, Qué. G1H 3E8
At: Mlle Line Dumais

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

COORDONNATEUR DU GROUPE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS

MINISTRE DE L'ÉDUCATION — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur général de la planification, élaborer une monographie et construire un modèle d'analyse du fonctionnement des établissements afin de leur permettre une auto-évaluation, et au ministère, de vérifier le degré d'atteinte des objectifs fixés. A cette fin, concevoir et proposer des plans et des programmes d'opérations; superviser les recherches entreprises par les professionnels sous sa direction et les consultants; diriger et animer les réunions du groupe et les équipes de travail; participer à divers comités relatifs aux problèmes du dossier et établir des liens de coordination; participer aux réunions du Conseil de coordination de la direction générale.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences humaines ou en sciences de l'éducation. Environ 10 années d'expérience dans des secteurs de travail touchant la globalité du système d'éducation du Québec et une expérience pertinente en recherche.

Traitement — Pouvant atteindre \$23,500.

Concours — E6210CP/02 Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures
soumises par des citoyens canadiens
est suffisant pour combler le poste vacant, la
Commission limitera sa sélection
à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR GENERAL DES RELATIONS PUBLIQUES

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité de l'administrateur général, élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes visant à assurer la diffusion des objectifs et des activités de la Commission des accidents du travail. A cette fin, planifier, organiser et coordonner les activités des services de promotion, d'information et de relations publiques; assurer que les relations entre la Commission et ses différents publics produisent le maximum d'avantages.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences humaines ou en toute autre discipline appropriée; vaste expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans le domaine des relations publiques et de l'administration; une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

Traitement — Pouvant atteindre \$26,500.

Concours — E62008R/02 Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures
soumises par des citoyens canadiens
est suffisant pour combler le poste vacant, la
Commission limitera sa sélection
à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.



LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE
DES CAISSES POPULAIRES

Programmeur d'Application

Le service de l'informatique de la Société d'Assurance des Caisses Populaires est présentement à la recherche d'un Programmeur d'Application.

FONCTIONS:
Le titulaire de ce poste écrit et met au point les programmes nécessaires à la mise en œuvre des systèmes d'information et tient à jour les procédures d'opération.

EXIGENCES:

— D.E.C. en Informatique
— Deux ans d'expérience pertinente.
— Connaissance du langage Cobol et Assembler.
— Une plus longue expérience pourra compenser pour l'absence d'un diplôme collégial.

CONDITIONS:

— Salaire très intéressant, qui sera déterminé en fonction des qualifications et de l'expérience du candidat choisi.
— Plan complet d'avantages sociaux.
— Programmes de perfectionnement.

Les personnes intéressées à obtenir des renseignements supplémentaires et/ou à poser leur candidature sur ce poste sont priées de communiquer avec nous le plus tôt possible.

Toutes les demandes seront traitées confidentiellement.

La Société d'Assurance des Caisses Populaires,

Service du Personnel,
100 est, Route Trans-Canada,
Lévis, P.Q. G6V 6P9

Tél.: (418) 835-2208



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE SHAWINIGAN
LIMITÉE

La Société d'Ingénierie Shawinigan Limitée est la société-mère canadienne du groupe Shawinigan. Elle compte plus de 20 filiales et firmes associées dans tout le Canada et à l'étranger.

La Société Shawinigan est une société d'experts-conseils indépendante, spécialisée dans l'ingénierie et la gestion de travaux de mise en valeur des ressources naturelles et énergétiques. Le siège social de la Société est à Montréal.

Directeurs techniques

Expérience dans la direction d'équipes chargées des études ou de la réalisation de grands travaux dans les domaines suivants:

- Centrales hydro-électriques
- Centrales thermiques, avec gazéification du charbon
- Postes électriques HT et THT
- Lignes de transport HT et THT
- Gros ouvrages de génie civil
- Gazoducs et oléoducs
- Services d'utilité publique
- Établissements industriels

Des postes sont offerts à Montréal, Toronto et Calgary (études), ainsi qu'en Afrique, au Moyen Orient, en Asie du sud-est et dans tout le Canada (chantiers).

Ces situations offrent de grandes possibilités sur le plan professionnel. Les salaires et les conditions de travail sont intéressants et assortis d'une gamme complète d'avantages sociaux, dont la participation aux bénéfices. Veuillez envoyer votre curriculum vitae mentionnant formation, expérience, langues parlées, etc., à l'adresse suivante:

Michel Bonneville
Directeur de l'embauchage
Société d'Ingénierie Shawinigan Ltée
Case Postale 3010
Succursale B
Montréal, Québec H3B 3L7

INGÉNIEURS

Une entreprise de la région de Québec requiert les services d'ingénieurs tel qu'indiqué ci-après. La description très sommaire de chaque poste sera complétée à l'occasion des entrevues. Les candidats doivent avoir une bonne connaissance de la langue anglaise.

INGÉNIEUR EN MÉTALLURGIE

Supervision des traitements thermiques de métaux ferreux et non ferreux et surveillance de certaines procédures de fabrication. Direction d'un laboratoire de métallurgie, etc.

INGÉNIEUR CHIMISTE

Supervision d'une usine de traitement des eaux. Établissement et amélioration de procédures de fabrication à l'usine. Élaboration et mise en marche de procédés relatifs au génie chimique. Direction d'un laboratoire de chimie, etc.

INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE

Étudier et établir de nouveaux procédés de fabrication en tenant compte des coûts et de la qualité. Participer à des projets de fabrication de nouveaux produits, etc.

INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE OU INDUSTRIEL

Participer à des projets de conception d'entretien et d'estimation. Doit avoir au moins 3 à 5 années d'expérience.

Prière d'adresser un curriculum vitae en indiquant le salaire désiré à:

Directeur du personnel
LES INDUSTRIES VALCARTIER INC.
B.P. 790
Courcellette, Cté Portneuf

CKTM-TV - TROIS-RIVIERES recherche les services d'un(e) **REDACTEUR(TRICE)**

de textes de réclame commerciale ou d'auto-publicité à être utilisés dans les médias électroniques et imprimés. Une expérience pertinente dans ce domaine et une excellente connaissance de la langue française seront hautement considérées.

Faire parvenir votre demande à :

CKTM-TV
M. Jean Brousseau, directeur des programmes
C.P. 271, Trois-Rivières, Qué.

PROVIGO INC.

PERFORATRICE à temps partiel

Nous sommes à la recherche d'une perforatrice avec ou sans expérience, pour travail à temps partiel. Le poste est sur l'équipe de nuit.

Pour renseignements:
PROVIGO (QUEBEC) INC.

550, avenue Godin,
Ville Vanier, Québec
688-1830 (local 244)



EXTERNAT ST-JEAN-EUDES DIRECTEUR GENERAL

DEFINITION DE LA TACHE:

- Le directeur général veille à l'exécution des décisions au conseil d'administration.
- Il est membre du conseil d'administration.
- Il assume la responsabilité des divers champs d'activités du collège.

QUALIFICATIONS:

- Formation universitaire (diplôme universitaire de premier cycle ou l'équivalent) exigeant au moins 17 années de scolarité et, de préférence, une formation universitaire comprenant un diplôme universitaire de second cycle ou l'équivalent.
- Expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre administratif et technique complexes.
- Expérience accumulée de préférence dans le domaine de l'éducation.
- Posséder le sens des relations humaines.

TRAITEMENT:

Selon les politiques du conseil d'administration en tenant compte des qualifications et de l'expérience.

CANDIDATURE:

Les personnes intéressées doivent faire parvenir un bref curriculum vitae avant le 23 avril 1975, à 16h.00, à :

M. Léandre Blondeau
Président du conseil d'administration
EXTERNAT ST-JEAN-EUDES
1895, de la Canardière
Québec, Qué. G1J 2E5

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE EASTERN QUEBEC Offre d'emploi **SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT**

POSTE:

Commis classe 1, bilingue

FONCTIONS:

- Codifier et engager des dépenses (traitement des données).
- Vérifier et attribuer des réquisitions, factures, bons de livraison.
- Communiquer avec les fournisseurs et personnel des écoles.
- Assister le régisseur dans ses fonctions.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Secondaire V ou l'équivalent.
- Expérience antérieure dans un domaine connexe.

SALAIRE:

De \$5,600 à \$8,000 selon les qualifications (sous révision et indexé au niveau du coût de la vie). Avantages sociaux intéressants.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 1er mai 1975 à :

M. M. Atstein
Directeur adjoint
Service du personnel
2046, chemin St-Louis, Sillery, Qué.
Tél.: 688-8730



COMPAGNIE DE FINANCE NIAGARA LIMITEE Une compagnie essentiellement CANADIENNE

Désirez-vous un emploi avec avenir et offrant un programme d'entraînement supérieur pour satisfaire vos ambitions ?

**Excellent salaire
Avantages Sociaux
Sécurité**

Nous avons besoin d'un nombre limité de jeunes hommes possédant un diplôme minimum d'études secondaires, âge de 21 à 28 ans. Célibataires de préférence, aimer le contact avec le public, être ambitieux, éveillés, libres de voyager. Permis de conduire nécessaire. La connaissance de l'anglais serait avantageuse. Aucune expérience requise, mais serait un atout; un stage bancaire, crédit, assurance, vente.

Pour discuter de votre avenir, téléphonez, écrivez ou passez nous voir en personne.

Fernand Vallée 2100, boul. Père-Lelièvre, Duberger 681-8171
André Pronovost 235, boul. Hamel 529-2522
Gilles Fradette 196, Des Glacis 525-4565

FONDATION D'ÉTUDES DU CANADA CANADA STUDIES FOUNDATION **SECRÉTAIRE DEMANDÉE**

- Devra résider sur la Côte de Beauport, de préférence à Beauport
- Travaillera normalement chez elle à plein temps ou l'équivalent
- Expérience de cinq (5) ans et plus
- Assumera plusieurs responsabilités associées à la recherche en éducation avec divers groupes d'enseignants à travers le Canada
- Français écrit et parlé devra être excellent
- Anglais écrit et parlé devra être convenable
- Conditions salariales à discuter
- Début de l'emploi: 2 juin 1975
- Prière d'adresser la demande d'emploi avec curriculum vitae

avant le 15 mai 1975 à :

FONDATION D'ÉTUDES DU CANADA
C.P. 5368
BEAUPORT, QUÉ. 5, QUÉBEC



LE RENFORT INC.

Centre d'Accueil et de réadaptation pour enfants et adolescents déficients mentaux, requiert les services d'un:

DIRECTEUR(TRICE) DES SERVICES DE VIE DE GROUPE

FONCTIONS:

- Personne qui, sous l'autorité du Directeur Général, organise les services et les activités visant à promouvoir la réadaptation physique, intellectuelle, affective et sociale des bénéficiaires;
- Il dirige et anime le personnel sous sa responsabilité.

EXIGENCES:

- Détener un diplôme universitaire en psycho-éducation, en psychologie ou toute autre formation connexe avec expérience pertinente dans le domaine de la réadaptation.
- Posséder une formation et/ou une expérience administrative serait un atout;
- Avoir de la facilité à communiquer au niveau des relations humaines;
- Posséder des aptitudes de leadership;

REMUNERATION:

A déterminer selon les qualifications et l'expérience.

Les candidats(es) intéressés(es) feront parvenir leur curriculum vitae avant le 3 mai 1975 ou pourront téléphoner à: (514) 348-6121 ou:

Directeur Général
Le Renfort Inc.,
53 Place Le Renfort,
Saint-Jean, Qué.
J0J 2A0

LE CENTRE DE READAPTATION DU QUEBEC

Centre hospitalier ultraspécialisé en réadaptation globale requiert les services d'un(e)

CHEF DU SERVICE DE PHYSIOTHERAPIE

FONCTIONS:

Sous l'autorité du Directeur des services professionnels, est responsable de la planification, du développement et du contrôle des activités du service. En plus, le chef du service est appelé à participer à l'implantation de nouvelles techniques adaptées à tous les types de patients que nous traitons, y compris les enfants.

Pour l'aider dans ses tâches, le chef de service sera secondé par un adjoint administratif et un assistant-chef de service.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Membre en règle de la Corporation Québécoise des Physiothérapeutes.
- Environ 4 années d'expérience.
- Expérience dans les postes administratifs souhaitable mais non essentielle.
- Leadership et capacité de relever le défi, de développer un super-service de physiothérapie à la fois efficace et humanisant.

Tous les candidats(es) intéressés(es) par ce poste sont priés(es) de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 5 mai 1975 au:

CENTRE DE READAPTATION DU QUEBEC
Directeur du personnel
525, boul. Hamel, Québec.
Toute demande sera traitée confidentiellement.



Université Laval

AGENT de GESTION du PERSONNEL (évaluation et rémunération)

SOMMAIRE DE LA FONCTION:

Sous l'autorité du Directeur du Service du personnel, l'agent effectue des travaux relatifs à l'évaluation des tâches et à la rémunération du personnel non enseignant. A cette fin, il procède aux descriptions de tâches pour tout le personnel; étudie le bien-fondé des demandes de reclassification; négocie les évaluations de tâches; organise et tient à jour les enquêtes salariales sur le marché du travail; participe aux séances de négociation pour les clauses salariales.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Diplôme universitaire de premier cycle en administration, relations industrielles, économique ou l'équivalent. Quelques années d'expérience dans l'évaluation des tâches, les descriptions d'emploi, et l'établissement de structures salariales.

BIBLIOTHECAIRE III (CHEF DE LA SECTION DES OPERATIONS TECHNIQUES)

SOMMAIRE DE LA FONCTION:

Sous l'autorité du chef de la division du traitement, accomplir différentes tâches concernant le traitement de la documentation: acquisition, sélection, exploitation, diffusion. A cette fin, il dépouille des répertoires bibliographiques, fait la sélection des documents et en conseille l'acquisition en fonction des besoins des usagers: étudiants, professeurs, chercheurs. Il catalogue et classe les documents comportant des difficultés particulières, prépare des répertoires pour publication. Comme chef de section, il supervise et coordonne le travail des employés de son secteur.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Grade universitaire en bibliothéconomie.
- Quelques années d'expérience pertinente à la fonction de bibliothécaire.
- Connaissance de langues autres que le français et l'anglais souhaitable.

Les candidats intéressés à l'un ou l'autre de ces postes sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae avant 17h., le 28 avril 1975, à l'adresse suivante:

Le Service du personnel
Pavillon de la Bibliothèque
Bureau 3445
Cité universitaire (Québec)
G1K 7P4

Cité universitaire, Québec

Le service d'immeuble de demain... aujourd'hui



Immeubles **WESTGATE** Realities

*Une carrière en immeuble,
c'est pour plusieurs hommes et femmes
un moyen de réalisation personnelle
et de succès financier.*

Qu'en dites-vous?

Si vous êtes une personne avec...

Le désir ardent de réussir. La volonté de travailler fort et d'acquiescer les connaissances qui forment la base d'une carrière professionnelle. L'entregent et le désir de vous rendre utile. L'expérience n'est pas essentielle. Nos agents viennent de tous les milieux; certains n'avaient jamais encore été sur le marché du travail.

Nous pouvons vous offrir...

Un poste dans une entreprise qui fait des pas de géant. Une formation de premier choix. Un service par ordinateur, unique en son genre, qui augmentera de beaucoup vos possibilités de gagner de l'argent et réduira les déplacements inutiles. Un support publicitaire inégalé grâce à la télévision, la radio et des annonces illustrées dans les journaux.

APPELEZ OU VISITEZ:

M. PIERRE CASAVANT

Galeries Ste-Anne, 1500, d'Estimauville, Giffard, Qué.

667-8010

QUI AIMERAIT SE TAILLER UNE CARRIÈRE INTÉRESSANTE DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL?

Aimeriez-vous améliorer votre situation actuelle et faire partie d'une maison de commerce dynamique en pleine expansion qui offre d'excellentes possibilités d'avancement et d'un salaire plus élevé?

Nous recherchons des hommes, des femmes dynamiques.

SI VOUS ÊTES LA PERSONNE DÉCRITE À GAUCHE, NOUS AIMERIONS QUE VOUS METTIEZ EN RAPPORT AVEC NOUS.

Nous avons pour vous:

Un programme d'expansion rapide.

Une formation spécialisée pour gérant de magasin.

Un excellent salaire initial.

Généreux bénéfices sociaux incluant: Caisse de retraite, assurance collective et maladie, assurance en cas d'invalidité prolongée, vacances d'été et d'hiver.

Ne manquez pas cette occasion d'améliorer votre situation. Adressez votre demande d'emploi qui sera traitée à titre tout à fait confidentiel à:



550, boul. Hamel
Place Fleur de Lys
Québec

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR DE LA COMMERCIALISATION

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du sous-ministre adjoint à la direction générale du tourisme, planifier, coordonner et contrôler les activités du service en vue de promouvoir l'industrie du tourisme au Québec et d'en accroître les revenus en ayant recours aux techniques de communication modernes. A cette fin, concevoir et mettre en oeuvre des campagnes de publicité; solliciter la tenue de congrès au Québec; participer à des expositions et à la création de voyages à prix forfaitaires; favoriser l'accueil des représentants de l'industrie touristique.

EXIGENCES — Diplôme universitaire dans une discipline appropriée; vaste expérience dans le domaine du marketing; bonne connaissance du milieu touristique.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$26,500.

CONCOURS — E6200CA/02 Date limite pour l'inscription: 2 mai 1975.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE ou on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

AVOCAT SENIOR recherche

SECRÉTAIRE BILINGUE

Avec expérience légale, salaire à discuter.

Dépt 7261 - Le Soleil

DEPOSITAIRE AMERICAN MOTORS recherche

MECANICIENS DE CLASSE A OU B

Spécialités requises: mécanique générale et transmissions automatiques. Communiquer avec:

M. Claude Roberts
Directeur du service
après-vente
CANADIENNE AUTOS - AMC
522-5205

CHEF DE CUISINE

Ayant au moins cinq ans d'expérience dans l'administration de toutes les opérations dans une grande cuisine. Il sera responsable de la planification du travail, du contrôle du personnel dans la cuisine et de la production de la nourriture selon des menus déjà préparés et des recettes. Les candidats doivent s'exprimer facilement en français comme en anglais. Salaire et prime de rendement basés sur l'expérience et les qualifications.

Veuillez faire parvenir votre candidature ainsi qu'une photocopie de vos diplômes, au:

Dépt 7250, Le Soleil

REPRESENTANTS EN BIOLOGIE

Pour vente de matériel biologique et éducatif. (Idéal pour enseignant désireux d'ajouter à son budget).

Sur base de commission, à temps plein ou partiel, plusieurs territoires sont actuellement disponibles pour la province: Montréal - Québec - Cantons de l'Est - Saguenay - Lac-St-Jean Gaspésie - Côte nord.

Excellente commission, territoire protégé. Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Dépt 7253 - Le Soleil

HOTEL-DIEU DE ST-JEROME

Département de psychiatrie communautaire

PSYCHOLOGUES

EXIGENCES: Maîtrise en psychologie.

INFIRMIERS(ERES) LICENCIÉS(ES)

EXIGENCES: Membre de l'O.I.I.Q.

Postscolaire en psychiatrie.

Expérience en psychiatrie

TECHNICIEN EN LOISIRS

OU EN EDUCATION SPECIALISEE

EXIGENCES: D.E.C. en techniques de loisirs

ou

D.E.C. en techniques d'éducation spécialisée.

Expérience en psychiatrie.

Les titulaires de ces postes travailleront au sein d'une équipe multidisciplinaire.

Faire parvenir curriculum vitae avant le 25 avril 1975 à:

Service du personnel

HOTEL-DIEU DE ST-JEROME

St-Jérôme, Qué. J7X 5T3



Session d'étude

Plusieurs médecins ont fermé leurs bureaux à travers la province du Manitoba, hier, afin d'assister à une réunion d'un jour, à Winnipeg, et d'y discuter de leurs relations tendues avec le gouvernement manitobain. Mais pendant qu'on comptait sur la présence de 600 à 800 médecins à cette réunion en l'hôtel Fort Garry, un porte-parole de l'Association médicale du Manitoba a assuré que des mesures ont été prises en vue de services d'urgence à la population. La plupart des médecins ou des cliniques ont communiqué aux patients un numéro de téléphone d'urgence ou leur ont recommandé de se rendre aux services des urgences des hôpitaux dans les cas de maladie ou blessure graves. Les médecins ruraux ont vu à ce qu'au moins un médecin reste dans une localité indiquée afin de s'occuper des soins d'urgence.

La santé déborde le plan médical

par Damien GAGNON

Dans une région aussi défavorisée que la Gaspésie dans le domaine des services de santé, la prévention prend toute son importance.

Un colloque tenu récemment par le centre local de services communautaires Chaleurs (CLSC), à Paspébiac, a justement mis l'accent sur les moyens à prendre pour prévenir les problèmes de santé tant sur les plans physique, mental que social.

Les participants à ce colloque (une centaine environ) tenu sous le thème CLSC Chaleurs — centre de santé, n'en n'ont pas moins déplo-

ré la déficience des services de santé dans la région, espérant qu'un jour, le gouvernement mettra en place les mécanismes nécessaires permettant à la population une plus grande accessibilité aux soins médicaux.

Les organisateurs du colloque (les responsables du CLSC-Chaleurs) sont d'avis que la rencontre a atteint le but recherché puisqu'elle a permis aux participants de prendre conscience que la santé déborde sur le plan médical.

Le CLSC Chaleurs, qui es- sert une population de près de 16,000 habitants, de Saint-Siméon à Port-Daniel, se veut justement un centre de prévention et d'améli-

oration de la santé en amenant la population à se prendre en charge face aux services qu'il donne.

Les discussions dans les cinq ateliers de travail (médecine préventive et curative, santé mentale, sociale et dentaire, et les médicaments) ont amené l'adoption de plusieurs résolutions.

C'est ainsi qu'à l'atelier sur les soins dentaires, les participants ont réclamé que les distributrices de boissons gazeuses, de chips et de sucreries dans les écoles soient remplacées par des distributrices de jus et de fruits. Pour eux, ce serait là un excellent

moyen de prévenir la carie dentaire chez les jeunes.

On demande aussi que des séances d'information concernant les soins dentaires soient données dans le cadre de l'éducation permanente et de l'éducation populaire; que le personnel du CLSC ait le mandat de coordonner les programmes de santé dentaire au niveau scolaire et que des séances mensuelles de dépistage des problèmes dentaires soient organisées dans les régions éloignées.

De plus, l'on estime qu'il serait normal que les travailleurs puissent bénéficier de congés payés pour des visites chez le dentiste.

Au niveau de la santé mentale, il est recommandé que des cours d'information et de prévention dans les domaines de la sexualité, de l'alcool et autres toxicomanies soient dispensés dans les écoles.

De plus, il devrait se donner, au niveau de la région, des cours de relations humaines et le CLSC devrait offrir un local aux alcooliques anonymes, de manière à faciliter leur travail.

Sur le plan de la santé physique, les participants estiment que l'école devrait promouvoir chez les jeunes la nécessité de l'exercice physique.

A la recherche de solutions pour demain

par Micheline DROUIN

Une vingtaine d'organismes privés d'aide au Tiers-Monde se réuniront au Cénacle, en fin de semaine, en vue de "créer ensemble des stratégies pour demain".

La réunion à caractère privé se déroulera sur le plan régional, et rassemblera une soixantaine de personnes. C'est Carrefour-Tiers-Monde qui organise cette rencontre.

Carrefour, qui a sept ans d'existence et qui regroupe 12 des 20 organismes d'aide au Tiers-Monde oeuvrant la région de Québec, estime que développement international a évolué avec le temps.

Face à la situation nouvelle des pays du Tiers-Monde, et face à certains changements qui se sont produits ici, au pays, Carrefour estime que la concertation entre les différents organismes d'aide pourrait être très utile.

Parmi les facteurs nou-

veaux qui ont surgi, ici au pays, mentionnons, par exemple, les changements survenus à l'Aedi (Agence canadienne de développement international) dans sa façon de distribuer les subventions. Mentionnons également le climat de suspicion qui atteint certains secteurs de la population, face à la multiplicité des organismes d'aide, ainsi qu'une grande politisation de la population québécoise.

En fin de semaine, les divers organismes étudieront, entre autres, le moyen d'accroître le côté collectif de leur action.

L'image de la secrétaire "nouvelle" se précise

par Louise PICARD

— La secrétaire "mannequin" à qui l'on impose un nouveau style;

— celle qui ne sait pas taper les textes, trainant avec elle son inexactitude phraséologique et grammaticale;

— celle qui a choisi ce métier afin de trouver un siège moelleux, celui des genoux du patron;

— celle à qui l'on ne peut demander d'autres renseignements que ceux du bureau, ignorant tout du reste.

Ces clichés qui ont cours depuis longtemps auprès de l'opinion publique sont heureusement appelés à disparaître, pour faire place à l'image de la secrétaire "nouvelle", qui se précise davantage chaque jour.

Les caractéristiques de cette nouvelle secrétaire définies par une étudiante en techniques de secrétariat du niveau collégial lui ont permis de remporter un prix décerné récemment par l'Association nationale des secrétaires, à l'occasion d'un concours.

L'enjeu était une bourse de \$70 couvrant les frais d'inscription de la gagnante à l'examen de mai pour l'obtention du diplôme de secrétaire agréée.

Cette "secrétaire en devenir" décrite par Marie Lacasse, étudiante au Cégep François-Xavier-Garneau, est perçue, en premier lieu, comme une assistante, collaborant avec le patron à de nombreuses tâches.

"La secrétaire étant moins préoccupée que son patron par le souci de réussir en affaires, ce fait lui permet d'avoir un œil plus juste sur de nombreux sujets se rattachant indirectement aux activités de son patron — dossiers du personnel, préparation des réunions, etc.

Vient ensuite le rôle de "personne-ressource" ou "d'informateur général". De ce fait, la secrétaire doit être présente à l'actualité par l'écoute et la lecture des médias d'information, afin de pouvoir relater à son patron les derniers événements survenus dans le monde des affaires. Elle pourra, en outre, par des études complémentaires en langue, devenir une ressource en communications, poursuit Marie Lacasse.

La venue des secrétaires au niveau collégial permet à cette profession de se situer par rapport aux autres et à elle-même. Le niveau de secrétaire agréée, qui implique des connaissances au point

de vue économique, humain et technique, comporte une spécialisation permettant de mieux définir le rôle de la secrétaire dans le monde du travail. Cette spécialisation répond à un besoin de compétences sans cesse recherché et qui doit continuer de s'accroître, de conclure la jeune étudiante.

La semaine de la secrétaire qui débute le 18 avril sera proclamée officiellement le même soir à 18h, à l'hôtel du gouvernement. L'Association nationale des secrétaires (section de Québec) tiendra une journée d'études le samedi 19 avril, à l'hôtel Concorde. Le thème de cette journée sera: le français de 9h à 5h.

NOUS SOMMES OUVERTS le SAMEDI de 9h.30 a.m. à 5h.00 p.m. ROBERT LAFORCE opticien d'ordonnances.

carrières et professions

SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

CHIMISTE SPÉCIALISTE DU CONTRÔLE DE LA QUALITÉ (POSTE A MONTREAL)

FONCTIONS:
— Prépare, surveille et interprète les analyses chimiques et microbiologiques des vins, cidres et spiritueux, au moyen des équipements disponibles pour fins de contrôle de qualité et d'hygiène;
— Interprète les résultats des effets, fait des recommandations et rédige des rapports à l'intention du directeur du service;
— Développe de nouvelles méthodes d'analyse;
— Rédige et coordonne le travail de techniciens.

EXIGENCES:
— Posséder un diplôme universitaire en chimie ou en biochimie et être membre de l'Ordre des Chimistes;
— Avoir acquis un minimum de deux (2) années d'expérience dans le domaine du contrôle de la qualité de produits alimentaires ou pharmaceutiques;
— Être familier avec les méthodes automatisées d'analyse telles que l'analyse enzymatique, l'absorption atomique, la chromatographie et l'analyse électro-chimique.

SALAIRE: \$12,000 à \$17,000 (selon l'expérience).

Il nous fera plaisir de recevoir votre "curriculum vitae" que nous traiterons confidentiellement.

LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
Service d'Embauchage
C.P. 1058, Place d'Armes
Montréal H2Y 3J8

SPECIAL



Filtere au sable 16" \$295⁰⁰
STA-RITE

PISCINES
QUEBEC GUNITE INC.

(Près Aquarium)
1572 avenue du Parc, Ste-Foy
TEL.: 653-1871

Les vieilles maisons deviennent de nouvelles maisons comme par magie en appliquant PAREMENT VINYLIQUE WESTROC



Vous pouvez embellir votre maison et accroître de plusieurs milliers de dollars sa valeur avec le parement vinylique Westroc, l'investissement de toute beauté.

Du vinylique résistant et durable qui ne passe pas, ne moist pas, ne s'écaille pas, ne rouille pas. Du vinylique coloré dans la masse, pour que vous n'avez jamais à repeindre!

Et le parement vinylique Westroc a une construction à double paroi, ce qui signifie une résistance accrue et une plus grande isolation. Votre maison est plus chaude pendant l'hiver, plus fraîche pendant l'été et plus silencieuse toute l'année.

En longueurs horizontales de 30' pour installation plus rapide et pour ainsi dire aucune jointure interrompant les lignes unies de votre parement. Imaginez à quel point votre maison serait embellie avec une fraîche couche de parement vinylique Westroc, soit blanc, vert ou jaune. Dans un style horizontal ou vertical pour mettre en valeur les beautés de votre maison. Et le parement vinylique WESTROC est garanti 20 ans. Demandez des renseignements sur la manière de faire un superbe placement dans votre maison avec le parement vinylique WESTROC.



Pour plus de renseignements, téléphonez ou rendez visite à votre distributeur local, ou écrivez à:

LES INDUSTRIES WESTROC LIMITÉE
PLASTICS DIVISION, 2650 LAKESHORE HIGHWAY, MISSISSAUGA, ONTARIO L5J 1K4

Armand Baillargeon Ltée, 1300, 7e Av., Ville St-Georges de Beauce Ouest, P.Q., (418) 228-3339

Henri & Raymond Mercier Enr., 125, rue Coulombe, Montmagny, P.Q., (418) 248-2839

Edouard Turgeon, C.P. 36, St-Anselme, Cté Dorchester, P.Q., (418) 885-4929

Bussièrès Aluminium Enr., 96, boul. Campagne, St-Henri, Cté Lévis, 882-2474

Holiday Magic coupable 60 fois

par Marcel COLLARD

La firme Holiday Magic a été reconnue coupable de quelque 60 chefs d'accusation pour avoir donné des cours sans permis du ministère provincial de l'Éducation.

Mais le procureur de la compagnie a déclaré devant le juge Paul-Emile Fortin que tous les efforts seraient faits pour rembourser les personnes qui avaient payé pour ces cours.

Le juge a remis au 6 juin le prononcé de sa sentence. Jeudi, il avait déclaré la compagnie coupable dans cinq cas. Hier, le procureur de Holiday Magic a demandé que la même preuve soit versée dans les 55 autres causes. Le juge a alors déclaré qu'il trouvait la compagnie coupable dans chacune des causes. Me Raymond Faucher, du ministère de la Justice, a réclamé une sentence sévère, de nature à démontrer que le crime ne paie pas.

Me Faucher a promis d'explorer la clémence de la cour si la compagnie prenait l'engagement de rembourser les frais de cours aux plaignants, soit une somme d'environ \$8,700.

A l'issue de la preuve du procureur du ministère, Me François Daviault, représentant la compagnie, a été débouté d'une requête de non-lieu basée sur le fait que Holiday Magic n'était pas une institution d'enseignement, selon la définition de la loi sur l'enseignement privé. Le juge Fortin a cependant basé sa décision sur le fait que la compagnie avait exigé de l'argent aux candidats inscrits, contrairement à la loi qui permet à une compagnie de dispenser des cours à ses employés, mais cela gratuitement.

Après le rejet du non-lieu, Me Daviault a demandé que le doute raisonnable puisse bénéficier à Holiday Magic, ce que le juge Fortin écarta en prononçant un verdict de culpabilité.

Dans son argumentation avant la sentence, Me Daviault a plaidé la bonne foi de la compagnie, qui n'aurait pas été au courant de la nécessité de détenir un permis et qui aurait cessé ses activités au Québec quand elle fut informée de cette "technicalité". Il demanda au juge de tenir compte de la faculté de payer de sa cliente, compte tenu du nombre élevé d'accusations, en proposant une amende de \$100 par chef d'accusation, soit le minimum prévu.

Me Faucher, qui est directeur du service des loteries pyramidales, fit observer que le cours était le préambule à une activité criminelle, un "traquenard".

Ce sur quoi le juge émit un commentaire:

"Il est malheureux de constater que des gens instruits, disposant d'une certaine influence, se soient prêtés à ce jeu. Ces gens auraient dû être assez perspicaces pour savoir à quel jeu ils jouaient."

Et de poursuivre Me Faucher, les produits cosmétiques n'étaient que le prétexte au recrutement. Les livres comptables saisis prouvent que la compagnie réalisait plus de profits avec les cours qu'avec la vente des produits.

Si la compagnie ne peut payer, qu'elle en fasse la preuve. Le crime doit-il payer? Il faut démontrer, a continué Me Faucher que le crime ne paie pas. L'auteur d'un vol à main armée d'une valeur de \$10,000 trouvera son crime bien payant s'il est

condamné à seulement une journée de prison. L'argent illégalement acquis ne doit pas profiter et j'invoquerai la clémence si la compagnie acceptait de rembourser l'argent des inscriptions (\$250) à chacun des plaignants.

Le juge Fortin ouvrit la même porte au procureur de la compagnie, auquel il a offert un délai, jusqu'au 6 juin, pour transmettre l'idée à sa cliente. "Même si j'imposais l'amende maximum, cela ne donnerait pas un cent aux personnes concernées. Je serais beaucoup plus sympathique si on me faisait la preuve du remboursement, même si la procédure ne me permet pas d'imposer ce remboursement", a conclu le juge.

Cadavre de femme trouvé sous une pile d'ordures

MONTREAL (PC) — En se rendant chez un client, jeudi, l'avocat Jacques Riou a fait la découverte du cadavre d'une femme, enfoui sous des couvertures et des sacs d'ordures.

La police, depuis ce temps, recherche pour interroger un certain Bonnette, qui a été la dernière personne vue en compagnie de la victime, prénommée Claire.

L'astrologue André-Pierre Boucher a raconté à Me Riou, en lui demandant de l'accompagner chez lui, rue St-Hubert, que Bonnette et lui avaient rencontré cette femme dans une brasserie, le 3 avril dernier.

D'autorité, Bonnette amena Claire chez Boucher et décida de demeurer là pour quelques jours.



AU MARQUIS DE BRUMMELL

- Beige
- Jaune
- Vert
- Rouge
- Blanc
- Brun
- Bleu pâle
- Gris pâle
- Plaid
- Velours
- Habits de ville



La qualité de nos VÊTEMENTS DE LOCATION défie toute compétition

781, 3e Av., Limoilou
Coin 8e Rue,
529-6897
STATIONNEMENT FACILE

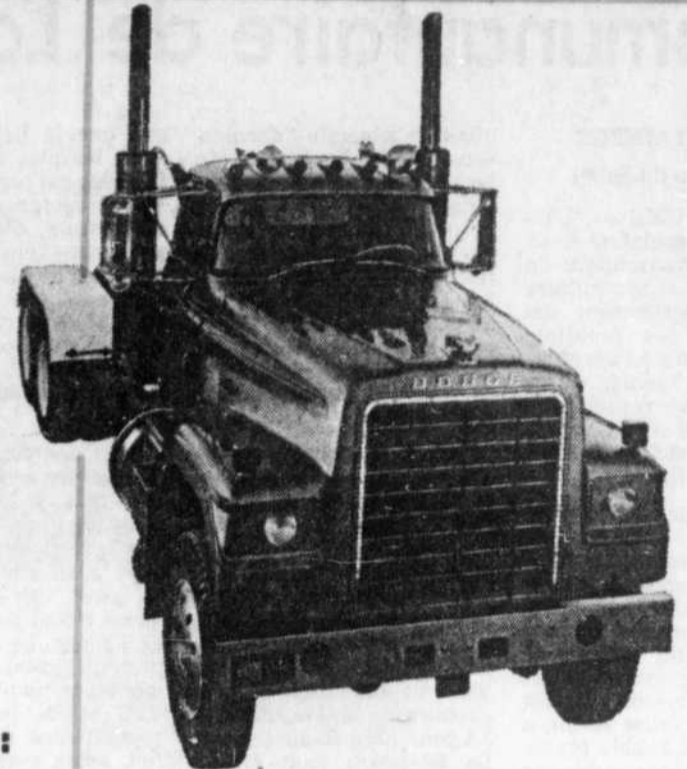
LE CENTRE DU CAMION!

LE PLUS GRAND CHOIX DE CAMIONS A ESSENCE & DIESEL
PLUS DE 100 CAMIONS EN MONTRE



CAMIONS DODGE

Poids moyen classique, choix de caisses : à bouteilles, à ridelles, à benne, à grain, etc...



LE NOUVEAU BIGHORN DE DODGE

UNE PUISSANCE QUI EN IMPOSE!
Dur à la tâche, mais facile d'entretien.



LE CAMION DODGE A CABINE SEMI-AVANCEE CONSTITUE UNE VALEUR SURE...

Cabine solide, étanche et aménagée confortablement, accès facile aux pièces.



CHOIX COMPLET DE CAMIONNETTES

Des compacts aux diesels ultra-lourds, Dodge fabrique avec un "génie mécanique minutieux"... des camions solides.

DODGE '75

GERANT DES VENTES
CHARLES POULIOT

VENDEUR
PATRICK GALLAGHER

ALIGNEMENT DE ROUES DE CAMION
REDRESSEMENT DE CHASSIS
FINANCEMENT PAR CHRYSLER CREDIT

SERVICE ET PIECES
de 8h.00 a.m. à 3h.00 a.m.

tangway

AUTOMOBILES

89 ROUTE KENNEDY, LEVIS - 833-4110

A MI-CHEMIN ENTRE L'AUTOROUTE ET LE ROND-POINT DE LEVIS.

ATELIER DE MECANIQUE SPECIALISE DANS LE CAMION.

Université du Québec
Ecole nationale d'administration publique

MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE (A TEMPS PARTIEL)

L'Ecole nationale d'administration publique invite les professionnels des ministères et organismes des gouvernements et des organismes des réseaux de l'éducation, des affaires sociales et des affaires municipales et d'autres organismes para-publics, à poser leur candidature à son programme de maîtrise en administration publique (à temps partiel).

PROGRAMME

Le programme de maîtrise en administration publique pour les étudiants à temps partiel débute le 8 septembre 1975 et se terminera à la fin de mai 1978.

Conditions d'admission

Pour être admissible à ce programme, le candidat doit détenir un diplôme universitaire de premier cycle ou une formation équivalente et posséder au moins deux (2) années d'expérience de travail.

Conditions supplémentaires pour les candidats provenant de la fonction publique du Québec: avoir une expérience d'au moins quatre (4) ans dont deux (2) dans la fonction publique du Québec et avoir, de préférence, fait l'objet d'une notation exceptionnelle ayant eu pour effet un avancement accéléré.

Critères de sélection

Les candidats sont choisis par voie de concours. Un comité d'admission examinera chaque candidature et orientera son choix en fonction de la scolarité antérieure, de la nature et de la variété de l'expérience acquise, des aptitudes des candidats et de leur perspective de carrière.

Date limite des demandes d'admission: 15 mai 1975

Priorité sera accordée aux demandes reçues avant le 1er mai 1975

INSCRIPTION

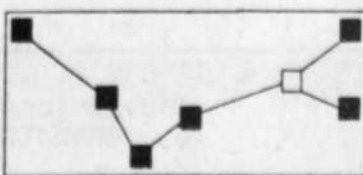
Pour s'inscrire au concours, les candidats doivent:

- remplir la formule prévue à cette fin;
- y joindre les documents requis;
- faire parvenir leur dossier au:

Secrétariat général
Ecole nationale d'administration publique
625, rue St-Amable
Québec
Tél.: 657-2476

LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

L'Ecole nationale d'administration publique est l'une des unités constitutives du réseau de l'Université du Québec



L'Hydro pourrait solutionner la guerre des poteaux

par Jean GARON

L'Hydro-Québec pourrait jouer un rôle déterminant non seulement dans la solution du conflit qui oppose Télécâble de Québec et Bell Canada, mais également dans tous ceux qui pourraient surgir là où la société de téléphone à charte fédérale s'oppose au partage des poteaux.

La société d'Etat et Bell Canada, sur les territoires qu'elle dessert au Québec, se partagent à peu près également (respectivement 55 et 45 pour 100) la propriété des poteaux.

Télécâble de Québec a dénoncé, dans sa requête de droit d'attache déposée devant la Régie des services publics du Québec, les empêchements apportés par Bell à une utilisation de ces poteaux, même dans les cas où l'Hydro est propriétaire et, à plus forte raison, lorsqu'elle est locataire.

Le contrat qui lie les deux entreprises signé en mars 1969, a récemment été dénoncé par Bell Canada. Il échoit à l'automne 1975 et la nouvelle entente fait actuellement l'objet de négociations.

Une lecture, même som-

maire, des dispositions du contrat et du "guide administratif-usage en commun des poteaux Bell-H.Q.", qui en clarifie l'interprétation, ne laisse aucun doute quant à la volonté de Bell Canada de s'assurer un droit de regard sur toute admission des "tiers parties".

Le ministère des Communications aimerait bien, de son côté, que cette société d'Etat profite de la dénonciation du contrat pour créer des conditions favorables à l'application du règlement sur la télédistribution québécoise.

L'Hydro-Québec n'a pas, de

son côté, fait connaître de position officielle sur toute cette question et sur le rôle que l'on voudrait bien lui voir jouer.

Puisqu'elle est partie au dossier dans le cas de Québec, elle déposera son intervention après étude de la requête de Télécâble qui lui a été signifiée tout comme à Bell Canada.

Un porte-parole de l'Hydro nous a souligné qu'elle s'intéressait depuis toujours aux questions soulevées par les infrastructures aménagées pour assurer l'accessibilité à un service public comme celui qu'elle offre.

Chose certaine, la société s'oppose à la prolifération des poteaux et soutient même tout faire pour l'empêcher. On sait que Télécâble a laissé poindre la possibilité d'avoir à installer les siens propres pour régler son problème.

Tout porte à croire que l'intervention de l'Hydro devant la Régie permettra d'en savoir plus long sur ses intentions. Le même porte-parole a cependant tenu à souligner qu'étant donné l'ampleur de ses activités, elle ne s'y engagera qu'avec prudence compte tenu des répercussions étendues de toute modification à la situation actuelle.

Il est cependant évident que l'élément litigieux est celui des relations entre l'Hydro et Bell, puisque les

télédistributeurs ont déjà facilement accès aux poteaux que l'Hydro possède et ne partage pas avec Bell. C'est

d'ailleurs dans ces secteurs que se poursuivent actuellement les travaux d'installation du réseau de Télécâble.

Intérêt accru pour la télé communautaire de La Pocatière

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — L'intérêt que la population de La Pocatière porte à son poste de télévision communautaire s'est considérablement accru, selon les résultats comparés d'un sondage effectué en mars dernier et les relevés d'écoute recueillis en mars 1973, soit six mois après l'entrée en fonction de TV 9 La Pocatière Inc.

C'est ce qu'a affirmé le président de l'organisme, M. Jean-Marc Blanchette, dans un rapport annuel précisant que la télévision communautaire de La Pocatière a connu une année très positive et que sa programmation, si elle n'a pas rejoint tous les auditeurs en même temps, a tout au moins semblé répondre aux besoins exprimés par le milieu.

L'appréciation se base particulièrement sur 90 appels téléphoniques faits au hasard de l'annuaire local. A la

question générale "Écoutez-vous T.V.C.", les usagers de La Pocatière auraient répondu affirmativement dans une proportion de 90 pour 100. Ce qui constitue une augmentation particulièrement sensible sur un sondage effectué dans des conditions à peu près identiques, en septembre 1973, alors que seulement 46 pour 100 des répondants avaient dit oui.

Lors du sondage, qui a été effectué sur quatre soirs de la semaine, entre 18h et 18h15, 41 pour 100 des répondants auraient par ailleurs précisé que leur appareil de télévision était à ce moment branché au réseau TVA, 19,6 pour 100 au poste CKRT de Rivière-du-Loup, 12,5 pour 100 à la télévision communautaire de La Pocatière, et 3,4 pour 100 à Radio-Canada. La télévision était éteinte chez 21,7 pour 100 des personnes interrogées.

Par ailleurs, le président de la télévision communautaire de La Pocatière a souli-

gné que la liste des émissions les plus souvent mentionnées par les auditeurs de TV 9 comprenait quatre émissions d'information, parmi les cinq premières positions de l'horaire. "C'est pour nous un signe très net que TVC a un rôle important à jouer au niveau de l'information locale", en a particulièrement déduit M. Blanchette.

Dans une évaluation d'ensemble des activités de l'année 1974, M. Blanchette a également exprimé l'opinion que la télévision communautaire avait atteint au moins 80 pour 100 des objectifs qu'on s'était fixés au début de l'année. Ce mandat visait principalement à assurer une meilleure implantation de TVC et de promouvoir la participation du milieu. De fait, selon son président, la télévision communautaire aurait apporté un supplé-

ment nettement suffisant d'information au milieu et permis une plus grande accessibilité des citoyens à ce médium d'information.

Concernant la programmation future du poste communautaire, M. Blanchette a fait part de l'intention des administrateurs de maintenir la permanence, au niveau du personnel, et d'accorder une priorité aux efforts visant à rejoindre et à faire participer davantage les groupes mal desservis de la population, notamment les enfants et les personnes âgées. On cherchera également à assurer une plus grande présence aux affaires municipales et aux loisirs. Et cela, toujours en maintenant la politique du poste communautaire de ne pas produire d'émissions qui relèvent de sa seule initiative, mais de favoriser plutôt la production des groupes bénévoles.

CONFÉRENCIER



Monsieur Jean-Marie Couture, Président de la Société de Fiducie du Québec, sera le conférencier invité par l'Association des Caisses Populaires de la région de Québec, lors d'un souper causerie le lundi 21 avril 1975 à 18.00 h. à l'Hôtel Paul Baillargeon, 638 ouest, rue St-Vallier, Québec. Le propos de M. Couture sera intitulé: "La fiducie du Québec: le Trust des Caisses Pop." (ANN.)

Entretien Segard - Mailloux à Paris

PARIS (AFP) — Le ministre des Transports du Québec, M. Raymond Mailloux, s'est entretenu pendant environ une heure, jeudi soir, avec le ministre du Commerce extérieur, M. Norbert Segard.

On croit savoir que les deux ministres ont fait le point de la coopération franco-québécoise dans le domaine industriel, telle qu'elle avait été déterminée à l'occasion du voyage du premier ministre Bourassa à Paris, en décembre dernier, et qui instituait un "groupe franco-québécois". Le secteur des transports aura été plus particulièrement évoqué. On prévoyait de sérieux dévelop-

pements concernant, entre autres, la fabrication du matériel roulant.

Dans ce contexte, on rappelle qu'un voyage de M. Segard au Québec dans un avenir proche est prévu.

M. Mailloux se rendait hier, à Lille, où il visitera les établissements Matra, s'intéressant plus spécialement à la construction et au fonctionnement du matériel léger de transport de voyageurs sur rail dit "VAL". Ces voitures pourraient éventuellement équiper la future liaison entre le nouvel aéroport de Montréal, "Mirabel", et l'agglomération montrealaise.

pour l'Astre coupé...

La Pontiac à prix populaire offrant en équipement régulier allumage transistorisé à grande puissance, pneus radiaux, contournement d'acier, pompe à essence électrique, huile de vitesses manuelle à 3 rapports, radio... et de nombreux éléments que vous ne vous attendez probablement pas à y trouver pour ce prix.

\$3,369*

giguère autos

ANGLE BOUL. HAMEL/LAURENTIEN
ya pas mieux placé



* Taxes en sus

PAR DESSUS TOUT... UN BON TOIT



VOTRE TOIT COULE CE PRINTEMPS?

Nous imperméabilisons tout genre de toit avec un enduit de plastique résistant, choix de couleurs, **BAS PRIX**, garantie et estimation gratuite.



Ce produit miraculeux est un thermo-plastique moderne de l'âge atomique, qui demeure flexible à des températures allant de 80° F SOUS ZERO à plus de 300° F au-dessus pour protéger votre toit.

ECONOMISEZ
ne payez plus des prix ridicules pour votre toit

Depuis 1944, ce genre d'enduit de plastique est utilisé par les grandes industries de notre continent. C'est la première fois que ce produit est offert aux propriétaires localement. Vous serez surpris de l'argent que vous pouvez économiser, ainsi que la beauté que présentera votre toit.

Plus de 10,000 toits ont été protégés avec ce produit.

INSTALLATION IMMEDIATE

AREIO Corp.

105, rue Dorval, N.D. des Laurentides
SERVICE TELEPHONIQUE DE 24 HEURES

Pour information **849-2117**

CHARGEX

TELEPHONEZ AUJOURD'HUI, DIMANCHE OU N'IMPORTE QUEL JOUR OU LE SOIR

Visitez notre Cafeteria MOISSON D'OR



Bar-salon - Salle de réception licence complète

DEVINEZ C'QU'ON SERT POUR DINER...

Un repas spécial tous les jours, pour les hommes d'affaires et tous ceux qui veulent bien manger, tout en déboursant seulement quelques dollars!

REPAS SPECIAL DU DIMANCHE

Le dimanche, régalez toute la famille à peu de frais! Cette semaine, notre repas spécial du dimanche se compose d'une soupe, d'une omelette de dinde farcie, servie avec sauce, pommes de terre, légumes, pain et beurre, et comprend aussi le café, thé ou boisson gazeuse, tout ça pour seulement... **1.99**

Vous organisez une partie? Si oui, téléphonez à notre service de traiteurs et on se fera un plaisir de vous donner tous les renseignements au sujet de nos plateaux de sandwiches, nos assortiments de viandes froides, nos salades et tous les plats délicieux que nous préparons. Si vous voulez un gâteau pour une occasion spéciale comme une noce ou un anniversaire, faites-nous confiance, nous préparons les plus beaux et les meilleurs gâteaux!

667-1243

À l'heure du dîner, y'a rien comme un hot dog, des frites et un coca-cola pour régaler les enfants! Nous servons ce dîner spécial pour enfants tous les jours... pour seulement... **.99**

CAFETERIA MOISSON D'OR
2960, boul. Ste-Anne - Giffard

Heures d'ouverture:
Lundi, mardi, mercredi 8h. a.m. à 6h. p.m.
jeudi, vendredi 8h. a.m. à 9h. p.m.
samedi 8h. a.m. à 5h. p.m.
dimanche 11h. a.m. à 8h. p.m.

impôt 74

FAITES-LE BIEN...TÔT!

Le ministère du Revenu du Québec vous offre, cette année encore, une assistance gratuite pour vous aider à faire votre déclaration de revenus pour 1974. Un bureau de renseignements est à votre disposition du lundi au vendredi, de 9h00 à 19h00. Faites votre déclaration dès maintenant afin de profiter du temps où un représentant du ministère est près de chez vous pour le consulter au besoin.

QUEBEC Bureau de Québec Tél.: 643-6150
200 sud, rue Dorchester
Ouvert de 9:00 h. à 17:00 h.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DU REVENU

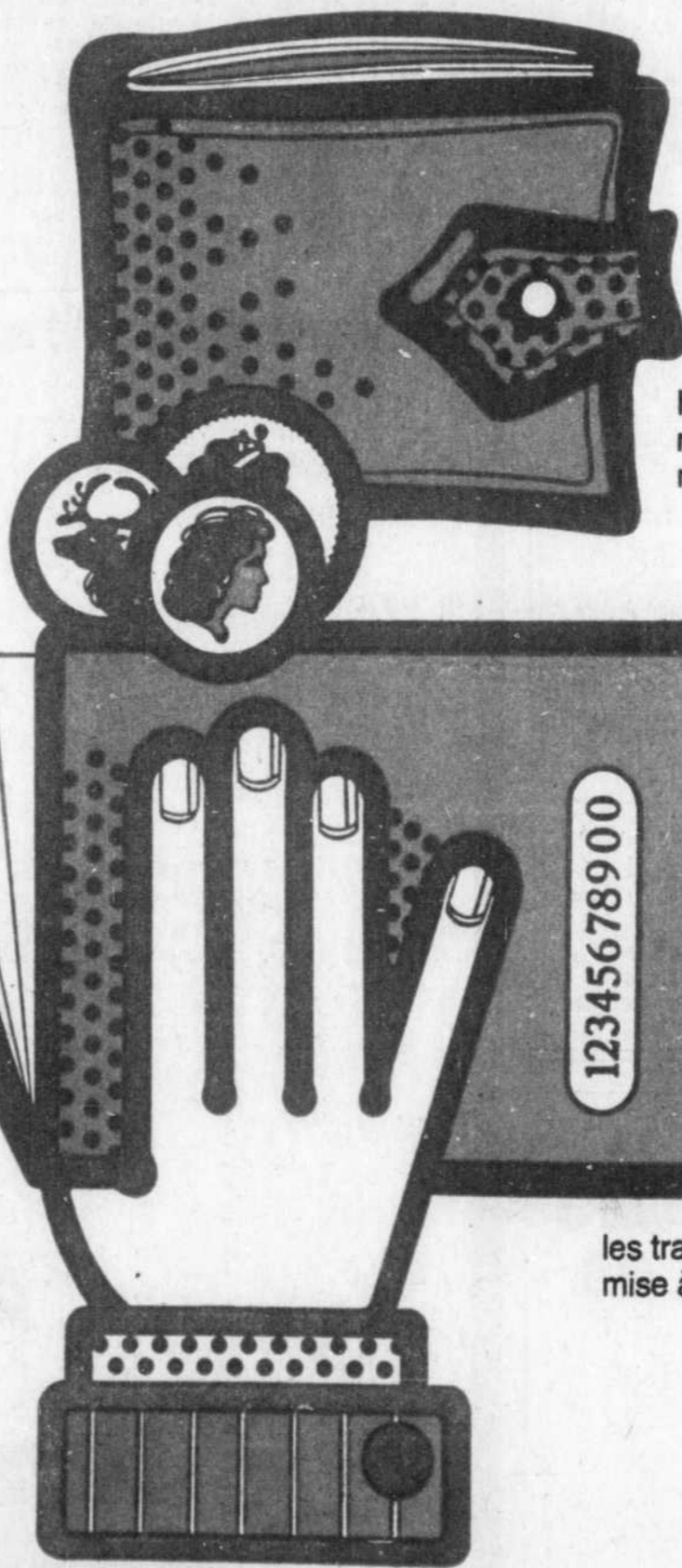
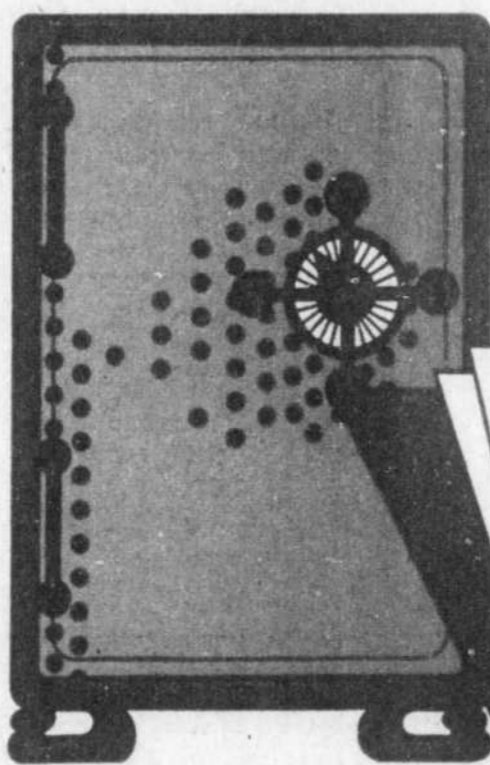
inter-Caisses

un tout nouveau service de VOTRE caisse populaire

**Dans toutes les
caisses populaires
offrant le service
Inter-Caisses,
vous pouvez maintenant...**

Effectuer des dépôts

Vous voulez faire un dépôt, mais vous n'avez pas le temps d'aller à VOTRE caisse populaire? Passez à la caisse populaire la plus rapprochée offrant le service Inter-Caisses. Votre dépôt sera instantanément crédité à VOTRE compte de VOTRE caisse populaire.



Retirer de l'argent

Vous avez besoin d'argent, mais vous êtes loin de votre caisse populaire? Vous pouvez entrer dans toute caisse populaire arborant le sigle Inter-Caisses et effectuer un retrait sur VOTRE compte avec le minimum de formalités.

Demander une mise à jour

Vous voulez obtenir une mise à jour de votre livret d'épargne? Rien de plus facile! Toutes les caisses populaires arborant le sigle Inter-Caisses sont reliées à un système de communications instantanées.

Vous n'avez qu'à vous présenter à une de ces caisses populaires qui inscrira dans votre livret toutes

les transactions effectuées depuis la dernière mise à jour.

INTER-CAISSES, c'est instantané

Toutes les caisses populaires offrant le service sont reliées par un système de communications instantanées. Elle vous permet de faire des dépôts, des retraits à l'épargne avec opérations ou d'obtenir une mise à jour de votre livret tout comme si vous transigiez à VOTRE caisse populaire.

INTER-CAISSES, c'est facile

Il n'y a pas de demande d'adhésion et pas de formules à remplir. Un minimum de formalités est requis pour fins d'identification.

INTER-CAISSES, c'est exclusif

Ce service est exclusif aux membres des caisses populaires qui offrent le service Inter-Caisses. Dans l'ensemble du Québec, la caisse populaire est la seule institution qui peut vous permettre d'effectuer des dépôts, de retirer de l'argent de VOTRE compte et d'obtenir une mise à jour de votre livret instantanément, sur place, comme si vous étiez au guichet de VOTRE caisse populaire.

INTER-CAISSES, c'est pratique

VOTRE caisse populaire franchit une autre étape pour vous mieux servir. Toute autre caisse populaire, offrant le service Inter-Caisses, sera heureuse de vous accueillir et de traiter pour vous les opérations décrites précédemment. Quel que soit le moment ou l'endroit (à l'heure de votre dîner, en voyage ou durant vos vacances), une caisse populaire est ouverte, près de vous, pour vous servir.

La caisse populaire Desjardins

inter-Caisses

Le document de la CEQ contient des intentions valables

(PC) — Malgré une certaine agressivité dans le ton du document que la CEQ vient de publier, celui-ci contient néanmoins des intentions valables qui permettront de sensibiliser les écoliers aux situations sociales et, par la même occasion, leur donnera l'opportunité de développer leur sens critique.

C'est en substance l'opinion qu'a émise le député péquiste de Lafontaine, M. Marcel Léger, qui commentait jeudi, à l'invitation du ministre Cloutier, le contenu du document intitulé "Pour

une journée d'école au service de la classe ouvrière", destiné aux enseignants membres de la Centrale de l'enseignement du Québec.

Repondant au ministre de l'Éducation qui voulait connaître le point de vue de l'opposition face à un document déjà violemment critiqué par le créditiste Camille Samson, M. Léger a préféré en extraire les aspects positifs.

Il soutient que ce texte favorisera des prises de conscience chez la collectivité

étudiante, ce que l'école ne permet pas suffisamment.

"Si on parle des écarts qu'il y a entre les différentes classes de la société, je pense que c'est à l'école qu'il doit se faire un brassage de cette petite collectivité étudiante qui aura à vivre plus tard dans un milieu qui est peut-être différent de celui qu'on lui présente à l'école, en ne voulant pas trop l'impliquer là-dedans", a-t-il commenté.

L'autorité
M. Léger estime que la

meilleure préparation pour l'enfant à se faire un jugement consiste dans la conscience du monde dans lequel il devra vivre.

Le député, qui s'exprimait pendant la tenue de la commission parlementaire sur l'Éducation, a par la suite fortement insisté sur la notion d'autorité dans l'actuelle société de consommation. Il croit en effet que cette dernière est néfaste parce que le citoyen a complètement perdu le sens des responsabilités et son sens critique face aux événements, il préfère se soumettre aveuglément à cette autorité, explique M. Léger.

"Je ne suis pas d'accord à ce qu'on politise l'écolier, a-t-il toutefois précisé, au point de lui donner des solutions d'avance."

Ainsi l'étudiant pourra se sensibiliser aux disparités de situations financières qui l'entourent ainsi qu'au processus de prises de décision des différents palliers représentant l'autorité.

M. Léger estime finalement que les points "excessifs" du document seront rejetés par le milieu scolaire lui-même, sans plus de complications.

Rappelons que le texte destiné aux enseignants désirant utiliser la journée du 1er mai, "fête des travailleurs", pour informer les étudiants, a été condamné par le ministre François Cloutier, lors de sa parution.

Plus tard, pendant la période de questions en chambre, il a déposé, tel que promis, un second document ayant servi de brouillon au texte officiel. Il soutient que celui-ci contient des éléments qui vont plus loin que ceux déjà contenus dans "le manuel du premier mai", destiné à la préparation de cours pendant cette journée spéciale.

La CEQ a d'autre part continué à faire l'objet de critiques des députés libéraux en Chambre jeudi.

M. Léger, commentant l'é-



AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DU CAMP DE VALCARTIER

Des exercices de tir auront lieu jour et nuit jusqu'à nouvel ordre, aux champs de tir du camp de Valcartier.

La zone de danger est délimitée comme suit : la frontière est du secteur est une ligne tirée parallèlement à la route 371 (Loretteville - St-Gabriel de Valcartier) du côté ouest de ladite route; cette ligne débute à l'endroit où le ruisseau Grand Désert intercepte la route 371 se rendant jusqu'au Lac Ferré, depuis ce point direction nord-ouest jusqu'à la frontière ouest du Monastère Saint-Sacrement, puis direction nord nord-ouest jusqu'à la pointe extrême ouest du Lac Tantaric. La frontière nord-ouest de la zone est délimitée par une ligne droite tirée entre le Lac Tantaric et le Lac de Claire. La frontière ouest est délimitée par une ligne tirée depuis le Lac de Claire et un point intermédiaire situé au Lac à la Pelle, depuis ce point direction sud-est à une distance de trois milles jusqu'à la barrière de l'Ouest sise sur la route Lac St-Joseph - Base Valcartier, depuis cette barrière tirée une ligne direction est jusqu'au Lac du Père. La frontière sud de cette zone est délimitée par la route qui relie les quartiers résidentiels de la Base Valcartier au village de St-Gabriel de Valcartier et qui est connue sous le nom de Bernatchez.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

MUNITIONS ET AUTRES EXPLOSIFS EGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres explosifs analogues constituent un danger qui peut causer des blessures ou entraîner la mort. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou conservé en votre possession un objet que vous croyez être un explosif, prévenez la police de votre localité qui verra à en disposer. Personne ne peut pénétrer dans la zone sans autorisation, et l'accès en est interdit.

PAR ORDRE
Sylvain Cloutier
Sous-Ministre
Ministère de la Défense Nationale

L'enseignant doit développer la pensée sociale de l'élève

"Ce serait de ne pas chercher à développer la conscience sociale de ses étudiants qui serait un acte immoral et subversif pour un enseignant."

C'est en substance la réponse que faisait le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, au ministre François Cloutier, qui a accusé la CEQ de prôner des idées marxistes dans les écoles.

M. Charbonneau prenait la parole au cours d'un dîner-causerie tenu jeudi midi à l'école Saint-Pierre, de la commission scolaire des Îlets, à Orsainville, en pré-

sence de quelque 200 enseignants.

M. Charbonneau a remercié le ministre Cloutier pour la publicité qu'il a faite autour de la publication du "Manuel du 1er mai", pour une journée au service de la classe ouvrière", si vivement contesté ces derniers jours.

Ce manuel propose 42 programmes à employer le 1er mai par les enseignants pour amener les enfants à prendre conscience de la situation des travailleurs.

"L'enseignant est un professionnel salarié et, actuellement, la caractéristique de ce professionnel salarié est de faire preuve

de conscience sociale dans l'exercice de ses activités."

M. Charbonneau a ajouté que le rôle de l'enseignant est de faire prendre conscience aux jeunes des réalités et des conditions économiques auxquelles ils auront à faire face au cours de leur vie en tant que travailleurs.

"C'est ici que l'action syndicale intervient en relation avec l'aspect professionnel de nos activités. Depuis deux ou trois ans, nous nous livrons à une analyse serrée du rôle social et politique de l'école, ce qui nous permet d'en arriver aujourd'hui à une étape concrète, qui pourrait être une orientation nouvelle d'un enseignement mis au service des travailleurs.

"L'enseignant conscient, c'est celui qui opte clairement pour mettre l'école publique au service des intérêts de la majorité de ce public, c'est-à-dire de ceux qui la paient, les travailleurs."

M. Charbonneau a terminé en affirmant que les enseignants auront un rôle de premier plan à jouer pour la diffusion et la discussion du document en question "Le Manuel du 1er mai", et qu'il laissait le soin aux parents et enseignants de l'évaluer à sa juste mesure.

Hausse de salaire pour les enseignants d'Ottawa

OTTAWA (PC) — La Commission scolaire d'Ottawa et ses 1.600 enseignants ont ratifié un contrat qui accorde aux instituteurs d'écoles secondaires de la capitale une hausse moyenne de 34 pour cent de leur traitement, pour un engagement de 20 mois. Et les écoles secondaires pourront ouvrir vendredi pour 26.000 étudiants.

En vertu de cet accord, les enseignants obtiendront un salaire annuel minimum de \$10.000 en janvier, et leur maximum pourra aller jusqu'à \$23.790. Les principaux d'écoles obtiendront entre \$28.500 et \$34.390.

En vertu du contrat précédent, le salaire de base des enseignants variait entre \$7.200 et \$18.535 par année.

Les détails des scrutins de ratification, tenus séparément, n'ont pas encore été rendus publics.

Les enseignants avaient à se prononcer sur un accord de principe intervenu au début de la semaine, sous la direction du médiateur du ministère provincial du Travail, M. Owen Shime, de Toronto.

Les écoles étaient fermées depuis le 27 février à cause de ce conflit de travail.

La commission s'est réunie à ses bureaux du centre-ville, cependant que les enseignants tenaient un ralliement général à l'auditorium du Centre municipal pour entendre exposer les détails du contrat proposé, clause par clause, puis pour voter.

AVIS DE CONVOCATION

Avis est par les présentes donné que

l'assemblée générale annuelle

des membres de la

CAISSE POPULAIRE DE ST-JOSEPH

DE QUÉBEC

SERA TENUE

Lundi soir le 28 avril 1975 à 8 heures

Dans la salle de l'école St-Joseph, 520, rue Montmagny, Québec 8, pour l'étude et l'adoption de son rapport annuel au 31 janvier 1975.

CORDIALE BIENVENUE À TOUS !

LE SECRÉTAIRE
YVON VEZINA

Québec, le 19 avril 1975

Toute fête d'anniversaire mérite un joyeux succès. Comptez sur nous.

Organiser une fête d'anniversaire, et en faire un succès, c'est agréable et facile lorsqu'on fait confiance aux spécialistes du Québec Hilton.

25^e anniversaire de mariage

Tous les invités, et en particulier les époux fêtés, se souviendront longtemps de ces noces d'argent si joyeusement célébrées au Québec Hilton.

Nous pouvons agencer à votre guise vingt-quatre salons et salles de banquet dans l'hôtel même.

Les repas sont de vrais festins et le service soigné vous attirera bien des éloges. Nous faisons tout pour vous faciliter la tâche: la salle sera décorée suivant vos goûts, et le menu élaboré par nos conseillers avec votre collaboration et notre expérience.

Si vous croyez au succès, mettez donc toutes les chances de réussir sur une vraie belle fête de votre côté: choisissez le Québec Hilton.

Appelez le Service des banquets à 647-2411. Sans obligation de votre part.

Nous aussi, nous avons hâte de célébrer avec vous!




Chaleureusement votre...

Québec Hilton
au coeur de la Place Québec



c'est le bon temps de faire quelque chose

AVEC LE PARTI QUÉBÉCOIS

<p>ADHÉSION</p> <p>C'est le bon temps de devenir membre du Parti québécois.</p> <p>Je joins le montant de \$ _____ dollars (minimum de \$3 00)</p> <p>NOM _____</p> <p>ADRESSE _____</p> <p>COMTE _____</p>	<p>SOUSCRIPTION</p> <p>C'est le bon temps d'avoir un parti propre.</p> <p>Voici \$ _____ dollars pour vous permettre de continuer à travailler dans notre intérêt et celui de tous les québécois.</p>
<p>Parti Québécois</p> <p>170, rue Fraser Québec 6</p> 	

CONSERVATION de vos FOURRURES

- Entreposage scientifique de fourrures
- Nettoyage professionnel
- Traitement de rénovation
- Assurance à l'année en tous lieux

Rencontrez nos experts qui vous conseilleront sur le remodelage et l'entretien de vos précieuses fourrures.



Pour un service rapide, courtis et garanti, composez 524-3541

LES FOURRURES PRÉMONT INC.
125 est, St-Joseph, Québec

La Commission des transports fixera elle-même les taux

par Roch DESGAGNE

Le juge Prévost aurait indiqué, récemment, à des dirigeants des camionneurs, que lui-même et les commissaires ont l'intention de simplifier les travaux de la CTQ, afin d'en rendre les décisions plus expéditives.

Depuis quelque temps, des organismes, dont l'ANCAI (Association nationale des camionneurs-artisans indépendants), ont déploré les lenteurs administratives de ce rouage juridique.

Rôle plus valable

"Dans un avenir le plus rapproché possible et compte tenu de toutes ses obligations, la commission se propose de fixer par avis "pro prio motu", annuellement ou, au besoin, à des intervalles plus rapprochés, les taux et tarifs du transport des matières en vrac... en donnant aux intéressés un délai plus que raisonnable pour faire valoir leurs points de vue et être entendus", lit-on dans la décision du juge Prévost.

"De cette manière, la Commission des transports ne sera, le croit-elle, aucunement liée par la théorie de l'"ultra petita" et elle pourra jouer valablement encore le rôle qui lui a été assigné", conclut le président de la CTQ.

La règle "ultra petita" dé-

termine qu'un tribunal ne peut fixer une indemnisation ou des taux plus élevés que la demande qui lui est soumise.

Décision bien accueillie

Les conseillers juridiques de l'Association coopérative des camionneurs de la Côte-Nord, le cabinet d'avocats Dionne, Fortin, Roy, Bilo-deau & Ramsay, considèrent qu'il est plus que souhaitable que la Commission des transports prenne régulièrement, dans l'avenir, cette initiative de réviser et de fixer de nouveaux taux et tarifs pour le transport des matières en vrac, sans que les camionneurs aient à présenter, à chaque fois, une requête à cet effet, lorsque les besoins s'en font sentir.

Dans l'ensemble, l'Association coopérative des camionneurs de la Côte-Nord a bien accueilli la récente décision de la CTQ.

"Non pas que les taux qui y sont fixés satisfassent toutes et chacune des revendications des camionneurs, bien que certains constituent une augmentation appréciable, mais à tout le moins, note Me Alain Bilo-deau, procureur des camionneurs, l'esprit de la décision en regard des perspectives d'avenir est encourageant."

Au cours d'audiences pu-

bliques qui se sont prolongées sur sept jours, les procureurs ont démontré l'impérieuse nécessité pour les camionneurs de bénéficier de taux adéquats leur permettant de fonctionner de façon rentable. Les nouveaux taux s'appliquent à la plupart des matières en vrac décrites au règlement 12, exclusion faite du bois, matière pour laquelle la CTQ a reporté sa décision.

Une décision qui s'impose Précisément sur cette ques-

tion des taux de transport du bois, l'Association coopérative des camionneurs de la Côte-Nord déplore qu'ils n'aient pas été fixés en même temps que pour les autres matières, et l'organisme espère que la décision concernant le transport des produits forestiers sera rendue dans les plus brefs délais.

Dans la région numéro 9 (la Côte-Nord), le transport du bois constitue une partie substantielle des revenus des camionneurs, et ces derniers

attendent impatiemment la décision de la CTQ, surtout à cette époque de l'année où les grands travaux reprennent.

Des pionniers...

Les membres de l'Association coopérative des camionneurs de la Côte-Nord peuvent être considérés comme des pionniers, puisqu'au moment du dépôt de leur requête, c'était la première fois que la Commission des transports du Québec était saisie

d'une demande de fixation de taux, pour cette région.

La région numéro 9, couvrant tout le nord-est de la province, présente un carac-

tère unique sur les plans géographique, humain et économique. L'Association coopérative des camionneurs de la Côte-Nord, composée uniquement de camionneurs "entrepreneurs" possédant

un ou plusieurs camions, est bien structurée et très progressive dans la défense des intérêts des camionneurs, sur tous les aspects ayant trait au camionnage dans cette région.

Marchand exhorte les firmes de transport aérien à la modération

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral des Transports, M. Jean Marchand, a exhorté hier les compagnies Air Canada, CP Air et CP Rail à réduire leurs requêtes de hausse tarifaire afin de se joindre au programme de modération volontaire en matière d'augmentations des prix et des salaires que tente de mettre de l'avant le gouvernement fédéral.

Aux Communes, en réponse au député libéral de Vau-

dreuil, M. Harold Herbert, le ministre Marchand a qualifié d'exagérée la requête présentée par CP Rail devant la Commission canadienne des transports et a promis d'intervenir personnellement auprès des dirigeants de la compagnie ferroviaire pour leur demander de faire preuve de modération.

Alléguant un fort déficit d'opérations, CP Rail réclame une hausse tarifaire de 26 pour cent pour son service desservant la banlieue mont-

réalise, ce qui affecterait dès le 1er mai les usagers des services de Lakeshore, Farnham et Ste-Thérèse.

Compagnies aériennes

D'autre part, dans un communiqué remis à la presse, le ministre des Transports demande aux compagnies aériennes Air Canada et CP Air de réévaluer de leur propre gré leurs demandes d'ajustement tarifaire présentées devant la CCT.

Nouveau produit C.B.I.
SERRE DE JARDINAGE

8' x 8' x 7' hauteur

- FACILE A INSTALLER
- POUR JARDINERS PROFESSIONNELS OU AMATEURS

Economisez en jardinant
PRIX SPECIAL D'INTRODUCTION
\$179.00

Fabriquée par:



21, MONTCALM, LEVIS, QUE.
B.P. 55 - (418) 837-8863 - 66V 566

20

PORTES DE SERVICE POUR REPARATION, Vous n'attendrez pas!

CHOIX COMPLET DE PIECES DE RECHANGE POUR TOUS LES CAMIONS GM DESSERVANT TOUT L'EST DU QUEBEC

150 CAMIONS NEUFS EN STOCK TOUTES GROSSEURS PRETS A LIVRER



3001, rue Kepler / Ste-Foy - 659-1515
en parallèle au boul. Charest, sortie Blaise-Pascal



comment s'y rendre



DESIREZ-VOUS UN SERVICE DE NUIT
OUI NON.....

Non.....

Adresse.....

Ville.....

Envoyer à: MORIN GMC LTEE
3001, rue Kepler, Ste-Foy G1X 3V4

Pour les commissions scolaires, le budget Garneau ne change rien quant à l'impôt foncier scolaire

par Raymond BRANCON

«Le budget Garneau marque une diminution du taux normalisé de l'impôt foncier perçu par les commissions scolaires mais cela n'affecte en rien les pouvoirs actuels de celles-ci d'aller chercher l'argent qui leur manque dans leur mi-

lieu», nous a déclaré un porte-parole de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

La fédération considère que la situation demeure inchangée en ce qui concerne l'impôt foncier supplémentaire. En fait, il y a seulement

transfert de l'impôt foncier scolaire quand une municipalité augmente son taux d'évaluation des propriétés.

Le transfert fiscal ne change pratiquement rien, selon le même porte-parole de la Fédération des C.S. L'an dernier, les commissions scolaires catholiques sont allées chercher auprès des contri-

buables 90 millions de dollars de plus, en raison du taux de la taxe normalisée.

La Fédération des commissions scolaires avait, rappelés-le, exposé au gouvernement la nécessité de stabiliser l'impôt foncier scolaire et lui reprochait son inaction, qui contribue à dévaloriser la seule source de revenus autonome des commissions scolaires.

En février dernier, le président de la fédération des commissions scolaires, M.

V. Hubert Lavigne, de Montréal, avait souligné que l'augmentation du revenu des municipalités concédée par le gouvernement du Québec s'est faite à même la source de financement des commissions scolaires. En diminuant le taux de la taxe normalisée des commissions scolaires, avait-il dit, le gouvernement n'espérait-il pas voir les municipalités s'en emparer?

La Fédération avait aussi demandé au gouvernement que les augmentations de

plus-values d'évaluation des propriétés ne dépassent pas 10 pour 100.

L'opinion du président de la C.S. de Québec

«La Fédération des commissions scolaires catholiques reste ferme sur les moyens par lesquels le ministère de l'Éducation se doit de protéger l'autonomie des commissions scolaires», nous a déclaré M. René Simard, président de la C.S. de Québec.

Selon lui, le budget Gar-

neau n'amointrit pas les sommes mises à la disposition des commissions scolaires... en raison de l'inflation. Car l'inflation actuelle donne une plus-value d'environ 20 pour 100 à la propriété. Il existe tout simplement un certain décalage un peu plus grand pour les commissions scolaires, affirme-t-il.

Il y aura cependant une augmentation des revenus des commissions scolaires, mais elle sera moindre que ce que les commissions pouvaient escompter.

La Commission scolaire de Québec est toutefois placée dans une situation assez particulière, du fait qu'elle doit assumer des frais de transport élevés pour les élèves, en-deça d'un mille, dans plusieurs zones urbaines considérées comme dangereuses.

Le président René Simard estime que tout organisme public qui œuvre dans l'enseignement doit disposer des moyens financiers adéquats pour s'administrer sainement, à la satisfaction entière des citoyens.

Les milieux d'affaires et le Conseil du Patronat sont satisfaits du budget

MONTREAL — Les milieux d'affaires et le monde patronal a accueilli avec satisfaction le budget présenté jeudi par le ministre québécois des Finances, M. Raymond Garneau.

C'est la Chambre de Commerce de la province qui s'est déclarée la plus satisfait de décisions du ministre Garneau qui, selon la Chambre, constituent un «bon budget pour le citoyen, pour l'entrepreneur et pour le Québec.»

Du côté du monde patronal, le Conseil du Patronat du Québec a lui aussi accueilli favorablement le budget provincial qui, en dépit de certaines réserves, constitue un «bon» budget.

Les réserves du CPQ portent notamment sur le fait que les mesures budgétaires ne tiennent pas compte de la négociation dans le secteur public qui pourrait avoir pour effet d'accroître le déficit prévu de \$300,000,000.

Quant au Centre des dirigeants d'entreprise (CDE), il réserve pour le moment son opinion, n'ayant pas encore eu le temps de consulter le texte du budget Garneau.

Accueil enthousiaste
Quant à la Chambre de

Le budget peut être retardé

OTTAWA (PC) — Le ministre des Finances, M. John Turner, a indiqué que son nouveau budget pourrait être déposé à une date ultérieure si une décision au sujet des prix du pétrole et du gaz n'est pas prise avant la fin du mois de mai.

«D'ici là, je réfléchirai et j'agirai pour le mieux», a répondu le ministre au député conservateur de Calgary, M. Peter Bawden, aux Communes.

Commerce, son accueil au budget Garneau est d'autant plus enthousiaste qu'elle y voit une réponse «concrète et positive» à plusieurs de ses attentes et représentations.

Le directeur des Affaires publiques, M. Morin, n'a pas caché la satisfaction de la Chambre de voir l'une de ses principales recommandations (la formation des So-deq) acceptée par le gouvernement.

Depuis quelques mois déjà les représentants de la Chambre provinciale étaient en pourparlers avec les représentants gouvernementaux

afin de faire accepter sa proposition de formation de fonds d'investissements destinés essentiellement au financement du capital de risque de la Petite et Moyenne entreprise (PME).

Sur les autres aspects du budget, la Chambre estime qu'il s'agit d'un budget «expansionniste» qui permet au contribuable de «respirer un peu mieux», d'assainir la fiscalité minière et de favoriser la position concurrentielle des entreprises québécoises par le dégrèvement de la taxe de vente sur la machine-rie et l'amortissement accéléré.

VOUS AUSSI dites adieu à la peinture d'extérieur
Voici ce que nous pouvons faire pour vous:



LE REVETEMENT D'ALUMINIUM
BEAUTE
ENDURANCE
CONFORT
ECONOMIE

avec garantie écrite de 20 ans
• plus de 10 couleurs au choix pour le même prix
• choix de pierres si désiré

En plus, nous avons un assortiment de châssis et de portes en aluminium, couleurs naturel, cuivre ou or. Facilité de paiement.

ESTIMATION GRATUITE A DOMICILE

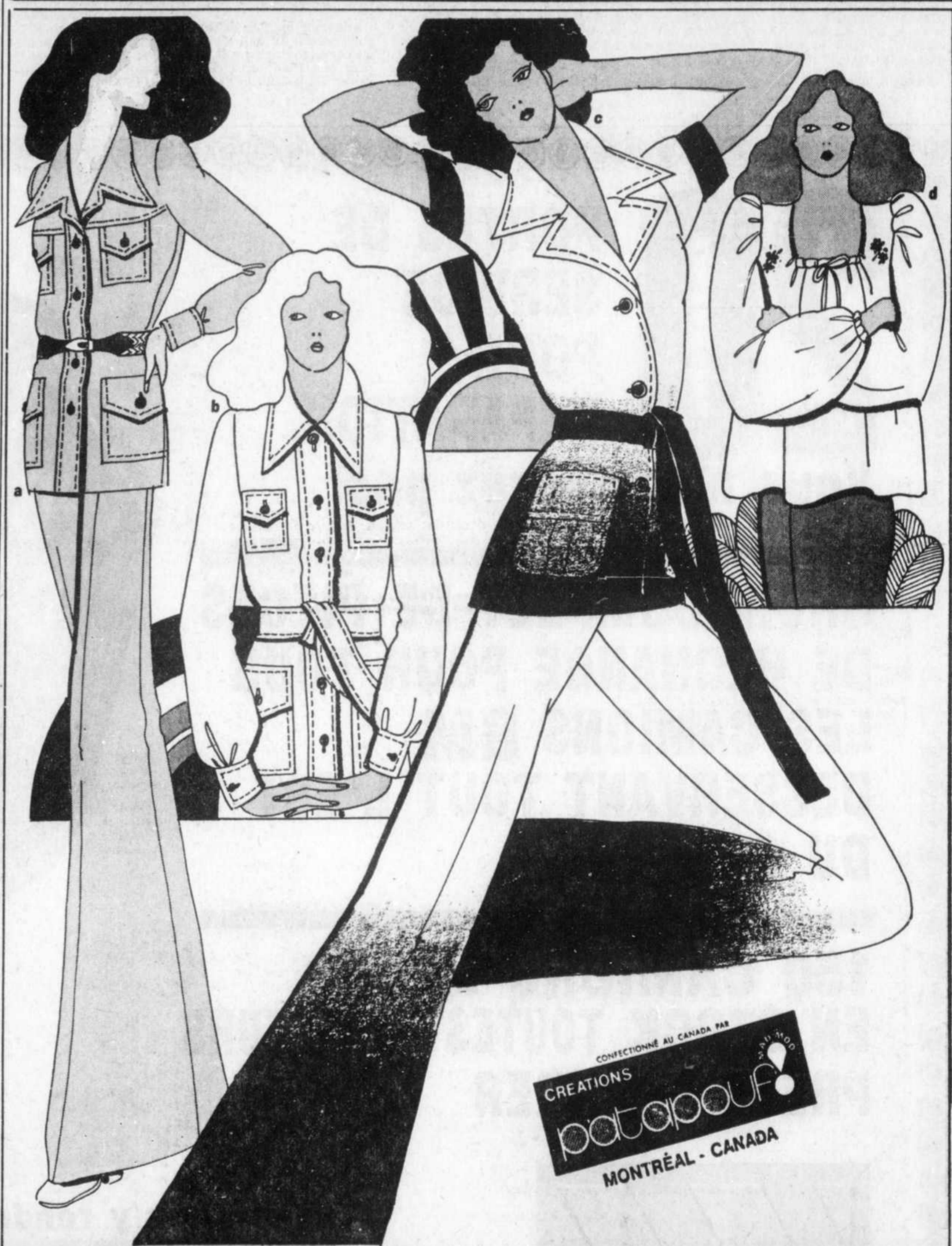
MICHEL DORÉ INC. PORTES FENÊTRES
REVÊTEMENT ALUMINIUM
653-2751
2216, Boul. Hamel ouest, Ste-Foy

Pollack
• Mail St-Roch • Sainte-Foy • Galeries Chagnon, Lévis

ENTREPOSAGE DE FOURRURES
VOUS POUVEZ GAGNER UN DES 50 ENTREPOSAGES ET NETTOYAGES GRATUITS POUR MANTEAUX DE FOURRURE

Pollack vous garantit: • La voûte la plus moderne en ville • Une climatisation rigoureuse • Des évaluations gratuites et réalistes pour réparations • Un nettoyage parfait • Une vraie garantie de réparations parfaites.

OBTENEZ 10% D'ESCOMPTE SUR L'ENTREPOSAGE DE VOTRE MANTEAU DE FOURRURE EN L'APPORTANT VOUS-MÊME AU MAGASIN POLLACK
Si vous désirez, notre livreur se fera un plaisir de cueillir votre manteau. Composez 529-9111.



CONFECTIONNÉ AU CANADA PAR
CREATIONS patapouf
MONTREAL - CANADA

Les tenues jeunes pour la ville ou en 'week-end'

On applaudit PATAPOUF

4 tenues d'allure sportive et détails raffinés que vous porterez tout l'été.

A Le 2 pièces safari avec ceinture de corde tressée. En bleu. 5 à 13 ans. \$45	B La saharienne populaire avec ceinture nouée. Naturel. 5 à 13 ans. \$33	C L'ensemble 2 pces audacieux à teinte nuancée de brun ou vert. 5 à 13 ans. \$50	D Le 'smock' court et toujours populaire. En naturel ou bleu. 5 à 13 ans. \$17
---	---	---	---

Mail St-Roch, sport juniors, rayon 540, 2e étage • Sainte-Foy et Lévis, étage supérieur

5^e anniversaire

LE SALON DE LA FEMME
DE QUÉBEC INC.

DU 18 AU 27 AVRIL, 1975
Pavillon des Congrès et de la Jeunesse, Expo-Québec.

HEURES D'OUVERTURE:
TOUS LES JOURS DE 11H00 P.M. À 11H30 P.M.

NOMBRE DE KIOSQUES: 225

SPECTACLES:

- 19 AVRIL FERNAND GIGNAC
- 20 AVRIL KARO
- 21 AVRIL JEROME LEMAY
- 22 AVRIL PATRICK NORMAND
- 23 AVRIL MICHEL PILON
- 24 AVRIL LA PHILHARMONIE POPULAIRE DU QUÉBEC
- 25 AVRIL LA PHILHARMONIE POPULAIRE DU QUÉBEC
- 26 AVRIL YOLAND GUERARD
- 27 AVRIL ALAIN CHANTEUR-ORGANISTE AGE DE 12 ANS.

Tous les après-midi vers 4h00 p.m.
MICHEL LOUVAIN

Tous les spectacles vous sont présentés par **chrc**

PARADES de MODES:
l'après-midi à 3h00 p.m. et le soir à 9h00 p.m.
Commentatrice: **NIKA BERNARD**

Réalisation: **Jean-Pierre Bertrand**

Au fil des années, vous rencontrerez divers kiosques... tous les topics qui fouleront vos pieds seront une gratification de

L'ENTREPOT DU TAPIS ENR.
888 ouest, St-Vallier

LA REVUE femina
donnera tous les après-midi à 11h30 des conférences traitant des sujets suivants:

- 19 AVRIL TECHNICIENNES EN GARDERIES D'ENFANTS
- 20 AVRIL LE JARDINAGE PAR GREYAN HAMEL
- 21 AVRIL LES ARTS PRATIQUES PAR LUIGETTA BOUQUETTE
- 22 AVRIL LA CHIROPRAQUE PAR LE DR GUY LEGAULT
- 23 AVRIL L'OFFICE DE PROTECTION DU CONSUMMATEUR PAR CLAUDE RUEL
- 24 AVRIL LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME PAR LISE MOUETTE
- 25 AVRIL L'ACTION FEMME PAR LISE DUBOIS
- 26 AVRIL L'ESTHÉTIQUE PAR PIERRE DE RIES
- 26 AVRIL LE GRAND THEATRE PAR GUY BEAULME
- 27 AVRIL LA PÉDIATRIE PAR LE DR ROLAND ALBERT
- L'ESTHÉTIQUE PAR PIERRE DE RIES

PLUSIEURS PRIX DE PRESENCE attribués le soir de clôture, soit le 27 avril
UN GROS LOT D'UNE VALEUR DE 10,000